

EUROPEAN COMMISSION FOR DEMOCRACY THROUGH LAW

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT

Replies to the questionnaire
on the rights of minorities

Réponses au questionnaire
sur les droits des minorités

Albania	Albanie
Austria	Autriche
Belgium	Belgique
Canada	Canada
Croatia	Croatie
Cyprus	Chypre
Denmark	Danemark
Finland	Finlande
Germany	Allemagne
Greece	Grèce
Hungary	Hongrie
Italy	Italie
Kyrgyzstan	Kyrgyzstan
Liechtenstein	Liechtenstein
Luxembourg	Luxembourg
Malta	Malta
Norway	Norvège
Poland	Pologne
Portugal	Portugal
Romania	Roumanie
Russia	Russie
Slovakia	Slovaquie
Slovenia	Slovénie
Sweden	Suède
Switzerland	Suisse
Turkey	Turquie

ALBANIA

Albania has no complete and definitive constitution. At present, there is in force a "small" constitution: Law No. 7491 dt. 29.04.1991 "On principal constitutional provisions", which is amended by some other laws. For that reason, we will use the term "Constitution" to mean this constitutional law.

1.
 - A) The Albanian Constitution does not use the term "unitary", "national" or "homogeneous" regarding the nature of the population.
 - B) The state is organised on a regional basis. The administrative separation is prefectura, districts, comuna. In some cases minorities are organised in the same comunas, but in others the population is mixed.
 - C) Yes, the Constitution puts the State under an obligation to protect its own minorities outside the national territory.
2.
 - A) Yes, the term "minority" is used in the Constitution, in the law and in the case-law.
 - B) The term minority usually includes nationality.
 - C) In Albania, there are two main national minorities: Greek and Macedonian, but there are some other smaller ones too.
 - D) Yes, the Constitution permits recognition of the other minorities by the state. Membership of a minority always depends on free choice and cannot be imposed by public authorities.
 - E) The problems associated with minorities are viewed both in collective terms and in individual ones.
 - F) Membership of a minority entails some special rights.

3. A) At this point, there are no international instruments relating to the protection of minorities applicable in domestic law. But the Albanian Constitution has a provision (Art. No. 4) which says: "The Republic of Albania shall recognise and respect the generally accepted norms in international law regarding fundamental freedoms, human rights and minorities."
- B) In the Constitution, the chapter on "fundamental freedoms and human rights has a special article defending minorities (Art. 26).
4. A) Yes, the constitutional principle of equality refers to non-discrimination on the grounds of membership of a minority.
- B) Yes, the principle of positive discrimination in favour of minorities is recognised.
- C) Minority groups are protected by legislation (penal) from racial hatred, racial violence and xenophobia.
5. A) Article No. 26 of Law No. 7692 dt. 31.03.1993 on Fundamental freedoms and human rights says: "Individuals belonging to minorities shall enjoy, with no discrimination and in equality before the law, fundamental human rights and freedoms. They may freely express, preserve and develop their own ethnic, cultural, religious, and linguistic identity, teach and be taught in their mother tongue, and take part in organisations and societies to protect their interests and identity".
- B) No.
6. A) Article 26 above mentioned
- B) In Albania there is only state education
- C) In Albania elementary education for minorities is in their mother tongue and in the middle school it is mixed. At this point in time there is no special high school education for minorities.
- D) No.
7. A) Yes, Article 26 above mentioned.
- B) In the tribunal the Albanian language is used (official), but members of minorities are guaranteed a translation.
- C) No.
8. No.
9. No.
10. The right of association of persons belonging to minorities is fully recognised.
11. A) No.
- B) Two types.
- C) The country's division does not tend to encourage their assimilation.
12. A) The right of minorities to participate in the political life of the country has no limitation.
- B) -
- C) Yes.
13. A) The Constitution (or the law) does not impose a special duty on persons belonging to minorities.
- B) No.
14. A) No.
- B) No.
15. No.

AUTRICHE

1. A) -
- B) La République d'Autriche est un Etat fédéral, composé de 9 régions (Länder) "indépendants" (Art. 2 Loi constitutionnelle de 1920/29 = Bundesverfassungsgesetz "B-VG"). En principe (excepté Vienne et, en partie, aussi le Burgenland), cette structure répond aux régions historiques.
- C) - ; voir cependant l'Accord Gruber-De Gasperi du 5 septembre 1946 sur lequel se base la prétention (juridico politique) de protéger la minorité de langue allemande au Tyrol du Sud.
2. A) La Constitution comme telle ne parle pas de minorités ; seulement à l'art. 8, qui déclare que l'allemand est la langue officielle de la République, il est fait réserve des dispositions légales relatives à l'emploi des langues des minorités.
- La situation juridique des minorités existant en Autriche est réglée principalement dans la loi sur les groupes ethniques de 1976 (Volksgruppengesetz "VGG") ; depuis cette loi, on utilise de préférence le terme "groupe ethnique" au lieu de "minorité".

- B) D'après l'art. 1 al 2 VGG sont considérés comme des groupes ethniques au sens de cette loi les groupes de citoyens autrichiens domiciliés en permanence (wohnhaf und beheimatet) sur le territoire de la République, de langue-mère autre que l'allemand et possédant un patrimoine culturel propre (eigenes Volkstum).
- C) Les slovènes en Carinthie et en Styrie, les Croates et les Hongrois au Burgenland, les Tchèques, les Croates, les Hongrois et les Slovaques à Vienne ; il s'agit de minorités ethniques/historiques.
3. A) Avant tout VGG ; voir également la loi de 1959 sur les écoles de la minorité en Carinthie (Minderheitenschulgesetz für Kärnten). En outre, il existe plusieurs décrets relatifs à l'établissement des conseils des groupes ethniques, relatifs aux inscriptions topographiques, à l'usage des langues minoritaires.
- B) Il y a une jurisprudence non particulièrement riche de juridictions de droit commun, de la Cour constitutionnelle (voir par ex. les arrêts VfSlg 9744/83, 9752/83, 11585/87), et de la Cour administrative en la matière ; en ce qui concerne les juridictions internationales, on peut mentionner certaines décisions (du reste isolées) de la Commission de Strasbourg déclarant irrecevables des requêtes provenant de personnes appartenant à la minorité slovène en Carinthie ; en général, la jurisprudence en question a trait à l'usage des langues minoritaires.
4. A) Les dispositions des art. 2 de la loi fondamentale 1867 (Staatsgrundgesetz) et de l'art. 7 VGG proclament le principe de l'égalité devant la loi pour tous les citoyens. Les art. 66 St. Germain et 7 Traité d'Etat de Vienne réaffirment le principe de l'égalité en ce qui concerne les citoyens autrichiens appartenant à une minorité.
- B) Il est reconnu expressément par les art. 1 et 8 VGG et appliqué constamment (par ex. en ce qui concerne les mesures financières dans l'intérêt des groupes ethniques, l'établissement des conseils de la minorité, l'établissement d'écoles pour les minorités, etc... Dans son arrêt VfSlg 9224/81, la Cour constitutionnelle a reconnu expressément le devoir de l'action positive de l'Etat envers les minorités ; elle y a ajouté qu'un traitement égalitaire schématique et sans différenciation des personnes appartenant à la majorité et de celles appartenant à une minorité violerait le droit à l'égalité matérielle (et non seulement formelle), consacré par la Constitution.
- C) L'art. 283 du Code pénal (Strafgesetzbuch) qui réprime l'incitation à la violence et à la haine ou l'insulte, mentionne expressément l'incitation à la violence et à la haine contre des groupes ethniques et l'insulte envers ceux-ci.
5. A) L'art. 14 de la loi fondamentale 1867 protège la liberté religieuse sans faire mention explicite des minorités religieuses. Que la liberté d'incroyance soit comprise dans la notion de la liberté de religion est hors de question.
- B) Certains rites islamiques peuvent violer les lois relatives à la protection des animaux. Pourtant, il ne s'agit là que des problèmes marginaux (il ne s'agit que de cas sporadiques qui ont été portés à l'attention des autorités), qui ne touchent pas sérieusement à la vie religieuse des minorités concernées. La loi sur l'exécution de peines 1969 (Strafvollzugsgesetz) ordonne à son art. 22 l'observation de la dignité humaine des détenus ; l'art. 38 ordonne d'avoir égard à la croyance de détenus en ce qui concerne leur alimentation ; les principes énoncés ci-dessus sont développés davantage dans les règlements internes des prisons. Il ne paraît pas qu'il y ait une jurisprudence à ce sujet.
6. A)B)C) La loi sur les écoles de la minorité slovène en Carinthie établit un système d'enseignement très développé au niveau primaire et secondaire (en principe, enseignement dans la langue de la minorité). Une loi analogue vaut pour l'enseignement de la langue croate (et hongroise) dans le Burgenland. L'obligation relative à l'enseignement pour certaines minorités dans leur langue nationale découle aussi des art. 68 du Traité de St. Germain de 1919 et de cet al. 2 du Traité d'Etat de Vienne de 1955.
- D) Un arrêt de la Cour constitutionnelle (VfSlg 12245/1989) a constaté que, en Carinthie, le droit à l'enseignement dans la langue slovène pour les personnes appartenant à cette minorité est protégé par la Constitution, de sorte qu'une réglementation qui fixerait d'une manière limitative (du point de vue géographique) les écoles auxquelles les personnes concernées auraient accès, serait contraire à la Constitution.
7. A)B) L'art. 8 B-VG stipule que l'allemand est la langue officielle de la République, sous réserve des dispositions légales relatives à l'emploi des langues des minorités. Des dispositions semblables se trouvent dans certaines constitutions régionales (Landesverfassungen) en ce qui concerne l'emploi des langues dans les régions.
- L'emploi des langues des groupes ethniques dans les relations officielles avec les autorités administratives et judiciaires et en ce qui concerne les inscriptions publiques a trouvé une réglementation spécifique dans le VGG et dans plusieurs décrets d'exécution (voir également l'art. 7 du Traité d'Etat de Vienne précité).
- L'usage privé de toutes langues n'est pas réglé par la loi ; cependant, ce droit fait partie des libertés civiles incontestées.
- C) voir 3/B/lit b
8. Il n'y a pas de dispositions légales particulières relatives à la presse ou aux médias en général et aux autres activités culturelles des minorités.
- Les stations régionales de radio et de télévision consacrent des périodes d'émission variées aux programmes dans les langues de la minorité.
- Les journaux des minorités participent aux subventions générales de la presse et jouissent de contributions particulières dans le cadre des subventions des activités culturelles des minorités.
9. Les lois civiles, pénales et administratives ne prévoient pas de dispositions spéciales applicables aux personnes appartenant à une minorité (en ce qui concerne les lois de caractère administratif tendant à la protection des minorités, voir supra, ad. 6, 7, 8).
10. A) La loi relative au droit d'association ou d'assemblée (Vereinsgesetz 1951) ne fait aucune référence au critère de la nationalité ou de l'appartenance à une minorité. Dans le cadre des dispositions légales générales, toute personne peut fonder une association ou en devenir membre.
- En ce qui concerne les manifestations publiques ou accessibles au public, la loi y relative (Versammlungsgesetz 1953) dispose que les étrangers ne peuvent pas agir en tant qu'organiseurs de telles manifestations.
- Donc, en ce qui concerne le droit d'association et de manifestation, aucune règle spécifique en ce qui concerne les minorités.
- B) -
11. A) -
- B) -
- C) - ; Cependant, il convient d'observer que, d'après la Constitution de la Carinthie, toute la région avait formé une circonscription électorale unique, ce qui avait permis à la minorité slovène (vivant dispersée dans la région, avec son centre de gravité dans les districts du sud-est), d'obtenir le quorum nécessaire pour l'élection d'un candidat propre. Or, d'après un arrêt de la Cour constitutionnelle de 1978, la Constitution

fédérale exige la division des régions en plusieurs districts électoraux.

L'adaptation nécessaire de la Constitution régionale de Carinthie à cet arrêt a été opérée en 1979, la région étant découpée en quatre districts électoraux. Depuis lors, il est presque impossible à une liste de la minorité d'obtenir le quorum nécessaire dans un seul district.

Toutefois, il faut ajouter que les listes électorales des partis politiques incluent en général des représentants de la minorité slovène pour les élections au niveau national et régional et que dans les conseils communaux ainsi que dans d'autres assemblées (chambres de commerce, de l'agriculture, du travail), il y a des représentants élus sur la base de listes propres à la minorité.

12. A)B) - ; voir cependant le dernier alinéa de 11/C.

C) En principe, il n'existe pas en droit autrichien une reconnaissance officielle des associations des minorités.

Cependant, on pourrait noter que pour certaines minorités "reconnues" (voir sub 2/C) au sujet desquelles des conseils de la minorité (Volksgruppenbeiräte) ont été établis, ces derniers possèdent le statut d'organe consultatif du gouvernement pour toutes les questions intéressant la minorité concernée.

13. -

14. La question ne se pose pas en Autriche ; il n'y a que quelques petites communes où les personnes appartenant à une minorité sont majoritaires ; mais cela n'a jamais causé de problèmes dignes de mention.

15. - ; La prétendue violation d'une disposition légale ou réglementaire protégeant les minorités peut faire l'objet d'un recours, suivant le cas, de droit commun, administratif ou constitutionnel, mais il n'existe pas de dispositions spéciales à cet égard.

A mentionner qu'après du gouvernement régional (Landesregierung) de la Carinthie, il a été créé un bureau spécial (Bureau für Volksgruppenfragen) pour les problèmes intéressant la minorité, mais là il ne s'agit pas d'une instance "judiciaire" au sens strict du terme.

BELGIQUE

1. A) La Constitution belge de 1831 a été conçue, à l'origine, comme la Constitution d'un état unitaire et homogène. Aucune mention n'est pourtant faite de ces qualités, qui allaient de soi, ni d'aucune autre.

B) L'Etat belge est, depuis le 8 mai 1993, officiellement un Etat fédéral. Cette structure, qui repose sur des communautés et des régions, imaginées dès 1970, s'explique essentiellement par le caractère hétérogène de la population au point de vue linguistique. En effet, les francophones de Belgique constituent une minorité au niveau de l'Etat fédéral, où ils représentent environ 41 % de la population. Les plus ou moins 65.000 germanophones, regroupés dans la région linguistique de langue allemande, constituent l'autre minorité linguistique dotée par la Constitution d'un statut particulier (création en 1970 de la Communauté germanophone de Belgique), et protégée par un ensemble de règles protectrices particulièrement efficaces.

C) Non.

2. A) Dans la Constitution

Le terme "minorité" est utilisé une seule fois à l'article 6bis, qui énonce que "*La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques*".

En dehors de cet article, aucune autre référence n'est faite, dans la Constitution, à quelque autre minorité. Cependant, certains mécanismes introduits par la réforme de l'Etat de 1970 ont pour finalité de protéger la minorité francophone au sein des institutions nationales (voir question 12B).

Dans la législation

La loi du 16/07/1973, dénommée "Pacte culturel", assure aux *minorités philosophiques et idéologiques* une protection toute particulière. L'article 1^{er} de cette loi précise que "les décrets pris par chacun des Conseils culturels ne peuvent contenir aucune discrimination pour des raisons philosophiques et idéologiques ni porter atteinte aux droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques".

Pour les minorités linguistiques, pour lesquelles la Constitution ne prévoit aucune garantie explicite, nous nous reportons essentiellement à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative qui, en son article 8, comporte une référence à des minorités résidant dans des communes bénéficiant d'un statut linguistique spécial.

B) Ces textes ne comportent pas de définition précise de ces minorités.

C) Il existe en Belgique deux types de minorités ; il y a tout d'abord les **minorités philosophiques et idéologiques** qui ont été reconnues en Belgique à partir du début du processus de fédéralisation du pays (1970), qui risquait de bouleverser quelque peu l'équilibre philosophique, politique et idéologique existant jusqu'alors au niveau national. En effet, il existe deux grands courants philosophiques au sein de la population belge ; une tendance confessionnelle, catholique et un courant laïc qui s'équilibraient plus ou moins au niveau de l'Etat unitaire. L'influence du courant laïc est plus forte dans la Communauté française, tandis que l'influence chrétienne est dominante au sein de la Communauté flamande. A partir du moment où on reconnaissait les revendications autonomistes des deux communautés, cet équilibre pouvait être rompu et une protection de ces minorités s'imposait afin d'éviter que la minorité chrétienne en Communauté française et la minorité laïque en Flandre ne se retrouvent isolées au sein de communautés où étaient prépondérantes des tendances idéologiques et philosophiques opposées.

La Belgique connaît aussi des **minorités linguistiques**. On en distingue différents types :

Au niveau national

1. les francophones au niveau national ;
2. les germanophones, qui se sont vus reconnaître une véritable autonomie culturelle par la création d'une Communauté germanophone ;

Au niveau local

3. les francophones vivant dans les 6 communes périphériques de la Région de Bruxelles-Capitale (il s'agit des communes de Wezembeek-Oppeem, Kraainem, Linkebeek, Wemmel, Drogenbos et Rhodes-Saint-Genèse) ;

4. les francophones établis dans des communes jouxtant la frontière linguistique mais situées en région linguistique de langue néerlandaise ;
5. les flamands dans les communes jouxtant la frontière linguistique, mais appartenant à la région de langue française ;
6. les flamands de Bruxelles ;
7. les germanophones des communes malmédiennes qui sont situées en région de langue française (il s'agit des communes de Bellevaux-Ligneville, Béversé, Waimes, Faymonville, Robertville et Malmédy) ;
8. les francophones des communes de la région de langue allemande.

D) Sans Objet.

E) Elle est envisagée à la fois sous l'aspect collectif (les francophones et les germanophones au niveau national) et sous l'aspect individuel (cf. tous les autres types de minorités linguistiques étudiées sous 2 C) en ce qui concerne les minorités linguistiques.

F) Non, aucune incidence.

3. A) Certains instruments internationaux relatifs à la protection des minorités sont d'application en Belgique. On peut citer essentiellement le **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** (voy. l'article 27) et la **Convention européenne des droits de l'homme** (voy. l'article 14).

B) En ce qui concerne la jurisprudence, on citera essentiellement l'affaire Mathieu-Mohin et Clerfayt (*infra*, question 7 C), tranchée par la Cour européenne des Droits de l'Homme, où les protagonistes dénonçaient une discrimination fondée sur la langue et l'appartenance à une minorité nationale, et l'arrêt "Affaire linguistique belge", où les requérants dénonçaient, dans la législation sur l'enseignement, une discrimination fondée sur la langue (*infra*, question 6 D).

4. A) L'article 6 de la Constitution, qui n'a jamais été révisé depuis 1831 prévoit l'égalité juridique de tous les Belges devant la loi. Le constituant de 1970 a cependant quelque peu précisé la portée de cet article en insérant dans la Constitution un nouvel article 6bis qui pose quant à lui le principe général de l'interdiction de toute discrimination à l'égard des Belges. L'article 6bis, 2ème phrase prévoit une garantie supplémentaire pour les minorités philosophiques et idéologiques.

B) Non.

C) La loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie permet de condamner pénalement celui qui incite à la discrimination, la haine ou la violence à l'égard de *personnes* en raison de leur race, couleur, ascendance ou origine nationale ou ethnique. De même, on pourra poursuivre celui qui incite à la discrimination, ségrégation, haine ou violence à l'égard d'un *groupe*, d'une *communauté* ou de *leurs membres*, pour les mêmes motifs.

5. A) Les articles 14 et 15 de la Constitution belge garantissent la liberté des cultes. Chacun peut donc exercer publiquement le culte de son choix et manifester librement ses opinions, à ce sujet comme en toute matière (art. 14), et, corrélativement, personne ne peut être contraint d'en exercer un (art. 15). Les religions minoritaires sont ainsi mises sur le même pied que les autres, et les athées également protégés. On notera que l'article 17 de la Constitution prévoit que la Communauté doit organiser un enseignement *neutre*, c'est-à-dire qui respecte les conceptions philosophiques, idéologiques ou religieuses des parents et des élèves (§ 1er, al. 3), que les écoles publiques offrent le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non-confessionnelle (§ 1er, al. 4) et que tous les élèves soumis à l'obligation scolaire ont droit à une éducation "morale ou religieuse" (§ 3). Enfin, l'article 117 de la Constitution met les traitements et pensions des ministres des cultes reconnus et ceux des délégués des organisations reconnues qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non-confessionnelle à charge de l'Etat.

B) Il existe quelques cas de jurisprudence nationale assez caractéristiques, qui témoignent des difficultés rencontrées par certaines minorités religieuses. On les rencontre essentiellement dans deux domaines : en matière sociale et en matière d'enseignement. Dans ce dernier domaine, il existe une importante jurisprudence du Conseil d'Etat relative au choix, dans les écoles secondaires, entre l'enseignement de la morale laïque et celui d'une religion confessionnelle. Le Conseil d'Etat a eu à connaître à plusieurs reprises du refus exprimé par des témoins de Jéhovah de suivre l'un de ces cours, prétendument non conformes à leurs convictions.

6. A)B)C) La Constitution ne prévoit rien de particulier quant à la protection des minorités linguistiques en matière d'enseignement. C'est une loi du 30 juillet 1963 qui fixe le *régime linguistique de l'enseignement*, qui est fondée sur le principe de la territorialité : il est organisé dans la langue de la région linguistique, donc dans les deux langues à Bruxelles. Il y a deux aspects différents de la question à envisager : les règles fixant la langue dans laquelle l'enseignement est organisé, puis la question de savoir si les parents d'élèves disposent du choix de la langue de l'enseignement que recevront leurs enfants.

a) La langue dans laquelle l'enseignement est organisé

En principe, l'enseignement est organisé uniquement dans la langue de la région. La loi du 30 juillet 1963 accorde toutefois une certaine protection aux minorités, mais qui ne concerne que les communes citées expressément dans la loi, à savoir les six communes périphériques, les communes de la frontière linguistique, les communes de la région de langue allemande, les communes malmédiennes et neuf autres communes contiguës à la région de langue allemande.

Dans ces communes, l'enseignement gardien et primaire peut être organisé dans la langue de la minorité, si certaines conditions (tenant au nombre d'enfants concernés, non-proximité d'une école de l'autre régime linguistique, ...) sont réunies.

b) Choix de la langue de l'enseignement par les parents

Dans ce domaine, la règle de la territorialité ne joue pas. Le principe est que les parents peuvent inscrire leurs enfants dans toute école de leur région linguistique, et même dans toute école d'une autre région linguistique, s'ils peuvent attester que l'enfant a suivi toute sa scolarité antérieure dans cette autre langue, ou, à défaut, qu'il s'agit de sa langue maternelle.

Néanmoins, la liberté reconnue aux parents n'est pas absolue. Il leur est interdit d'inscrire leurs enfants dans une école francophone de l'une des six communes périphériques ou d'une des communes de la frontière linguistique, sise en région flamande, s'ils ne sont pas domiciliés dans ces communes. De même, des parents néerlandophones ne peuvent pas inscrire leurs enfants dans une école flamande d'une commune de la frontière linguistique, située du côté francophone, s'ils n'y sont pas domiciliés.

D) La matière a donné lieu à un arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme, l'arrêt "Affaire linguistique belge". Le 27 juillet 1968, la Cour décida que l'article 7 § 3 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, qui interdit aux enfants francophones non domiciliés dans une des communes périphériques de s'inscrire dans une école française de ces communes, comportait une discrimination fondée sur la langue. Cette disposition est toujours en vigueur. Cela se justifie sans doute par le fait qu'en 1970, la Belgique sera constitutionnellement divisée en régions linguistiques, et que dès lors, les communes périphériques deviendront des communes de la région de langue néerlandaise.

7. A)B) a) La Constitution, en son article 23, prévoit le principe de la **liberté des langues** : "L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif ; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires". Toutefois, l'article 59bis § 3 donne compétence aux communautés pour régler par décret l'emploi des langues pour les matières administratives, l'enseignement et les relations sociales.

Actuellement, le principe est la liberté pure et simple de l'emploi d'une langue. Cependant, la portée de ce principe est restreinte dans une série de domaines : l'emploi des langues en matière administrative est réglé par des lois coordonnées du 18 juillet 1966 ; l'emploi des langues en matière d'enseignement est réglé par la loi du 30 juillet 1963 ; l'emploi des langues en matière judiciaire est réglé par la loi du 15 juin 1935 (juridictions civiles et pénales), les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et la loi du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. Enfin, l'emploi des langues en matière sociale est réglé, pour la Flandre, par un décret du Conseil flamand du 19 juillet 1973, dit "décret de septembre", et pour la Communauté française par un décret du Conseil de la Communauté française du 30 juin 1982.

b) Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi sur le régime linguistique de l'enseignement prévoient expressément des mesures de protection des minorités. Pour l'enseignement, voir question n° 6 ; pour l'emploi des langues en matière administrative, on pourrait résumer les choses comme suit : la règle est l'unilinguisme dans les trois régions linguistiques unilingues, et le bilinguisme dans la région linguistique de Bruxelles-Capitale.

Cette règle n'est pas absolue : une certaine protection est accordée aux minorités. Ainsi, on déroge au principe de l'unilinguisme dans un certain nombre de communes, énumérées limitativement par la loi. Il s'agit des six communes périphériques, dotées par la loi d'un statut propre, et des communes de la frontière linguistique (notamment Fourons et Comines-Warneron), de la région de langue allemande (art. 8, 1° des lois coordonnées) et, enfin, des communes dites "malmédiennes", dotées, elles, d'un "régime spécial en vue de la protection de leurs minorités".

Dans ces communes donc, et dans celles-là exclusivement, des "facilités linguistiques" sont, dans une série d'hypothèses, octroyées à la minorité - c'est-à-dire à ceux qui parlent une langue autre que celle de la région linguistique unilingue à laquelle appartient leur commune. Ces facilités peuvent être considérées sous deux angles : il s'agit d'une obligation faite à l'administration d'employer, pour certains types d'actes, soit les deux langues, soit la seule langue minoritaire, ou bien, si l'on adopte l'autre point de vue, d'une faculté offerte aux particuliers d'utiliser, toujours pour certains types de rapports avec l'administration locale, leur langue maternelle.

- C) De nombreux cas de jurisprudence nationale à propos de l'application de ces lois sur l'emploi des langues sont à relever. Les plus célèbres sont les arrêts rendus par le Conseil d'Etat à propos de la question des obligations linguistiques des mandataires politiques locaux (affaire "fouronnaise", du nom d'un petit village de la frontière linguistique, Fourons, situé du côté flamand de cette frontière, et dont le conseil communal est en majorité francophone, tout comme son bourgmestre), arrêts ayant suscité une importance polémique. Le problème s'est finalement résolu par le vote d'une loi du 9 juin 1988, dite de "pacification linguistique".

On signalera également un cas de jurisprudence internationale, l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme, dans l'affaire très connue "Mathieu-Mohin et Clerfayt" (2 mars 1987). La Cour sera saisie d'un recours introduit contre l'article 29 § 1^{er} de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, réglant la composition du Conseil flamand, texte qui permettait aux électeurs néerlandophones de l'arrondissement bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde d'élire des conseillers au Conseil flamand - qui en réalité résulte de la fusion initiale des conseils communautaire *et régional*, alors que les électeurs francophones, s'ils pouvaient élire des représentants au Conseil de la Communauté française, n'avaient pas la possibilité d'être représentés au Conseil de la Région wallonne. La Cour refusera de suivre l'opinion de la Commission et décidera que cette règle, inachevée et transitoire, ne violait pas la Convention. Quoi qu'il en soit, la règle était bel et bien provisoire : avec la réforme de 1993 et l'élection directe des conseils sur une base strictement régionale, la situation critiquée ne pourra dorénavant plus se reproduire.

8. Depuis 1970, date du début du processus de fédéralisation en Belgique, de nombreuses matières ont été transférées aux entités fédérées que sont les Communautés et Régions ; c'est le cas des matières culturelles qui relèvent désormais de la compétence du législateur communautaire. Ce qui signifie que la culture - qui s'exprime par la presse, le théâtre, le cinéma, la radio, T.V. et autres médias - relève de la compétence des Communautés.

Pour la mise en oeuvre de leur politique culturelle, les différentes autorités publiques doivent respecter les principes du Pacte culturel (cf. la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques) qui garantit les droits et libertés des minorités philosophiques et idéologiques. Celui-ci a pour but d'instaurer un pluralisme qui vise à éviter l'exclusion de certains représentants d'une idéologie, d'une philosophie, d'une confession. Chacun doit, de la sorte, obtenir les mêmes avantages que ceux accordés aux autres utilisateurs des moyens culturels à partir du moment où il répond aux mêmes critères. Le pluralisme est prévu par cette loi tant au niveau de la gestion des institutions culturelles qu'en ce qui concerne l'accès aux infrastructures culturelles dépendant d'une autorité publique.

A titre d'exemple, la R.T.B.F (télévision de la Communauté française) est gérée par un Conseil d'administration composé de membres élus au scrutin proportionnel par le conseil de la Communauté française, de sorte que les différentes tendances politiques présentes au sein de la Communauté ont un mot à dire quant à la gestion de cette institution culturelle.

9. Sans objet.

10. Sans objet.

11. A)B) Oui ; les règles du droit électoral sont adaptées afin de prendre en compte l'existence de certaines minorités **linguistiques**. Le pays est divisé, pour les élections législatives, en arrondissements électoraux. Chaque arrondissement électoral est unilingue, en ce sens que les électeurs, quelle que soit leur langue maternelle, ne peuvent y voter que pour des listes flamandes dans les arrondissements électoraux de la région linguistique flamande, et pour des listes francophones dans les arrondissements situés en région linguistique française.

Néanmoins, il est dans une certaine mesure tenu compte de l'existence de minorités linguistiques, dans deux hypothèses :

a) A Bruxelles

La région de Bruxelles-Capitale étant bilingue, il est évidemment possible de y voter au choix pour des listes flamandes ou francophones. Mais en-dehors des 19 communes qui forment la région bilingue de Bruxelles-Capitale, on se retrouve en région unilingue flamande. Toutefois, on a créé un arrondissement électoral mixte, qui regroupe Bruxelles, Hal et Vilvorde. Dans cet arrondissement, qui dépasse les limites géographiques de Bruxelles, il est possible de voter pour des listes de l'un ou l'autre régime linguistique. On notera qu'au lendemain de la réforme de l'Etat de 1993, cet arrondissement bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne subsistera plus que pour les élections législatives ; pour l'élection directe des conseils de communauté et de région, la règle de la territorialité jouera pleinement et il ne sera plus possible, pour les personnes domiciliées en région linguistique flamande, de voter pour des listes francophones.

b) Dans les communes de Fourons et de Comines-Warнетon

Pour ces communes de la frontière linguistique, situées respectivement en région linguistique flamande pour Fourons et francophone pour Comines-Warнетon, et qui possèdent une minorité de personnes parlant une langue autre que celle de la région, la loi du 9 août 1988 a modifié le code électoral en permettant aux électeurs domiciliés dans ces communes d'aller voter, pour les élections législatives (et européennes, depuis la loi du 29 mars 1989), dans un arrondissement électoral faisant partie de l'autre région linguistique. Ainsi, les Fouronnais peuvent voter dans l'arrondissement électoral francophone de Verviers, à Aubel, et les Cominois dans l'arrondissement flamand d'Ypres, à Heuveland. Une fois encore, pour l'élection directe des membres des conseils des entités fédérées, cette faculté disparaîtra.

C) Le découpage des circonscriptions électorales, administratives et judiciaires est tributaire de la frontière linguistique. Il n'a pas été tenu compte de l'existence des minorités linguistiques lorsque l'on a fixé cette frontière, en 1961. Une seule exception, c'est celle de l'arrondissement mixte de Bruxelles-Hal-Vilvorde, dont nous avons parlé ci-dessus.

12. A) Oui, des mesures spéciales ont été prévues, tant dans la constitution que dans la législation, pour assurer une participation effective des minorités à la vie politique.

B) Au niveau fédéral

1. En ce qui concerne le **pouvoir législatif**, différents mécanismes ont été prévus afin de protéger essentiellement la minorité francophone au sein des institutions de l'Etat fédéral. On dénombre trois mécanismes qui ont cette finalité.

Tout d'abord, *l'article 32bis de la Constitution* crée deux groupes linguistiques, un français et un néerlandais, qui regroupent tous les élus des deux assemblées (le Sénat et la Chambre).

L'article 38bis crée une procédure inédite, appelée "sonnette d'alarme", qui permet à un groupe linguistique, lorsqu'un projet ou une proposition de loi est "de nature à porter gravement atteinte aux relations entre les communautés", d'introduire, à la majorité des trois quarts, une motion motivée avant le vote final du texte en séance publique, motion qui suspendra provisoirement la procédure parlementaire.

Enfin, *l'article 1^{er}, al. 4 de la Constitution* instaure, à côté des mécanismes traditionnels de majorités connus en Belgique, une *majorité qualifiée* qui est requise pour les lois touchant à des matières déterminées. Ces lois, dont les cas sont en augmentation constante, doivent réunir la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique de chacune des Chambres, et le total des votes émis dans les deux groupes linguistiques doit atteindre les deux tiers des suffrages exprimés.

2. Au niveau du **pouvoir exécutif**, un seul mécanisme peut être considéré comme une garantie pour la minorité francophone : *l'article 86bis de la Constitution* qui instaure la *parité linguistique au sein du Conseil des Ministres*, le Premier Ministre étant le cas échéant exclu du calcul (lorsque le Conseil des Ministres est en nombre impair).

3. Au niveau des **juridictions**, l'organisation de la Cour de Cassation, de la Cour d'arbitrage et du Conseil d'Etat appartient toujours à l'Etat central sans qu'aucune fédéralisation ne soit prévue mais certaines règles ont été introduites afin de tenir compte de la structure bipolaire de la Belgique. La Cour de Cassation, la Cour d'arbitrage et le Conseil d'Etat sont de la sorte composés de manière linguistiquement paritaire, la moitié des membres étant francophone et l'autre moitié néerlandophone.

Au niveau fédéré

La seule minorité reconnue au sein des entités fédérées est celle existant dans la Région de Bruxelles-Capitale. En effet les flamands, à Bruxelles, représentent plus ou moins 15 % de la population. Ils bénéficient d'une protection toute particulière qui est fort semblable à celle octroyée aux francophones au sein de l'Etat central (voir question 14).

Au **niveau du pouvoir législatif**, on retrouve les mêmes mécanismes que ceux déjà étudiés pour le pouvoir central. Les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale sont répartis en groupes linguistiques, l'un francophone et l'autre néerlandophone. De plus, ils peuvent mettre en oeuvre un mécanisme fort semblable à la sonnette d'alarme (cf. l'art. 31 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises) prévu au niveau national.

Au **niveau du pouvoir exécutif**, on retrouve également la règle de parité au sein de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. L'exécutif comprend 5 membres, 2 du groupe francophone et 2 du groupe néerlandophone et un président.

C) Aucune.

13. Sans objet.

14. A) Comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, la Constitution ne parle pas de "minorités", sauf le cas des minorités idéologiques et philosophiques. Toutefois, il existe un cas de "sous-minorité" : les flamands, majoritaires au niveau national, sont en minorité en Région de Bruxelles-Capitale (où ils représentent environ 15 % de la population bruxelloise).

B) Les flamands à Bruxelles jouissent du même type de protection que les francophones au niveau national. On a d'ailleurs appelé Bruxelles le "miroir inversé de la Belgique" :

Au niveau du pouvoir législatif

Il est exercé par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Les conseillers, élus sur des listes unilingues, sont *répartis en groupes linguistiques* ; la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises prévoit un mécanisme semblable à celui de la *sonnette d'alarme*. Enfin, les flamands bénéficient d'une *garantie de présence dans tous les travaux du Conseil* : ils doivent être présents dans toutes les commissions et le bureau du Conseil doit compter un tiers de membres flamands.

Au niveau du pouvoir exécutif

Il est exercé par l'exécutif de la Région ; on y retrouve le mécanisme de la *parité*. L'exécutif comprend un président et deux membres de chacun des groupes linguistiques. La parité disparaît au niveau des secrétaires d'Etat régionaux, mais la loi prévoit qu'un d'entre eux au moins doit appartenir au groupe minoritaire.

15. Pour les minorités linguistiques

Il existe, outre les recours classiques pour lésions des droits civils ou politiques devant les juridictions judiciaires ou administratives (Conseil d'Etat), des recours plus spécifiques :

- Tout particulier estimant que, par l'effet d'une loi ou d'un acte de nature législative, il a été victime d'une discrimination ou n'a pas été traité de la même manière qu'une autre personne se trouvant dans la même situation que lui, pourra introduire un recours devant la Cour constitutionnelle de Belgique, appelée **Cour d'arbitrage**. Celle-ci, depuis 1989, est compétente pour connaître de la violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution, qui énoncent les principes d'égalité et de non-discrimination.

- Dans le domaine de la législation linguistique, dès le 1^{er} janvier 1995, la fonction de "**gouverneur-adjoint**" sera créée dans la province du Brabant flamand (issu de la scission de l'actuelle province de Brabant, scission résultant de la réforme de l'Etat de 1993). Le gouverneur adjoint aura pour mission de surveiller l'application des lois et des règlements sur l'emploi des langues en matière administrative dans les 6 communes périphériques de Bruxelles ; en outre, il contrôlera le respect des lois sur le régime linguistique de l'enseignement. Les simples particuliers pourront déposer des plaintes devant lui. Il instruira ces plaintes, pourra imposer aux autorités administratives un délai de réponse contraignant à leur propos, et enfin, il pourra saisir, s'il l'estime nécessaire, la C.P.C.L. A Bruxelles même, le **vice-gouverneur** disposera des mêmes compétences, en vue de protéger la minorité flamande.

- La **Commission Permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.)**, constituée par les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, a pour tâche de surveiller l'application de ces lois. Pour le moment, la C.P.C.L. a la possibilité de faire des observations, des suggestions ou d'adresser des avis, d'office ou sur demande, au gouvernement. Elle dispose de moyens d'investigation, et peut demander aux autorités et aux juridictions compétentes de constater la nullité d'actes contraires aux lois coordonnées. Mais dès le 1^{er} janvier 1995, elle disposera de plus de pouvoirs. Elle pourra être saisie directement d'une plainte par des particuliers résidant dans une commune à statut spécial ; elle pourra demander aux autorités de prendre des mesures pour mettre fin à une illégalité et, si cela n'est pas fait dans un certain délai, s'y substituer.

En ce qui concerne les minorités philosophiques et idéologiques

La loi du 16 juillet 1973 a créé un organe particulier dénommé *Commission nationale permanente du pacte culturel*, auprès de laquelle tout particulier lésé peut introduire une plainte. La mission de cette commission est triple : elle sert à la fois d'organe d'instruction, d'organe de conciliation et d'organe d'avis.

Elle procède de la manière suivante :

- 1) elle instruit les plaintes dont elle est saisie ; à cette fin, elle peut entendre la partie plaignante et l'autorité qui a pris la décision contestée ainsi que tous les témoins pouvant aider à la bonne compréhension du litige. Elle peut aussi demander tous les documents et renseignements nécessaires à l'examen du litige.
- 2) après cette phase d'instruction, elle s'efforce d'obtenir une conciliation entre les différentes parties.
- 3) si cette procédure échoue, elle émettra un avis pouvant être accompagné d'une recommandation à l'autorité concernée lui demandant l'annulation de la décision prise ou de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la bonne application de la loi.

CANADA

1. A) Le Canada est un Etat fédéral bilingue sur le plan fédéral, multiculturel et hétérogène. La Constitution protège, de façon spéciale, les peuples autochtones (au paragraphe 91(24) de la Loi constitutionnelle de 1867, à l'article 25 de la Charte canadienne des droits et libertés et aux articles 35 et 35.1 de la Loi constitutionnelle de 1982). Elle protège les droits confessionnels des groupes catholiques et protestants aux articles 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 et 29 de la Charte.

La liberté de conscience et de religion est garantie par l'alinéa 2a) de la Charte tandis que la promotion du multiculturalisme est assurée par l'article 27 de la Charte de 1982.

- B) La structure fédérale est justifiée par le caractère hétérogène de la population canadienne. Les francophones sont majoritaires au Québec, où ils forment 82 % de la population, mais minoritaires dans le reste du pays. Le Québec a une culture, un système d'éducation et un régime de droit (Code civil) qui le distinguent des autres provinces. Il est, de plus, à l'abri d'une modification visant à uniformiser le droit privé grâce à la protection offerte par l'article 94 de la Loi constitutionnelle de 1867. Dans la procédure de modification de la Constitution, il jouit d'une protection spéciale pour l'éducation et la culture (à l'article 40 de la Loi constitutionnelle de 1982).

C) Non, pas directement. Sur le plan externe, seul le Parlement fédéral jouit de l'extraterritorialité.

2. A) a) A l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés à propos du droit à l'instruction dans la langue de la minorité. La minorité de langue officielle a la gestion et le contrôle de ses écoles là où le nombre le justifie.

b) Le paragraphe 16(1) de la Loi canadienne sur les droits de la personne emploie les mots "groupes d'individus". Ce paragraphe permet l'adoption de programmes de promotion sociale pour des groupes d'individus victimes de discrimination ou d'un désavantage quelconque.

L'article 43 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec prévoit la promotion de la vie culturelle des minorités. Il se lit comme suit :

43. [Vie culturelle des minorités] Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe.

- c) L'arrêt Mahé, [1990] 1 R.c.s. 342, de la Cour suprême du Canada sur l'article 23 de la Charte de 1982.

B) Il n'y a pas de définition précise du terme "minorité".

- a) la citoyenneté de l'Etat en question.

La citoyenneté canadienne est requise pour bénéficier de l'article 23 de la Charte.

b) et/ou une présence durable sur le territoire national ou une portion de celui-ci ?

La citoyenneté implique, à tout le moins, une présence de trois ans au Canada. Cette présence est obligatoire avant de pouvoir revendiquer le statut de citoyen canadien. Tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada, d'y entrer ou d'en sortir. Tout citoyen canadien et toute personne ayant le statut de résident permanent au Canada ont le droit de se déplacer dans tout le pays, d'établir leur résidence dans toute province et de gagner leur vie dans toute province (Article 6 de la Charte).

C) Il s'agit des minorités de langues officielles, soit les francophones à l'extérieur du Québec et les anglophones au Québec.

D) Outre les minorités de langues officielles, la Constitution favorise la promotion du multiculturalisme (article 27 de la Charte).

E) Elle est envisagée en termes collectifs en ce qui concerne les peuples autochtones et les droits confessionnels. En ce qui concerne les droits linguistiques, le débat n'a pas encore été définitivement tranché par la Cour suprême du Canada. Dans ce dernier cas, il semblerait qu'il s'agit plutôt de droits individuels.

F) Non.

3. A) Les tribunaux, notamment la Cour suprême du Canada, interprètent et appliquent notre charte constitutionnelle, c'est-à-dire, la Charte canadienne des droits et libertés et aussi les lois quasi constitutionnelles des droits et libertés qui offrent une protection législative. Ils ont recours, au besoin, aux documents internationaux qui ont été ratifiés par le Canada, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B) Le Canada respecte ses engagements internationaux dans le domaine des droits et libertés. Un cas de jurisprudence très récent, l'arrêt Ballantyne et al. c. Canada, fut décidé sur la base du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par le Comité des droits de l'homme des Nations unies. Cette contestation visait une loi québécoise (Loi 178) qui prescrivait l'unilinguisme français en matière d'affichage commercial en interdisant l'usage d'autres langues dont l'anglais. Cette loi brime la liberté d'expression des commerçants, a conclu le Comité.

4. A) Oui. Le paragraphe 15(1) de la Charte consacre les droits à l'égalité. Il se lit comme suit :

15. (1) La Loi ne fait acceptation de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Nous bénéficions d'une jurisprudence abondante sur cette question. En traitent, notamment, les arrêts suivants : Andrews c. Law Society of British Columbia, [1989] 1 R.C.S. 143 ; Re Workers' Compensation Act, 1983 (T.-N.), [1989] 1 R.C.S. 922 ; R. c. Turpin, [1989] 2 R.C.S. 1296 ; Rudolf Wolff and Co/ Ltd. c. Canada (P.G.), [1990] 1 R.C.S. 695 ; McKinney c. Université de Guelph, [1990] 3 R.C.S. 229 ; Stoffman c. Vancouver General Hospital, [1990] 3 R.C.S. 433 ; Douglas/Kwantlen Faculty Association c. Douglas College, [1990] 3 R.C.S. 570 ; R. c. Swain, [1991] 1 R.C.S. 933 ; Tétreault-Gadoury c. Canada (C.E.I.), [1991] 2 R.C.S. 22.

B) Oui. Au paragraphe 15(2) de la Charte qui se lit comme suit :

15. (2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

Nous n'avons pas encore de jurisprudence relative au paragraphe 15(2) de la Charte. Toutefois, on doit noter que la Cour suprême du Canada a imposé des quotas en matière d'embauche au Canadien National afin d'augmenter le nombre de femmes à l'emploi de cette compagnie. Les critères d'embauche étaient discriminatoires. Cette décision est fondée sur la Loi canadienne sur les droits de la personne (Action Travail des Femmes c. C.N.), [1987] 1 R.C.S. 1114).

C) Oui. C'est principalement le Code criminel qui protège les groupes minoritaires. Les dispositions qui prohibent la propagande haineuse ont été jugées constitutionnelles par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt R. c. Keegstra, [1990] 3 R.C.S. 697.

5. A) La liberté de conscience et de religion est expressément garantie par l'alinéa 2a) de la Charte canadienne des droits et libertés. Il n'y a pas de religion d'Etat au Canada. Chacun est libre de pratiquer la religion de son choix. La liberté de religion implique le droit de n'avoir aucune religion. Cependant, les droits confessionnels des catholiques et des protestants sont protégés dans les écoles par l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867.

B) Il existe une jurisprudence peu volumineuse sur les difficultés rencontrées par les différentes minorités :

- Enseignement :

. Caldwell c. Stuart, [1984] 2 R.C.S. 603 (Professeur catholique dont le contrat de travail n'a pas été renouvelé parce qu'elle a épousé un homme divorcé. La Cour suprême a conclu qu'il n'y avait pas de discrimination car l'observance religieuse était une exigence réelle d'emploi dans cette école confessionnelle catholique).

- Marché du travail :

. Bhinder c. C.N., [1985] 2 R.C.S. 561 (Refus du port du casque protecteur sur les lieux de travail pour des motifs religieux. La Cour suprême a conclu, à la majorité (5-2), qu'il s'agissait d'une exigence réelle d'emploi).

. Commission ontarienne des droits de la personne et O' Malley c. Simpsons-Sears, [1985] 2 R.C.S. 536 (Refus de travailler le jour du Sabbat. Congé refusé par l'employeur. La Cour suprême fut d'avis que l'employeur n'avait pas pris de mesures raisonnables pour s'entendre avec son employée afin de respecter sa liberté de religion).

. Action Travail des Femmes c. C.N., [1987] 1 R.C.S. 1114 (Critères d'embauche discriminatoires à l'égard des femmes. La Cour suprême a imposé des quotas d'embauche afin de remédier à cette discrimination systémique. La Cour a parlé du critère de la masse critique à partir de laquelle l'injustice peut se corriger d'elle-même).

6. A) Les droits confessionnels des catholiques et des protestants sont protégés par l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867. L'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés garantit le droit à l'instruction dans la langue de la minorité de langue officielle (français ou anglais).

B) Les écoles catholiques et protestantes, aux niveaux primaire et secondaire, sont financées sur les fonds publics, selon la Constitution. Selon les lois, ce financement est assuré à d'autres écoles également.

C) Le droit prévu à l'article 23 de la Charte pour les minorités de langues officielles s'applique là où le nombre le justifie.

D) Oui, il y a trois arrêts majeurs de la Cour suprême du Canada sur le sujet :

. Québec Association of Protestant School Boards c. Québec (P.G.), [1984] 2 R.C.S. 66. (L'article 73 de la Charte de la langue française (Loi 101) fut jugé incompatible avec l'article 23 de la Charte canadienne).

. Mahé c. Alberta, [1990] 1 R.C.S. 342 (Portée de l'article 23 de la Charte : il confère le contrôle et la gestion des écoles à la minorité de langue officielle là où le nombre le justifie).

. Renvoi sur la Loi sur l'école publique du Manitoba, [1993] 1 R.C.S. ... (Confirme le jugement Mahé de 1990).

7. A) Oui, l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 et les articles 16 à 22 de la Charte canadienne des droits et libertés. Ces articles se lisent comme suit :

Article 133 :

Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif ; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire ; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

Les lois du Parlement du Canada et de la législature du Québec devront être imprimées et publiées dans ces deux langues.

16. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada ; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.

(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick ; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.

16. (1) La communauté linguistique française et la communauté linguistique anglaise du Nouveau-Brunswick ont un statut et des droits et privilèges égaux, notamment le droit à des institutions d'enseignement distinctes et aux institutions culturelles distinctes nécessaires à leur protection et à leur promotion.

(2) Le rôle de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick de protéger et de promouvoir le statut, les droits et les privilèges visés au paragraphe (1) est confirmé.

17. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement.

(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick.

18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

(2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

19. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services ; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas :

a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante ;

b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.

21. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet, en ce qui a trait à la langue française ou anglaise ou à ces deux langues, de porter atteinte aux droits, privilèges ou obligations qui existent ou sont maintenus aux termes d'une autre disposition de la Constitution du Canada.

22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.

B) Ces articles se rapportent au bilinguisme législatif, parlementaire et judiciaire. L'article 20 de la Charte permet aux administrés d'utiliser le français ou l'anglais dans leurs communications avec les institutions fédérales et les institutions du Nouveau-Brunswick.

C) Oui, il y a une jurisprudence assez volumineuse concernant ces dispositions : Québec (P.G.) c. Blaikie, [1979] 2 R.C.S. 1016 ; [1981] 1 R.C.S. 313 ; Manitoba (P.G.) c. Forest, [1979] 2 R.C.S. 1032 ; Renvoi sur les droits linguistiques au Manitoba, [1985] 1 R.C.S. 721 ; [1985] 2 r.c.s. 347 ; [1992] 1 r.c.s. 312 ; Bilodeau c. Manitoba (P.G.), [1986] 1 R.C.S. 449 ; Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick c. Association of Parents, [1986] 1 R.C.S. 549 ; MacDonald c. Ville de Montréal, [1986] 1 R.C.S. 460 ; R. c. Mercure, [1988] 1 R.C.S. 234 ; Sinclair c. Québec (P.G.), [1992] 1 R.C.S. 579.

8. Non, pas de façon particulière. L'alinéa 2b) de la Charte canadienne des droits et libertés est de portée générale et d'application globale. Il garantit la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication.

9. Le droit de la famille (sauf les dispositions de fond en matière de mariage et sauf le divorce) relève de la compétence des provinces. Au Québec, les

dispositions pertinentes se trouvent dans le Code civil.

10. A) La liberté d'association est garantie par l'alinéa 2d) de la Charte de 1982. Elle peut être revendiquée par tous. Mais, selon un jugement majoritaire (5-2) de la Cour suprême du Canada, la liberté d'association ne comprend pas le droit de négocier collectivement ni le droit de grève (Re Public Services Employee Relations Act, [1987] 1 R.C.S. 313). Le fédéral et les provinces peuvent réglementer le droit de grève et l'écartier même.
- B) Non.
11. A) Les règles du droit électoral tiennent compte de la présence, un peu partout au Canada, des peuples autochtones. La Loi électorale du Canada autorise certaines exceptions, notamment quant au déroulement du scrutin dans les réserves autochtones.
- B) Les peuples autochtones sont concentrés dans certaines réserves, mais ils sont aussi dispersés un peu partout au Canada.
- C) Non applicable au Canada.
12. A) Non.
- B) -
- C) Non.
13. A) Non.
- B) -
14. A) La Constitution (ou la Loi) envisage-t-elle la protection des "sous-minorités", c'est-à-dire des personnes qui, majoritaires ou non dans l'ensemble du pays, sont dans une position de minorité dans une région déterminée ?
- Oui, l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés confère le droit à l'instruction dans la langue de la minorité de langue officielle. Les anglophones, bien que majoritaires au Canada, bénéficient de ce droit au Québec car ils y forment la minorité de langue officielle.
- B) Oui, en ce qui concerne les domaines qui relèvent de l'Etat central. Mais, en ce qui a trait aux domaines qui relèvent des provinces, la protection des minorités varie d'une province à l'autre.
15. Non.

CROATIA

1. A) The Constitution of the Republic of Croatia ("Narodne novine" (Official Gazette) N° 56/90) does not include a mention of the nature of the population. Article 15 of the Constitution guarantees equal rights to all nations and minorities. Members of all nations and minorities are guaranteed freedom to express their nationality, freedom to use their language and script, as well as cultural autonomy.
- B) The Croatian state is organised on regional lines. This structure is not justified by ethnic, linguistic or religious heterogeneousness, but rather based on historic development.
- C) Article 10 of the Constitution obliges Croatia to protect Croatian minorities in other states : neighbouring, European and overseas.
There is a Croatian national minority in Italy, Slovenia, Austria, Hungary, Slovakia, Romania, Serbia (Voivodina, Serbia proper, Kosovo) and Montenegro.
2. A) The term "minority" is used in the Constitution and also in the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia ("Narodne novine" N° 34/92).
- B) The texts of the Constitution and the Constitutional Law do not include a precise definition of the term "minority". However, the Constitutional Law in Articles 5 to 13 works out in detail the term "cultural autonomy" which includes most of cultural rights, such as : the right to identity, culture, religion, public and private use of language and alphabet and own education; the right to organize their own informative and publishing activities, the right to establish cultural and other societies in order to protect national and cultural identity. Articles 14 to 17 of this Constitutional Law work out in detail the education of members of minorities, Articles 18 to 20 the proportional participation in representational and other bodies of minorities' representatives, while Articles 21 to 57 define the districts (regions) with special self-governing (autonomous) status where the Serbian minority stands for the majority of population. Thus by indirect defining of minority rights, the Constitutional Law also defines the term "minority".
- C) Until the gaining of independence the following minorities (ethnic groups) were recognized in the Republic of Croatia : Italians, Hungarians, Czechs, Slovaks, Ruthenians and Ukrainians. The Constitution of the Republic of Croatia additionally guarantees minority status to the following ethnic communities : Slovenes, Serbians, Moslems, Montenegrins, Macedonians, Germans, Austrians, Romany and Jews.
- D) The Constitutional Law establishes two districts with a special status in which the Serbian minority represents more than 50 % of the population, according to the 1981 census. In these districts the Serbian minority is guaranteed cultural autonomy but also territorial autonomy (this privilege is not given to other minorities living in the Republic of Croatia). See also 11A.
- AArticle 6 Paragraph e) of the Constitutional Law of the Republic of Croatia guarantees the members of all national or ethnic communities "the right to decide to which ethnic and national community or minority a citizen wishes to belong, and to exercise all the rights related to this choice, either individually or in association with other persons."
- E) The problems associated with minorities are viewed by the Republic of Croatia both in collective and individual term (as persons belonging to minorities).
- F) No, it cannot. Article 6 Paragraph d) of the Constitutional Law of the Republic of Croatia guarantees the members of all national or ethnic

minorities "the protection of equality in participating in public affairs, e.g. the right to political and economic freedoms in social sphere, access to media, and in educational and cultural matters in general."

3. A) In the Republic of Croatia the following multilateral international instruments relating to the protection of minorities are applied: the United Nations Charter; the Universal Declaration of Human Rights; the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights; the International Covenant on Civil and Political Rights; the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe; the Charter of Paris for a New Europe and other CSCE documents (especially the Document of the Copenhagen CSCE Meeting on the Human Dimension, the Document of the Moscow CSCE Meeting on Human Dimension), the Principles of the Council of Europe Convention on the Protection of Human Rights and Basic Freedoms and its Protocols; the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination; the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide; the Convention on the Rights of the Child.

They are either incorporated in the domestic legislation or can be directly applied by the courts (and in that case have priority over national laws).

- B) Yes. By recognizing these international instruments the Constitutional Court of the Republic of Croatia has made a decision by which it guarantees the Serbian minority the proportional representation in the Parliament and Government.

4. A) In compliance with Article 14 of the Constitution of the Republic of Croatia, the Constitutional principle of equality does not refer only to non-discrimination on the grounds of membership of a minority, since it states that all are equal before the law and all enjoy all rights regardless of national or social origin, property, education or other characteristics. According to the data gathered by the Croatian National Statistics Bureau and Public Attorney's Office, so far there have been no court decisions regarding cases of discrimination on the grounds of membership of a minority.

- B) In compliance with Article 4 Paragraph 1 of the Constitutional Law, the Republic of Croatia assists in the development of relations between ethnic and national communities or minorities with the nationality of their parent country in order to promote their national, cultural and language development.

In compliance with Article 13, the districts where the members of ethnic and national communities or minorities represent the majority of the population have a special status and will adopt their status in compliance with this Law.

Pursuant to Article 15 Paragraph 4 of the Constitutional Law, in towns and populated areas outside the territories of special-status districts in order to protect collective rights of indigenous ethnic and national communities or minorities, steps for special protection for taking part in public affairs shall be taken, as well as in education, culture, spiritual and religious life and in access to public media regardless of their share in total population.

In compliance with Article 43 Paragraph 2 of the Constitutional Law, in special- status districts, a special police administration shall be established and it will perform all the duties regarding the protection of public order and peace and the territory of special-status districts; the duties regarding the security of traffic, keeping of the republic records as well as issuing certificates and transcripts from these records and other internal affairs assigned to it by law.

- C) In compliance with Article 14 of the Constitution of the Republic of Croatia, every citizen enjoys all rights and freedoms, regardless of race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth, education, social status or other characteristics all are equal before the law.

Pursuant to Article 39 of the Constitution, any call for or incitement to war, or resort to violence, national, racial or religious hatred, or any form of intolerance shall be prohibited and punishable.

In accordance with Article 2 Paragraph j) of the Constitutional Law, the Republic of Croatia recognizes and protects all rights provided by the international instruments from Article 1 of this Law, depending only on the exceptions and restrictions enumerated in those instruments, without any discrimination based on race, colour, language, religion, political and other beliefs, national and social background, cultivating links with a national minority, property, status, achieved by birth or otherwise (Articles 14 and 17, Paragraph 3 of the Constitution).

5. A) In compliance with Article 41 of the Constitution, religious communities are free, in conformity with law, to publicly perform religious services, open their own schools, teaching establishments and other institutions.

Religious communities in Croatia run 50 kindergartens, eight publicly recognized and one unrecognized high school, two Universities and six other schools. So far religious communities have not opened primary schools, although there are legal possibilities for that. The largest religious schools are: Archiepiscopal Grammar School in Zagreb; Archiepiscopal Grammar Schools in Split and Zadar; Franciscan Grammar School at Sinj; Roman Catholic Theological Faculty in Zagreb; Theological College in Split; Theological College at Makarska; Evangelical High School in Osijek.

- B) There are no decisions by national or international courts illustrating the difficulties encountered by religious or any other groups holding minority beliefs.

6. A) The Constitutional Law in Articles 14 through 17 contains provisions which protect minorities'rights in educational fields.

In compliance with Article 14 of the Constitutional Law, members of ethnic and national communities or minorities living in the Republic of Croatia are educated in kindergartens and schools in their own language and alphabet, with programs adequately presenting their history, culture and science if such a wish is expressed.

In accordance with Article 15 Paragraph 1 of the same Law, in towns and other areas outside the special-status districts (Article 21) where national and ethnic communities represent a relative majority of the population, and if the number of students allows it, separate educational institutions or school departments will be established with classes held in the language and alphabet of their particular national or ethnic community or minority, if such a wish is expressed.

Pursuant to Article 16 of the Constitutional Law, the Republic of Croatia provides adequate funding for the realization of the programmes enumerated in Article 14 of this Law.

In compliance with Article 17 of the same Law, members of national or ethnic communities may run private kindergartens, schools and other educational institutions.

- B)C) Pursuant to Article 7 of the Law on Elementary Education of the Republic of Croatia, elementary education of members of minorities is provided in compliance with this Law and its provisions until a new law be adopted.

In accordance with Article 5 of the Law on Secondary Education (1992), secondary education of members of ethnic and national

communities or minorities is provided in compliance with the provisions of the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia, as well as in compliance with the provisions of this Law and other laws and regulations providing for their rights.

In accordance with the existing legal provisions, there are no legal impediments for members of the minorities in Croatia to be educated in their mother tongue from primary school to the University.

Some minorities, e.g. Ruthenians, Ukrainians and Slovaks have organized education in their mother tongues only at primary school level, while Czechs and Hungarians have organized kindergartens, primary and high schools in their mother tongues. The Italian minority has kindergartens in its mother tongue and all school subjects are taught in their mother tongue, from kindergarten to the University.

In the special-status districts where Serbs are in majority, (the Constitutional Law gives such a status to the towns of Glina and Knin), in compliance with Article 11 of the same Law the members of the Serbian minority are educated, if such a wish is expressed, in kindergartens and schools in their language and alphabet with programmes adequately presenting their history, culture and science.

D) The above mentioned provisions have not given rise to any decisions by national or international courts.

7. A) The Constitutional Law of the Republic of Croatia contains provisions relating to the protection of minority languages. In compliance with Article 7, members of all ethnic or national communities or minorities are entitled to the free use of their language and alphabet, both publicly and privately.

In accordance with Article 12 Paragraph 2 of the Constitution of the Republic of Croatia, in individual local units another language and the Cyrillic or some other script may, along with the Croatian language and the Latin script, be introduced under the conditions stipulated by law.

B) In compliance with the Constitution and the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia there is no difference between official and private use of the minority languages in the broad sense.

C) The mentioned provisions have not given rise to any decisions by national or international courts.

8. In compliance with Article 4 Paragraph 2 of the Constitutional Law, ethnic and national communities or minorities have the right to self-organization and association in order to realize their national or other rights in compliance with the Constitution and this Law.

In accordance with Article 10 of the Constitutional Law, members of national or ethnic communities are free to organize informative and publishing activities in their native language and alphabet. In accordance with Article 11 of same Law they are free to found cultural and other societies aimed at preserving their national and cultural identity. In compliance with Article 11 of the Constitutional Law, members of national and ethnic communities are free to found cultural and other societies aimed at preserving their national and cultural identity. These societies are autonomous and the Republic of Croatia and local self-governing bodies give financial support in accordance with their financial resources.

In compliance with Article 43 of the Constitution of the Republic of Croatia, citizens are guaranteed the right to free association for the purposes of protection of their interests or promotion of social, economic, political, national, cultural and other convictions and objectives.

9. With the exception mentioned under 2D, neither the Constitution nor the Constitutional Law require the application of any specific legal rules to certain minorities.

10. A) The right of association of persons belonging to minorities extends beyond national borders and is not limited in any way.

B) Organization and activities of political parties in the Republic of Croatia are provided for in the Law on Political Organizations (1990).

11. A) The presence of minorities has had repercussions on the provisions of the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia as well as on the Electoral Law.

Article 18 of the Constitutional Law in Chapter **IV. Proportional Participation in Representational and Other Bodies** states: "Members of national and ethnic communities or minorities representing more than 8 % of the population of the Republic of Croatia are entitled to be proportionally represented in the Croatian Parliament and its Government as well as in the supreme judicial bodies.

Members of national and ethnic communities or minorities whose share in the population of the Republic of Croatia is below 8 % are entitled to elect a total of five representatives to the House of Representatives of the Croatian Parliament."

B) The provisions of the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia as well as the Electoral Law apply to Serbs as the largest minority but also to all other minorities in the Republic of Croatia. The provisions of the mentioned laws apply to the minorities on the entire territory of the Republic of Croatia.

C) The presence of the Serbian minority in the Republic of Croatia has had an effect on establishing districts (regions) with special self-governing (autonomous) status in which the members of this minority make relative or absolute majority according to the 1981 census. The establishment of the autonomous districts of Knin and Glina favours the autonomy of this minority in the Republic of Croatia.

12. A) By adopting the Constitutional Law on Human Rights and Freedoms and the Rights of National and Ethnic Communities or Minorities in the Republic of Croatia special measures have been taken for the integration of minorities in political life.

Article 18 of the same Law states that "members of national and ethnic communities or minorities representing more than 8 % of the population of the Republic of Croatia are entitled to being proportionally represented in the Croatian Parliament and its Government as well as in the supreme judicial bodies."

In accordance with the same Article of the Constitutional Law "representation of national and ethnic communities or minorities from Paragraph 1 of this Article in other government bodies of the Republic of Croatia is stipulated by the law on the organization of state authorities."

Article 19 of the Constitutional Law proclaims that: "members of national and ethnic communities or minorities are entitled to be represented in the bodies of local self-government in proportion to their share in the total population of a particular local self-governing unit.

Special measures for the integration of minorities into political life are also provided in Article 20 of the Constitutional Law: "In order to apply the provisions of this Law on the rights of ethnic and national communities or minorities regarding culture, education, access to media and to realize their proportional representation in public agencies and other institutions in these areas, the Government of the Republic of Croatia has its Office for Inter-Ethnic Relations."

- B) In compliance with Article 10 of the Law on Election of Representatives in the Croatian Parliament (Sabor), members of the Serbian minority representing more than 8 % of the population of the Republic of Croatia are entitled to be represented in the Parliament according to what proportion of the overall population they constitute (proportionally to their participation in the overall population). Members of other minorities who make up less than 8% of the population of the Republic of Croatia ("whose participation in the population of the Republic of Croatia is below 8 %) are entitled to elect at least five representatives in the House of Representatives of the Croatian Parliament, and one of them has to be elected by the members of each minority: Hungarian, Italian, Czech and Slovakian, as well as Ruthenian, Ukrainian, German and Austrian."

Article 26 of the same Law provides another special measure for the participation of minorities in political life: "If the representation of ethnic and national communities, as required under Article 10 hereof, is not reached in the elections for the representatives in the House of Representatives, the number of representatives in the House of Representatives shall be increased up to the number which is needed for the required representation to be attained, and the members of a certain community or minority, who have been put on state list but have not been elected, shall be considered as elected representatives in the order corresponding to the proportional success of each individual list in the elections."

According to the statutes of the ex-municipalities in compliance with the Constitution of the former SFR Yugoslavia which are still applied until new statutes are adopted, minorities in the Republic of Croatia, especially Italians in Istria, enjoy political minorities' rights.

13. A) The law does not impose a special duty of loyalty on persons belonging to minorities.
14. A) The Constitution and the Constitutional Law of the Republic of Croatia do not provide for the protection of "sub-minorities".
15. In compliance with Article 58 of the Constitutional Law, the Republic of Croatia shall conclude an international agreement for the supervision of the implementation of the provisions of this Law on special-status districts. An international body, established on the basis of the agreement from Paragraph 1 of this Article shall supervise the implementation of the provisions about the special-status districts.

Pursuant to Article 60 of the same Law, every citizen of the Republic of Croatia can appeal to the Court for Human Rights, after having used all available internal legal remedies for cases in the field of human rights and freedoms and the rights and status of ethnic and national communities or minorities, which are guaranteed by the Constitution of the Republic of Croatia, this Law and other laws which are in force in the Republic of Croatia.

Until the establishment of the Court of Human Rights by the convention between all the states created on the territory of the former SFR Yugoslavia, the Provisional Court of Human Rights is established.

CYPRUS

1. A) The Cyprus Constitution is based on the concept of bi-communality and only two Communities (the Greek and the Turkish) are recognised; all other citizens have to opt to belong to one of these two Communities. The relevant Article of the Constitution (Article 2) is worded as follows:

"For the purposes of this Constitution -

(1) the Greek Community comprises all citizens of the Republic who are of Greek origin and whose mother tongue is Greek or who share the Greek cultural traditions or who are members of the Greek-Orthodox Church;

(2) the Turkish Community comprises all citizens of the Republic who are of Turkish origin and whose mother tongue is Turkish or who share the Turkish cultural traditions or who are Moslems;

(3) citizens of the Republic who do not come within the provisions of paragraph (1) or (2) of this Article shall, within three months of the date of the coming into operation of this Constitution, opt to belong to either the Greek or the Turkish Community as individuals, but if they belong to a religious group, shall so opt as a religious group and upon such option they shall be deemed to be members of such Community:

Provided that any citizen of the Republic who belongs to such a religious group may choose not to abide by the option of such group and by a written and signed declaration submitted within one month of the date of such option to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers opt to belong to the Community other than that to which such group shall be deemed to belong:

Provided further that if an option of such religious group is not accepted on the ground that its members are below the requisite number any member of such group may within one month of the date of the refusal of acceptance of such option opt in the aforesaid manner as an individual to which Community he would like to belong.

For the purposes of this paragraph a "religious group" means a group of persons ordinarily resident in Cyprus professing the same religion and either belonging to the same rite or being subject to the same jurisdiction thereof the number of whom, on the date of the coming into operation of this Constitution, exceeds one thousand out of which at least five hundred become on such date citizens of the Republic;

(4) a person who becomes a citizen of the Republic at any time after three months of the date of the coming into operation of this Constitution shall exercise the option provided in paragraph (3) of this Article within three months of the date of his so becoming a citizen;

(5) a Greek or a Turkish citizen of the Republic who comes within the provisions of paragraph (1) or (2) of this Article may cease to belong to the Community of which he is a member and belong to the other Community upon:

(a) a written and signed declaration by such citizen to the effect that he desires such change, submitted to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers;

(b) the approval of the Communal Chamber of such other Community;

(6) any individual or any religious group deemed to belong to either the Greek or the Turkish Community under the provisions of paragraph (3) of this Article may cease to belong to such Community and be deemed to belong to the other Community upon:

(a) a written and signed declaration by such individual or religious group to the effect that such change is desired, submitted to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers;

(b) the approval of the Communal Chamber of such other Community;

(7) (a) a married woman shall belong to the Community to which her husband belongs;

(b) a male or female child under the age of twenty-one who is not married shall belong to the Community to which is or her father belongs, or, if the father is unknown and he or she has not been adopted, to the Community to which is or her mother belongs."

B) Not applicable.

C) No.

2. A) The notion of bi-communality excludes in practice the notion of minority.

B) Not applicable.

C) Not applicable.

D) Not applicable.

E) Not applicable.

F) Not applicable.

3. A) All such international instruments, after being ratified by law, are of superior force to municipal legislation.

B) Not regarding minorities.

4. A) There is no direct reference, but there is sufficient indirect reference since Article 28.2 of the Constitution excludes discrimination on the ground, *inter alia*, of community, race, religion, language, national descent and colour.

B) No.

C) No such direct legislative provisions exist.

5. A) The relevant Article of the Constitution (Article 18) is worded as follows:

"1. Every person has the right to freedom of thought, conscience and religion.

2. All religions whose doctrines or rites are not secret are free.

3. All religions are equal before the law. Without prejudice to the competence of the Communal Chambers under this Constitution, no legislative, executive or administrative act of the Republic shall discriminate against any religious institution or religion.

4. Every person is free and has the right to profess his faith and to manifest his religion or belief, in worship, teaching, practice or observance, either individually or collectively, in private or in public, and to change his religion or belief.

5. The use of physical or moral compulsion for the purpose of making a person change or preventing him from changing his religion is prohibited.

6. Freedom to manifest one's religion or belief shall be subject only to such limitations as are prescribed by law and are necessary in the interests of the security of the Republic or the constitutional order or the public safety or the public order or the public health or the public morals or for the protection of the rights and liberties guaranteed by this Constitution to any person.

7. Until a person attains the age of sixteen the decision as to the religion to be professed by him shall be taken by the person having the lawful guardianship of such person.

8. No person shall be compelled to pay any tax or duty the proceeds of which are specially allocated in whole or in part for the purposes of a religion other than his own."

B) The only instances relate to the military obligations and education of Jehova's Witnesses.

6. A) None as such.

B) Not applicable.

C) Not applicable.

D) Not applicable.

7. A) The relevant Article of the Constitution (Article 3) is worded as follows:

"1. The official languages of the Republic are Greek and Turkish.

2. Legislative, executive and administrative acts and documents shall be drawn up in both official languages and shall, where under the express provisions of this Constitution promulgation is required, be promulgated by publication in the official Gazette of the Republic in both official languages.

3. Administrative or other official documents addressed to a Greek or a Turk shall be drawn up in the Greek or the Turkish language respectively.

4. Judicial proceedings shall be conducted or made and judgments shall be drawn up in the Greek language if the parties are Greek, in the Turkish language if the parties are Turkish, and in both the Greek and the Turkish languages if the parties are Greek and Turkish. The official language or languages to be used for such purposes in all other cases shall be specified by the Rules of Court made by the High Court under Article 163.

5. Any text in the official Gazette of the Republic shall be published in both official languages in the same issue.

6. (1) Any difference between the Greek and the Turkish texts of any legislative, executive or administrative act or document published in the official Gazette of the Republic, shall be resolved by a competent court.

(2) The prevailing text of any law or decision of a Communal Chamber published in the official Gazette of the Republic shall be that of the language of the Communal Chamber concerned.

(3) Where any difference arises between the Greek and the Turkish texts of an executive or administrative act or document which, though not published in the official Gazette of the Republic, has otherwise been published, a statement by the Minister or any other authority concerned as to which text should prevail or which should be the correct text shall be final and conclusive.

(4) A competent court may grant such remedies as it may deem just in any case of a difference in the texts as aforesaid.

7. The two official languages shall be used on coins, currency notes and stamps.

8. Every person shall have the right to address himself to the authorities of the Republic in either of the official languages."

B) See the above-mentioned Article 3 of the Constitution.

C) In the recent case of Hassanein (Admiralty Case 369/83) the Supreme Court ruled on 20 April 1994 that a Cypriot citizen who happened to be a British expatriate and could not speak fluently either Greek or Turkish could not address the Court in English with simultaneous translation into Greek by a translator provided at his own expense.

8. No.

9. There is provision for Family Courts for members of the Greek Orthodox Church and of other religious groups (Maronites, Armenians and Latins) who have opted to join the Greek Community.

10. A) No relevant provision exists.

B) No.

11. A) One representative from each religious group (Maronites, Armenians and Latins) is elected to the House of Representatives with the right to be heard but without a vote.

B) The religious groups of Maronites, Armenians and Latins are scattered throughout Cyprus.

C) No.

12. A) No, other than what is stated in answer to question 11A).

B) Not applicable.

C) No.

13. A) Not in addition to their duties as citizens.

B) Not applicable.

14. A) No.

B) Not applicable.

15. No.

DENMARK

1. A) No.

B) The State of Denmark is not organised on a federal basis. The fact that Denmark consists of a number of counties and municipalities is due to administrative and democratic reasons only.

C) No.

2. A) a) According to Article 87 of the Constitution, citizens of Iceland who enjoy equal rights with citizens of Denmark under the Danish-Icelandic Union (Abolition), etc. Act, shall continue to enjoy the rights attached to Danish citizenship under the provisions of the Constitution.

b) No. Act No. 137 of March 23, 1948 on home rule for the Faroe Islands, and Act No. 577 November 29, 1978 on home rule for Greenland, has granted these parts of the Kingdom of Denmark a considerable independence in relation to the authorities of the Realm. According to Article 10, section 1, of the Faroe Islands home rule Act a "Faroe" is defined as a Danish citizen domiciled in the Faroe Islands. According to Article 10, section 2, of the Act, it is prohibited to make distinction between the Faroes and other Danish citizens in legislation or administration.

Article 1 of the Greenland home rule Act recognizes Greenland as a distinct society within the Kingdom of Denmark. The Act uses the term, "permanent residents of Greenland" which would include all Danish citizens; Inuits and others, permanently residing in Greenland.

c) -

- B) See A) a).
- C) See A) a).
- D) The Constitution does not require recognition of certain minorities (or all minorities) by the State. The Constitution does not explicitly permit recognition of certain minorities; however, the Constitution does not exclude such recognition by law, should the Parliament wish to do so.
- E) -
- F) No.
3. A) Denmark has - among other international instruments on the protection of human rights - acceded to the Elimination of all forms of Racial Discrimination and to the European Convention on the Protection of Human Rights. In 1992, the Parliament passed the "European Convention on the Protection of Human Rights Act" (Act No. 285 of April 29, 1992). According to this Act, the Convention has the same status as a law.
- B) See A)
4. A) -
- B) No.
- C) Yes. Article 266 b of the Penal Code (copy enclosed), and Consolidation Act No. 626 of September 9, 1987 on the Prohibition against Racial Discrimination etc.
5. A) The civil liberties of the Constitution include in Articles 67, 68 and 70 religious liberty. According to Article 67, the citizens shall be entitled to form, congregations for the worship of God in a manner consistent with their convictions, provided that nothing at variance with good morals or public order shall be taught or done. According to Article 68, no one shall be liable to make personal contributions to any denomination other than the one to which he adheres. According to Article 70, no person shall for reasons of his creed or descent be deprived of access to complement enjoyment of his civic and political rights, nor shall he for such reasons evade compliance with any common civic duty.
- B) -
6. A) According to Article 76 of the Constitution, all children of school age shall be entitled to free instruction in the elementary schools. Parents or guardians who themselves arrange for their children or wards receiving instruction equal to the elementary school standard, shall not be obliged to have their children or wards taught in elementary school. This provision applies for all children in Denmark, including children belonging to an ethnic or religious minority. The law furthermore contains provisions of importance to minorities, for example Article 5 of the Elementary School Act, according to which a child on request by his parents shall be excused from taking part in the school's teaching in Christianity.
- B) -
- C) Order No. 583 of November 20, 1984 on the elementary school's teaching of pupils of a foreign language, provides for the study of the minority language. The law does not explicitly provide for schooling in the minority language; but as mentioned under A), parents are free to arrange for their children's instruction themselves, provided that the elementary school standard is met.
- D) No.
7. A) According to the Faroe Islands Home Rule Act and the Greenland Home Rule Act, mentioned in re 2. A) b) above, the languages of the Faroe Islands and Greenland are recognized as the main languages.
- B) -
- C) No.
8. No.
9. No.
10. A) According to Article 78 of the Constitution the citizens shall be entitled without previous permission to form associations for any lawful purpose. This right also applies to persons belonging to minorities.
- B) No.
11. A) The Parliament consists of one assembly of 179 members, of whom, 2 members are elected on the Faroe Islands, and 2 members in Greenland (Article 28 of the Constitution). Any Danish citizen, including those belonging to a minority, whose permanent residence is in the Realm, and who has the age qualification (18 years or more), has the right to vote at Parliament elections, provided that he or she has not been declared incapable of conducting his or her own affairs (Article 29 of the Constitution). Any person who has the right to vote at Parliament elections shall be eligible for membership at the Parliament, unless the person in question has been convicted of an act which in the eyes of the public makes him, or her unworthy of being a member of Parliament. A person who is not a Danish citizen can vote and be elected at local elections, provided that he or she has been a permanent resident in the country for more than two years.
- B) See A).
- C) No.
12. A) The right of non-danish citizens to vote and be elected at local elections is mentioned under A).
- B) -
- C) No.
13. A) No.

- B) -
14. A) No.
- B) -
- 15 No.

FINLAND

1. A) No
- B) Sec. 51, para. 3 of the Constitution Act of Finland: "In any rearrangement of the boundaries of administrative districts, care shall be taken that, where circumstances permit, the districts are monolingual, either Finnish-speaking or Swedish-speaking, or that their linguistic minorities are as small as possible."
- The self-Government of the Province of Åland (Aaland Islands) is based on the predominantly Swedish language and distinct culture of the population.
- C) No.
2. A) a) The term "minority" is only used in sec. 51, referred to above (2B). Sec. 14 of the Constitution Act uses the expression "Finnish-speaking and Swedish-speaking populations" (the Finnish-speaking being in majority and the Swedish-speaking in minority in the Country).
- The Parliament Act (which is also a constitutional enactment) grants the Sámi a right to be heard in the parliamentary procedure in a matter of special consequence to them.
- b) The Language Act uses the terms "language of the majority" and "language of the minority", referring to the Finnish-speaking or Swedish-speaking majority and minority, as the case may be, in the administrative district or municipality in question. The Act also uses the term "of the other language", referring to the minority language in the municipality. Chapter 13 (On crimes against humanity) of the Penal Code uses the expression "racial group, group of a national or ethnic origin, or religious group". The anti-discrimination provisions in the Employment Contracts Act and in the Civil Service Act mention, i.a., race and origin as prohibited grounds of discrimination.
- The Act on the Use of the Sámi Language at the Authorities, 1991 uses the Finnish and Swedish equivalents of the term "Sámi" (denoting a Sámi person, a Lapp). The Act on the Improvement of the Housing Conditions of the Gypsy Population, 1975 uses the Finnish and Swedish equivalents (now out of use) of the term "Gypsy" (denoting a person belonging to the Roman population). (The 1975 Act is no more in force, but some of its provisions are still applied to housing projects effected under it.)
- c) Case law has not been studied to answer this question.
- B) The Sámi are defined in sec. 2 of the Act on the Use of the Sámi Language at the Authorities as follows: A Sámi is any person who considers himself to be a Sámi, provided that either he himself or any of his parents or grandparents learned the Sámi language as his first language. The definition implies neither Finnish citizenship nor a lasting presence in Finland or any part of it. The Gypsies were defined in sec. 1 of the Act on the Improvement of the Housing Conditions of the Gypsy Population as follows: A Gypsy is a person who considers himself to be a Gypsy, except when it is evident that he is not a Gypsy, as well as the spouse of such a person and his children living in the same household. This definition did not imply Finnish citizenship; but benefits under the Act could only be granted to resident persons.
- The autonomous province of Åland has its own "citizens", i.e. Finnish citizens possessing the home region right of the province. The home region right was originally acquired by any Finnish citizen who was a resident of Åland on 1 January 1952 and either had been such a resident continuously for at least five years or could complete the five years' requirement afterwards. Besides such original possessors of the home region right and children of persons possessing the home region right, the home region right can only be acquired by "naturalization" in the province: it can be granted to Finnish citizens by the provincial authorities, in general only to persons who have resided in the province for at least five years and who have a fair command of the Swedish language.
- C) The constitutional provisions as well as the provisions of the Language Act refer to the two "constitutional" language groups of Finland: the Finnish-speaking population (in majority in the country as a whole, but in minority in some regions) and the Swedish-speaking population (in minority in the country, but in majority in some regions). The Sámi are a linguistic and ethnic minority. The Roman (Gypsies) are a distinct ethnic minority, whose own language is no more much in use. The predominantly Swedish-speaking population of the province of Åland forms itself a minority within the entire Swedish-speaking population (minority) of Finland, from which it is distinguished on the basis of the (insular) region where it lives (and on the basis of the home region right already referred to). As to the minorities protected by the anti-discrimination provisions of the Penal Code, the Employment Contracts Act and the Civil Service Act, see point 2 A b, supra.
- D) There is no recognition procedure for minorities (except for the granting of the home region right in the Province of Åland, already mentioned). As to the Sámi and Roman, see above. The mother tongue of any person is entered to the Population Register according to his own (or his guardian's) notice. Membership of a minority cannot be imposed on any one.
- E) The minorities are also viewed in collective terms. The Sámi population has an elected official representative body, and the Swedish-speaking population has an elected semi-official and state-subsidized representative body.
- F) In cases where the acquisition of Finnish nationality depends on discretion, knowledge of the Finnish or Swedish language or Finnish or Swedish related ethnic origin may be considered. Membership of a minority can have no effect on the loss of Finnish nationality. Nor can the membership of a minority have any effect on the use of political rights, except at the elections to the bodies representing the minorities, such as the provincial legislature of Åland (where the home region right is a prerequisite) and the Sámi delegation.
3. A) The contents of any treaty binding, or intended to bind, Finland internationally are incorporated in Finnish domestic law by means of a specific statute to that effect. In so far as the treaty provisions to be incorporated are self-executing, the incorporating statute quite often only consists of a simple reference to the treaty itself.

If the statute incorporating any treaty provisions in domestic legislation has been expressly adopted (with a majority of two thirds of votes cast) as an exception to the Constitution, it takes precedence over the Constitution. All treaty provisions incorporated with an Act of Parliament have the same standing as other parliamentary legislation, prevailing over earlier statutes but liable to be affected by later Acts of Parliament.

- B) The self-government of the Province of Åland, based originally on a internal Finnish enactment of 1920, was enlarged with an enactment of 1922, based on an international instrument concluded under the auspices of the League of Nations.
4. A) According to sec. 5 of the Constitution Act; all Finnish citizens shall be equal before the law. No specific reference to minorities is included in this provision. However, according to sec. 14, para. 3, the cultural and economic needs of the Finnish-speaking and the Swedish-speaking populations shall be met by the State on the same basis.
- B) The position of the Swedish language in the province of Åland as well as the specific rights of the population of the province (e.g., to own land) are protected by the Act on the Self-Government of Åland, with a Constitutional standing.
- According to a specific enactment, Jehovah's Witnesses are in general exempted from compulsory military service as well as from the civilian service required of other conscientious objectors.
- C) According to chapter 13 (On crimes against humanity) of the Penal Code, already mentioned, genocide and incitement to hatred, directed against any "racial group, group of a national or ethnic origin, or religious group" shall be punished. Likewise, discrimination in shops and restaurants, at public authorities, etc., directed against any customer belonging to such a group shall be punished.
5. A) According to sec. 8 of the Constitution Act, a Finnish citizen shall have the right, provided that the law or good custom are not infringed, to practice a religion in public or in private, and also the freedom to renounce the religious community to which he belongs and to join another religious community. According to sec. 9, the rights and obligations of a Finnish citizen shall not depend on which religious community he belongs or whether he belongs to any such community.
- B) No.
6. A) As to equal provision, according to the Constitution, for the cultural needs of the Finnish-speaking and the Swedish-speaking populations, see 4 A, supra. According to the Act on the Self-Government of Åland, all schools in the province, financed totally or partially by public funds shall have Swedish as the language of instruction, except as far as otherwise provided for by the provincial legislature.
- According to the Elementary and Secondary School Acts, there shall be (outside the Province of Åland) Finnish and Swedish schools according to the needs of the population. In case a pupil is capable to participate in instruction in any of the two languages, his custodian has the right to choose the language of instruction. In the Sámi region, instruction is provided in Finnish and at least partially in Sámi, and the custodian of a pupil who is capable to participate in instruction in Finnish and in Sámi has the right to choose the language of instruction.
- B) In addition to these legal requirements, some instruction is for the members of the minorities in question provided of the Roman (Gypsy) language and of the maternal languages-dozens of them-of refugees and other immigrants.
- C) See A) and B), just above. In addition, there are some schools, private but partially subsidized, where the language of instruction is an international language, such as English, French, German or Russian.
- D) No.
7. A) According to sec. 14 of the Constitution Act, the official languages of the Republic shall be Finnish and Swedish; and the right of a Finnish citizen to use his native language, whether Finnish or Swedish, as a party in proceedings before a court of law or an administrative agency, and to obtain from them documents in that language, shall be guaranteed by law with care being taken to provide for the rights of the Finnish-speaking and Swedish-speaking populations of the country on the same basis. The official use of the two languages is regulated more in detail in the Language Act.
- According to the Act on the Use of the Sámi Language at the Authorities, a Sámi language at the local and regional authorities and courts whose jurisdiction comprises the Sámi region or part of it as well as at the National courts and at several central authorities. A Sámi who is a party in a matter before the said courts and authorities has also the right to have an official Sámi translation appended to all documents which are not originally written in the Sámi language. - The Act on the Procedure at Administrative Authorities, 1982, provides for oral translation from any language to the official language of the matter, and vice versa, especially when the matter has been initiated ex officio. Similar provisions in the Language Decree govern translations in criminal proceedings initiated by an official prosecutor. The Aliens Act, 1991 contains additional provisions as to translations, especially as regards persons seeking asylum.
- B) Informative labels on the sales packages of consumption goods shall be in Finnish and in Swedish, except as far as the information is given by means of symbols; however, for goods sold only within unilingual municipalities, information in the language in question is sufficient.
- C) There are some Supreme Administrative Court precedents on the use of the National languages (Finnish and Swedish) in relations between administrative authorities and private parties.
8. There are no such particular rules. Broadcasting, also by way of cable networks, is by license only. In the governing body of the National broadcasting company, different social and language groups shall be represented. There is some radio broadcasting in Sámi, and theatre activities, with schooling, for the Roma.
9. According to the Names Act, a forename which otherwise would be illegal can be adopted on the basis of religious custom; and an otherwise illegal forename or surname can be adopted if it corresponds to the usage in a foreign country to which the person in questions has family, nationality, or other special connections.
10. A) Yes, there are no limitations. Every one, even a foreigner, is entitled to join an association, domestic or foreign. The chairman and at least one half of the board members of a Finnish association must be domiciled in Finland. Exemptions may be granted by the Ministry of Justice; but all board members of a political association must be domiciled in Finland. In order to register an association as a political party, it must have at least, 5,000 supporters who are entitled to vote at general elections.
- B) No.
11. A) Even though the parliamentary elections are proportional, with electoral districts electing seven to thirty representatives each, the autonomous Province of Åland forms an electoral district of its own, electing but one representative.
- C) The Sámi region, already mentioned, comprises three municipalities and part of a fourth municipality. The Sámi are in majority in only one of the municipalities. (See also point 1 B, supra.)
12. A) The use in Parliament of the two National languages, Finnish and Swedish, translations from one of the languages to the other, etc., are minutiously regulated in the Parliament Act and in the Standing Orders of the Parliament. See also point 2 A as to the right of the Sámi to be heard in the parliamentary procedure.

In the provincial legislature of Åland, all debates are in Swedish.

In the municipal councils and boards of unilingual municipalities, the language of the municipality (Finnish or Swedish) must be used. In bilingual municipalities, any of the two languages may be used, and translated as far as is needed. In the four municipalities in the Sámi region, the same rule applies to the Finnish and Sámi languages.

- B) See point 2. E), supra, as to the elected representative bodies of the Sámi population and the Swedish-speaking population. There is also an Advisory committee on Sámi matters, composed of representatives of administrative authorities and the Sámi population, and a corresponding Advisory committee for Roman matters. The Åland Delegation, consisting of the Governor of the Province of Åland as chairman as well as of two members appointed by the National Government and two members elected by the Provincial Legislature, handles and even decides certain matters concerning relations between the National Government and the self-governing Province.
- C) No.
13. A) No.
14. A) In order to protect the identity of the Province of Åland against a possible influx of Finnish-speaking immigrants, the rights of the Finnish-speaking minority in the province are restricted, e.g; as to the language of instruction in public schools (see point 6 A, supra). However, in relations with courts of law and State authorities in the province, Finnish language may be used by any Finnish citizen in his own matter, and the court or authority shall furnish such a party with a Finnish translation of any document in the matter (originally drafted in Swedish).
- B) Outside the Province of Åland, the Finnish-speaking population in any municipality with a Swedish-speaking majority is treated like the Swedish-speaking population in any municipality with a Finnish-speaking majority. In the Sámi region, the position of the non-Sámi population is not differentiated according to whether the Sámi are in a particular municipality in majority or not.
15. No. The CSCE High Commissioner as well as the human rights organs of the Council of Europe and the United Nations are of course available.

GERMANY

1. A) The Basic Law, which is the constitution of the Federal Republic of Germany, does not include any reference to the ethnic, religious or linguistic composition or nature of the people.
- It only uses the term "German People" in some provisions (i.e. in the preamble and in art. 1, 20 and 146 referring to the federal state structure, constitutional power and political rights), and defines the status of being a German in art. 116. A special privilege to attain German citizenship is granted to some people belonging to the German people (refugees, expellees of German ethnic origin, their spouses and descendants), a privilege which is due to the specific German post-war situation.
- B) The structure and organisation of Germany as a federation of individual states does not rely on ethnic, religious or linguistic differences of its constituent states, but on the historical diversity of regions as well as on the territorial division of the allied post-war zones of occupation.
- C) There is no article in the constitution providing for the protection of own minorities outside the national territory by the federal state.
2. A) a) The term "minority" is not used in the Basic Law, but is used or previewed in constitutions of some constituent states as residence states of minorities, like in art. 5 of the new constitution of Schleswig-Holstein of 1990 (using the terms "minorities and ethnic groups"), in art. 25 of the constitution of Brandenburg of 1992 (using the term "Sorbish people" to describe an ethnic minority) and in art. 6 of the constitution of Sachsen of 1992, using the term "national minorities".
- Art. 40 of the constitution of the former German Democratic Republic of 1974 (repealed in 1990 in the course of the German reunification) used the term "Sorbish nationality".
- Proposed articles for the Federal Basic Law as outlined by the constituent states Sachsen, Brandenburg and Niedersachsen for the protection of minorities use the terms "national and ethnic" (Sachsen), "ethnic, cultural, religious or linguistic" (Brandenburg) respectively "cultural minorities" (Niedersachsen).
- b) Federal and state law happen to use the term "minority" or equivalent terms, e.g. sec. 6 of the Federal Electoral Law ("national minorities") and sec. 3 of the Electoral Law of Schleswig-Holstein ("minority"), sec. 58 and 60 Schools Act of Schleswig-Holstein ("minority") and furthermore draft laws in matters of public concern like election, school, media and culture.
- Nº 14 of the Protocol to art. 35 of the German-German Unification Treaty of 1990 refers to "Sorbish nationality ... culture ... tradition ... people". The Unification Treaty itself uses the term "Sorbes" and "Sorbish population" in Appendix I, which is a constituent part of the treaty. The treaty is part of the German law.
- c) The term "minority" and equivalent terms are used in the constitutional as well as in the other jurisdictional branches. For the Federal Constitutional Court see e.g. below 10.B concerning the representation of minorities by political parties.
- B) Neither the federal or state constitution nor the statutes define the term "minority" or the equivalent terms used in the above mentioned texts.
- But the texts imply both German citizenship (expressly stipulated in the proposed article of Sachsen for the Basic Law in view of the protection of minorities) and a lasting presence on the national territory, because the texts were outlined in consideration of the minorities already existing on the German territory, i.e. the Danish, Frisian and Sorbish minorities.
- Only the article proposed by Brandenburg as an amendment to the Basic Law does not imply neither citizenship nor a lasting presence, because this proposal intends the protection also of aliens settling on German territory.
- C) The Danish (ca. 50.000 inhabitants), Frisian (ca. 10.000) and Sorbish (ca. 70.000) minorities represent ethnic, cultural and linguistic minorities. Only the Danish group forms a national minority in the sense of an existing patronage state, the Kingdom of Denmark. These minorities are covered by the texts.

Apart from those there are descendants of Polish industrial workers immigrating after 1885 as well as some post-war repatriated and

displaced persons (ca. 75.000-200.000 inhabitants). Because of their far-reaching ethnic, cultural and linguistic integration and assimilation, and because they do not show intention to maintain their specific national characteristics, they can be said to have lost their specific characteristics.

Nevertheless, the German-Polish Treaty of 1991 on good neighbourhood and peaceful cooperation grants in art. 20 to German citizens of Polish origin avowing to Polish language, culture or tradition the same rights as were guaranteed vice versa to the German minority in Poland, i.e. the right to enjoy individually or collectively their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, to belong to the minority as a matter of free choice and not to be subdued to assimilation by public authorities.

Jews as a religious (or cultural) minority (ca. 30.000 inhabitants), in general, do not appear to consider themselves or to be considered as a minority, practising their religion or other conviction in the scope of the fundamental right of freedom of religion, ideological conviction, confession and worship, art. 4 of the Basic Law (s. below 5.A), like all other Germans.

Special protection is being claimed by the committee of the German Sinti and Roma (ca 50.000 inhabitants) concerning ethnic, cultural, religious and especially linguistic rights. Specific protection as a minority has not been provided so far by the German state.

D) The national law does not require any recognition of minorities by public authorities.

Belonging to a minority exclusively depends on the individual's free choice and can never be disposed nor imposed by public authorities, s. art. 1, 2 Basic Law: guarantee of individual self-determination as part of the human dignity; s. also art. 5 of the constitution of Schleswig-Holstein, sec. 2, n° 1 of the governmental Declarations of Bonn and Copenhagen of 1955 stipulating that individual confession and membership of a minority is not to be denied nor verified. Pursuant to n° 14 of the Protocol to art. 35 of the Unification Treaty belonging to the Sorbish minority is a matter of free choice.

E) The problems associated with minorities and subject to a constitutional or legal (drafted) provision are always viewed in collective terms relating to specific minorities (state constitutions and state law) or to minorities in general (federal laws and the proposed article for the Basic Law relating to minorities).

F) Art. 3 Basic Law prohibits discrimination by public authorities for the reason of belonging to a minority, so that membership must not have any legal effect on the acquisition or loss of nationality.

The right to exercise political rights requires the status of a German, for the right to vote art. 38, 116 Basic Law and dec. 12 Federal Electoral Law. Citizens of member States of the European Community may acquire electoral rights at the level of communities and districts (municipalities) according to European Community Law and art. 28, sec. 1, cl. 3 Basic Law.

3. A) The Federal Republic of Germany is member of the European Convention on Human Rights. Art. 14 ECHR prohibits discrimination for the reason of being part of a minority. The Convention ranks as a federal statute; it has been incorporated into the national law.

The Federal Constitutional Court held that both the convention and the case law of the European Court of Human Rights also have to be regarded as aiding means of interpretation when determining the contents and meaning of national fundamental rights (BVerfGE 74, 358 seqq., 370).

Germany is also member of the International Convention for the prevention and punishment of genocide, which has also been adopted by the national legal system as statute law. Sec 220a of the Federal Criminal Code renders liable for committing genocide.

Appendix I of the bilateral Unification Treaty, which is part of the German law, stipulates for the Sorbish minority an exception from the general procedural rule of German to be the official language. Those exceptions are also drafted for procedural laws of the constituent states.

N° 14 of the Protocol to art. 35 of the Unification Treaty of 1990 guarantees to the Sorbish minority the individual and collective right to avow to the Sorbish tradition and culture and to use the Sorbish language also in public affairs.

The UN Covenant on Civil and Political Rights (CCPR) as well as the Optional Protocol have been accepted by Germany and were incorporated into German national law. Like the ECHR the CCPR ranks as statute law. Art. 27 CCPR refers to the protection of minorities and art. 1 seq. of the Optional Protocol to an appellate procedure in favour of individuals to enforce their rights stipulated in the CCPR.

The governmental Declarations of Bonn and Copenhagen of 1955 regard the protection of the Danish minority in Germany and the German minority in Denmark.

B) State law of Schleswig-Holstein in the domain of church, schools and media implemented the governmental Declarations of Bonn and Copenhagen of 1955.

The above (3. A) mentioned international legal instruments are incorporated into domestic law pursuant to art. 59, sec. 2 of the Basic Law by acts of consent. They possess an equal rank with federal statutes, but not as such with the Federal Constitution.

4. A) Art. 3, sec. 3, Basic Law provides that "no one may be disadvantaged or favoured because of his sex, his parentage, his race, his language, his homeland and origin, his faith or his religious or political opinions".

There has been an abundant constitutional and administrative case law enforcing the civil right of non-discrimination, though, case law specifically relating to minorities cannot be found so far.

B) The principle of affirmative action promoting minorities by public authorities is not expressly provided for in the Basic Law, but is recognised by the proposed articles for the Basic Law (s. above 2. A) and by the constitutions of Schleswig-Holstein (art. 5), Brandenburg (art. 25) and Sachsen (art. 6). These provisions tend to improve the legal status of minorities and prescribe an explicit public obligation to promote them in the fields of language, religion and cultural identity and tradition.

School laws specify the recognition of independent schools teaching in minority languages and provide public allowances especially for them, s. secc. 58, 60 Schools Act Schleswig-Holstein, sec. 2 Schools Act of Sachsen and the draft Schools Act of Brandenburg.

C) Minorities are protected by federal penal legislation. The Criminal Code restrains incitement to violence against parts of the population, sec. 130, incitement to cruelties, xenophobia and racial hatred and violence, sec. 131, genocide with regard to homicide of national, ethnic or religious minorities, sec. 220a, and also provides punishment for the formation of terrorist associations aiming to commit genocide, sec. 129a.

The provisions mentioned above are designed not only to protect individuals belonging to a minority, but also to protect the minority as a whole, the public peace and the peaceful development of the commonwealth of nations.

5. A) Art. 4 Basic Law guarantees the freedom of belief, conscience and religious and ideological confession, including the right to conscientious objection. The freedom of religion protects individuals as well as religious communities.

As to the latter, art. 4 implies the collective right to form religious associations, guaranteed by art. 137 of the former Weimar constitution of 1919, as incorporated by art. 140 Basic Law; to that extent it is a special law to the general freedom of association as provided by art. 9 (s. below 10. A).

Art. 4 protects both formation and existence of an inner non-manifested conviction and its manifestation by statement and action.

It also covers the negative rights not to believe and not to confess, fully according to the mentioned positive rights.

Art. 4 contains a fundamental right which can be invoked by persons belonging to a religious minority as well as by the religious community itself. It can be invoked, in the final end, by means of constitutional complaint to the Federal Constitutional Court.

- B) The freedom of religion, ideology and confession, as guaranteed by art. 4, is an unconditional and unreserved fundamental right. Restrictions can arise only from colliding constitutional rights and institutions; such restriction must result from balancing the both respective constitutional interests. Accordingly, statute law as such cannot put any restriction to art. 4, s. BVerfGE 28, 243 seqq., 260.

Objects of constitutional rank have been e.g. compulsory school attendance (BVerfGE 41, 29 seqq., 48) or the governmental obligation to protect life and physical integrity of individuals against interference from other persons, even when only practising their religion, s. art. 2 Basic Law as a colliding constitutional right (BVerfGE 46, 160 seqq., 164).

Although, in general, nobody is obliged to disclose his conviction, he must do so, if he wishes to be dispensed from legal obligations contrary to his conviction like military service or state imposed church tax (BVerfGE 52, 223 seqq., 246).

The right to refuse military service for conscientious objections does not dispense from a non-military service which cannot be refused for conscientious objections, even not with regard to the fact that some medical services might serve as an indirect supply to the armed forces in case of war, s. BVerfGE 19, 135 seqq., 138 and 23, 127 seqq., 132.

Partial, timed, limited or conditioned objections to military service in view of certain arms, enemies, governments, periods of time or territories and other conditions will not be recognised. Conscientious objections have to be declared unconditionally and unlimitedly, s. BVerfGE 12, 45 seqq., 57.

A behaviour which is motivated by religion or conviction, but is contrary to the national legal system, can be penalised in accordance with art. 4 (freedom of religion), if the conviction concerned does not ultimately prescribe this conduct, but leaves a choice of behaving legally, (e.g. religiously inspired polygamy can be a criminal offence according to sec. 171 Criminal Code, s. BVerfGE 32, 98 seqq., 106; 69, 1 seqq., 34).

The freedom of religion and confession is not restricted to religious cults and customs, but also comprises the right to arrange one's every-day life pursuant to one's convictions (BVerfGE 32, 98 seqq., 106), even if they are not conform with occidental perceptions, s. BVerfGE 41, 29 seqq., 50 (e.g. Islamic girls are entitled to be dispensed from physical school education for religious reasons).

6. A, B) The Basic Law contains several provisions protecting minorities' rights in the field of education as art. 4 (s. above), art. 3 (ban on discrimination for ethnic, religious, linguistic, political or cultural reasons), art. 2 (general freedom of action in its positive and negative form) and art. 7:

It is up to parental power to decide whether or not the child participates in religious instructions, even in public schools; from the age of 14 years on young people decide on their own (Acts on religious instructions to the children).

The establishment of private schools is guaranteed, public authorization is to be granted, if the private school guarantees both an equivalent educational and scientific standard and a financial concept how to fund the teaching staff, art. 7, sec. 4 Basic Law.

The constitutions of the residence states guarantee both protection and promotion of their minorities. Education is regarded to be a component factor of the linguistic and cultural life of minorities, s. art. 5 of the constitution of Schleswig-Holstein, art. 6 of the constitution of Sachsen. Art. 25 of the constitution of Brandenburg refers expressly to an active promotion of private and public schools, which are an active promotion of private and public schools, which are to be promoted with regard to the minority language and culture.

State Schools Acts specify the requirements and extent of authorization and promotion by financial and substantive means, s. e.g. sec. 58, 60, 63 Schools Act of Schleswig-Holstein and sec. 2 Schools Act of Sachsen.

The right to establish a private school (art. 7) also comprises an enforceable right to gain financial support by the state, if the school has been authorized. Nevertheless, public allowances can be claimed only if the private schools in the whole are threatened, not in case of financial needs of individual schools, s. BVerfGE 75, 40 seqq. This jurisdiction will, of course, not apply to special provisions on financial support.

Even the proposed articles to the Basic Law for the amelioration of the legal status of minorities (s. above 2. A) prescribe an explicit public obligation to promote them in the fields of language, religion and cultural identity and tradition.

Private primary schools will be admitted only for religious or confessional purposes, art. 7, sec. 5 Basic Law.

Art. 7 provides no reservation, restrictions could only be derived from conflicting constitutional rights.

Except for a limited federal power concerning framework legislation on tertiary education, art. 75 n° 1a Basic Law, legislative and executive powers over the school law lies with the constituent states pursuant to arts. 70, 30 Basic Law. It has been elaborated by laws of the constituent states including the licence procedure, s. art. 7.

In the Eastern states of Germany three years after reunification most of the laws are just drafted or still in the legislative procedure.

- C) The above mentioned constitutions and existing and drafted Schools Acts provide both for the study of and for the education in the languages of the Danish, Sorbish or Frisian minorities, not only in private schools, but also in public schools in the areas of settlement of the minorities (s. sec. 2 of the Schools Act of Sachsen).

- D) Case Law in the field of education with regard to minorities cannot be found.

7. The Basic Law does not contain any reference to an official language.

Art. 25 of the constitution of Brandenburg provides for the right of the Sorbish people to use their language in public affairs. This right

relates to the protocol referring to art. 35 of the Unification Treaty.

Federal and state law prescribe German as exclusive official language in public affairs, i.e. sec. 184 of the Federal Constitution of Courts Act, sec. 23 of the Federal and Uniform Administrative Procedure Acts and sec. 87 of the Federal Tax Code.

The restriction of German to be the official language is based on a general legal reservation pursuant to art. 2, sec. 1 Basic Law, which refers to the legal system as being in accordance with the constitutional order, s. BVerfGE 6, 32 seqq., 38).

Appendix I to Unification Treaty, which ranks as a federal statute, provides for the right to use the Sorbish minority language in public affairs and therefore constitutes an exception to sec. 184 of the Federal Constitution of Courts Act in favour of the Sorbish minority. This exception, which relates to the language in court only, resulted from the process of unification, which has taken into account that the "Sorbish privilege", set by art. 40 of the former east-German constitution, should be continued.

Art. 25 of the constitution of Brandenburg prescribes bilingual topographical information in the settlement area of the Sorbish minority.

The private use of minority languages is guaranteed as a fundamental right (freedom of language) in art. 1 (right of self-determination as expression of human dignity) and in art. 2 together with art. 1 (the right of personality contains the right to use or not to use a language. S. also art. 3 (ban on discrimination by public authorities for linguistic reasons), art. 5 (freedom of expression and liberty of the press), art. 6 (protection of marriage and family) and art. 7 (right to establish private schools).

8. State constitutions refer to an active promotion of minorities by affirmative action in cultural matters, which has to be implemented by the public authorities in the administrative process.

9. Such specific rules cannot be found, neither in federal nor in state law.

10. A) Art. 9 Basic Law fully recognises the fundamental right of association without specific regard to minorities. This right can be restricted by law according to what is necessary in a democratic society.

The exercise of this right is not limited to the national territory, but covers extensions beyond.

10. B) Sec. 6 Federal Electoral Law, sec. 3 Electoral Law of Schleswig-Holstein and sec. 7 cl. 6 Electoral Law of Sachsen provide obligatory exceptions from the 5 % - blocking clauses to parliament in favour of minorities. It only facilitates eligibility without guaranteeing a minimum membership in the respective legislative body.

The following case law of the Federal Constitutional Court concerns the status of political parties representing the interests of minorities:

BVerfGE 1 208 seqq., 239: There does not exist a general rule of international public law granting privileges to minorities in view of electoral law. Art. 25 Basic Law, which declares those general rules a constituent part of the federal law, can therefore not be claimed.

BVerfGE 4, 31 seqq., 42: The Basic Law does not engage the federal power to establish general privileges to political parties representing minorities.

BVerfGE 5, 77 seqq., 83: Statutory exceptions to the 5 % - blocking clauses to parliament in favour of political parties representing minorities are conform to the constitution.

BVerfGE 6, 84 seqq., 97: Preferential treatment of those political parties mentioned with regard to popular parties does not violate the principle of equality set by art. 3 and 21 Basic Law.

Furthermore there are no specific rules applying to political parties representing the interests of minorities.

All political parties can be banned only by the Federal Constitutional Court in case of pursuing unconstitutional aims according to art. 21, sec. 2 Basic Law, secs. 32 seqq. Political Parties Act and 43 seqq. Federal Constitutional Court Act.

11. A) S. above 10. on the rules of electoral law.

B) The mentioned legal privileges in the domain of federal electoral law are not restricted to certain minorities, but in fact only the Danish minority has succeeded to realise these rights. The above-mentioned rules of the constituent states apply to all members of the Danish minority in Schleswig-Holstein respectively, the Sorbish minority in Sachsen living within the constituent states.

The Danish, Sorbish and Frisian minorities are each factually confined to particular areas of settlement in the states Schleswig-Holstein, Niedersachsen, Brandenburg and Sachsen.

C) Electoral, administrative and juridical districts are not shaped with regard to the settlement areas of minorities.

12. S. above 10. and 11.

Art. 26 of the constitution of Brandenburg provides for an active participation of the Sorbish minority in the legislation process, as far as they are concerned.

Consulting and participation bodies in favour of minorities are part of the federal government as well as of the governments of those constituents states concerned:

At the federal level since 1965 a participation body was installed in favour of the Danish minority within the competencies of the Ministry of the Interior; at the state level a consulting body in favour of the Frisian minority and a state agent for minority affairs in Schleswig-Holstein; a body for participation even on legislative affairs is outlined in art. 26 of the constitution of Brandenburg.

c) The Law does not provide for an official recognition of associations representing the interests of minorities, s.above 10.A.

13. Members of minorities do not have any special duties.

14. Sub-minorities in the settlement area of minorities don't have a minority status in the German legal system.

15. Particular remedies do not exist; the legal remedies are administrative objection, protection in court, right of petition in art. 17 Basic Law an constitutional complaint pursuant to art. 93 Basic Law and secs. 13, 90 seqq. Federal Constitutional Court Act.

GRECE

1. A) Non, il n'existe pas une telle disposition dans la Constitution.
B) La Grèce est un Etat unitaire.
C) L'article 108 de la Constitution se rapproche de cette question. Il dispose que "l'Etat veille sur les conditions de vie des Hellènes de l'étranger et sur le maintien de leurs liens avec la mère-patrie. Il veille aussi sur l'instruction ainsi que la promotion sociale et professionnelle des ressortissants hellènes qui travaillent en dehors du territoire national".
2. A) Le terme de minorité ne se trouve pas dans la Constitution. On le trouve cependant dans le Décret-Loi 25/1923 qui a approuvé le Traité de Paix de Lausanne du 24 juillet 1923 (articles 27-45)^[1] à propos de la minorité musulmane vivant en Thrace occidentale. D'autres lois particulières traitent également de cette minorité.
B) Les textes ci-dessus mentionnés ne contiennent pas de définition précise du terme "minorité". Cependant la citoyenneté de l'Etat et la présence durable sur une portion du territoire national sont des éléments implicites de cette définition.
C) Ces textes visent une minorité de caractère religieux: la minorité musulmane qui est composée de trois groupes distincts (personnes d'origine turque, pomaques, gitans).
D) Il n'y a pas de telle disposition constitutionnelle ou législative sauf les lois précitées concernant la minorité musulmane. Une personne faisant, par ses traits distinctifs, partie d'une minorité dispose du libre choix d'appartenir ou non à cette minorité et l'autorité publique n'a pas à intervenir en l'occurrence.
E) La règle est l'approche individuelle. Cependant, la minorité musulmane jouit, en Grèce, de certains droits collectifs.
F) Non, la qualité de minoritaire ne joue aucun rôle en ce qui concerne l'acquisition ou la perte de la nationalité. De même, les droits politiques sont les mêmes pour tous les citoyens, sans qu'il soit tenu compte de leur qualité de membre d'un groupe quel qu'il soit.
3. A) Oui, tous les traités approuvés législativement font partie intégrante du droit hellénique interne et ont une force supérieure aux lois internes tant antérieures que postérieures (art. 28 para. 1 de la Constitution).
B) Oui, il existe des textes législatifs concernant la minorité musulmane, ainsi que des décisions afférentes des tribunaux grecs.
4. A) Non expressément, mais implicitement, l'article 4 de la Constitution consacrant l'égalité pour tous les citoyens sans aucune distinction (voir aussi article 5, para. 2).
B) Oui, en faveur de la minorité musulmane, par la loi précitée qui a approuvé le Traité de Paix de Lausanne.
C) Oui, la Loi 927/1979 dispose dans son article 1 para. 1er que: "Quiconque intentionnellement et en public incite verbalement ou par la voie de la presse ... ou par écrit ... la discrimination, la haine ou la violence contre des personnes ou un groupe des personnes, du seul fait de leur origine raciale ou ethnique, est passible d'emprisonnement jusqu'à deux ans ou d'une peine pécuniaire ..."
5. A) L'article 13 de la Constitution dispose dans ses paragraphes 1 et 2 ce qui suit:
"1. La liberté de la conscience religieuse est inviolable. La jouissance des droits individuels et civiques ne dépend pas des convictions religieuses de chacun.
2. Toute religion connue est libre; les pratiques de son culte s'exercent sans entrave sous la protection des lois. L'exercice du culte ne peut pas porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs. Le prosélytisme est interdit".
Les dispositions ci-dessus n'affectent point le droit de la minorité musulmane à exercer librement sa religion. Par ailleurs, ces dispositions, garantissent la liberté de l'incroyance.
B) L'article 13 para. 1 de la Constitution dispose que "Nul ne peut être dispensé de l'accomplissement de ses devoirs envers l'Etat ou refuser de se conformer aux lois, en raison de ses convictions religieuses".
Mais en ce qui concerne le service militaire, la loi permet aux objecteurs de conscience de l'effectuer sans armes dans les services administratifs et techniques de l'Armée. Il n'existe pas à notre connaissance de jurisprudence relative à des difficultés éventuelles rencontrées par "des minorités religieuses ou philosophiques".
6. A) Oui, le Traité de Lausanne, ainsi que d'autres lois protègent les droits de la minorité musulmane en matière d'enseignement.
B) L'enseignement est dispensé à la minorité musulmane par l'Etat tant au niveau primaire que secondaire.
C) Oui, l'enseignement dispensé à la minorité précitée couvre aussi bien celui de la langue que celui dans la langue et ceci aux deux niveaux, primaire et secondaire.
D) Non, il n'existe pas à notre connaissance de jurisprudence.
7. A) Non. Cependant le droit de l'emploi des langues est inclus dans l'article 14 de la Constitution relatif à la liberté d'expression. Le paragraphe 1er dispose que "Chacun peut exprimer et diffuser ses pensées par la parole, par écrit et par la voie de la presse, en observant les lois de l'Etat".
B) Il s'agit d'un usage privé.
C) Non.
8. Oui, en particulier pour la presse, la radio, la TV et autres médias (dispositions législatives).

9. Oui, la loi y relative permet, pour ce qui est du statut personnel en particulier, l'application du droit islamique, pourvu qu'il ne soit pas contraire à l'ordre public.
10. A) Oui, par l'article 12 de la Constitution qui s'applique à tous les citoyens grecs, y compris bien entendu les membres de la minorité musulmane.
Le paragraphe 1er de cet article dispose que:
"Les Hellènes ont le droit de constituer des unions de personnes, associations à but non-lucratif en observant les lois de l'Etat, qui ne peuvent, en aucun cas, soumettre l'exercice de ce droit, à une autorisation préalable".
- B) Non. Cependant la minorité de Thrace a toujours des représentants au Parlement depuis 1927. En 1990 deux députés musulmans ont été élus à l'Assemblée Nationale comme indépendants.
11. A) Non.
B) -
C) Non.
12. A) Non. Cependant, en matière d'administration locale dans les villes et villages de Thrace à majorité musulmane, le maire est généralement musulman, alors que dans les communes à majorité chrétienne, plusieurs membres de la minorité musulmane font partie des conseils communaux. Les membres de la minorité participent également à d'autres assemblées: chambres de commerce, etc.
B) Voir réponse précitée.
C) Non.
13. A) Pas de devoir spécial. Cependant ce dernier découle implicitement aussi bien de la Constitution que de la législation.
B) La perte de la nationalité hellénique par exemple (voir article 20 para.1, al. c du Code hellénique de nationalité).
14. A) Non.
B) -
15. A) Non.

HONGRIE

1. A) La Constitution ne comporte pas de mention spéciale sur le caractère de la population dans ce sens. Elle dispose seulement à ce sujet (dans son article 68) que:
- "1) Les minorités nationales et ethniques vivant dans la République de Hongrie font partie du pouvoir du peuple ; elles sont des facteurs constitutifs de l'Etat.
- 2) La République de Hongrie protège les minorités nationales et ethniques. Elle assure leur participation collective dans la vie publique, le développement de leur propre culture, le droit de l'utilisation de leur langue maternelle, l'enseignement dans la langue maternelle, le droit de l'utilisation de leur nom dans leur propre langue.
- 3) Les lois de la République de Hongrie garantissent la représentation des minorités nationales et ethniques vivant sur le territoire du pays.
- 4) Les minorités nationales et ethniques peuvent créer des organes d'autogestion locaux et nationaux.
- 5) L'adoption de la loi sur les minorités nationales et ethniques requiert la majorité de deux tiers des voix des députés présents."
- B) La forme de l'Etat hongrois est unitaire.
- C) La Constitution ne contient pas d'obligation explicite, mais plutôt une simple déclaration : "La République de Hongrie se considère responsable du sort des Hongrois vivant en dehors de ses frontières et favorise le maintien de leurs relations avec la Hongrie." [Article 6, paragraphe 3].
- Le contenu de cette déclaration au niveau de la Constitution se concrétise dans les dispositions prévues par les paragraphes (1er) et (2) de la loi n° LXXVII de l'an 1993 sur les minorités nationales et ethniques : "La République de Hongrie prohibe toute politique qui :
- vise ou ait pour résultat l'assimilation de la minorité à la nation majoritaire ;
 - vise la modification au préjudice de la minorité respective des rapports nationaux ou ethniques sur les territoires habités par cette dernière ;
 - pourchasse une minorité nationale ou ethnique ou une personne appartenant à une telle minorité à cause de son appartenance, rend plus difficiles les circonstances d'existence pour elle ou l'entrave à l'exercice de ses droits ;
 - vise l'expulsion ou le transfert par contrainte d'une minorité nationale ou ethnique.
- (2) La République de Hongrie s'oppose dans ses relations internationales à toute aspiration politique qui aurait comme conséquences celles énumérées au paragraphe 1er. Pour assurer la protection contre une telle politique, elle fait des efforts par le biais des instruments du droit international et aussi par la conclusion de conventions internationales."
2. A) a) "minorités nationales et ethniques"
b) "minorités nationales et ethniques"
c) à notre connaissance, il n'y a pas encore de décision en la matière.
- B) a) la citoyenneté ? : oui

b) oui.

Les dispositions générales de la loi N° LXXVII de 1993 sur les droits des minorités nationales et ethniques prévoient, entre autres, ainsi le champ d'application de ladite loi:

"Article 1er

1) La présente loi sera appliquée à toutes les personnes ayant la citoyenneté hongroise vivant sur le territoire de la République de Hongrie qui se considèrent comme appartenant à une minorité nationale ou ethnique, ainsi qu'aux communautés formées par ces personnes.

2) Aux fins de la présente loi, une minorité nationale et ethnique (minorité par la suite) est tout un groupe de peuples habitant sur le territoire de la République de Hongrie, depuis au moins une décennie, qui constitue une minorité numérique dans la population de l'Etat, les membres duquel ont la citoyenneté/nationalité hongroise et qui diffèrent du reste de la population par leur langue maternelle, culture et traditions et qui manifestent en même temps une conscience de solidarité inhérente, qui vise à la protection de ces valeurs et à l'expression et à la protection des intérêts de leurs communautés développées historiquement.

3) La présente loi ne s'applique pas aux réfugiés, immigrés et personnes ayant la nationalité d'un Etat étranger mais résidant durablement en Hongrie ni aux apatrides."

C) Les textes cités ci-dessus visent les minorités ethniques et nationales en général. Parmi les dispositions finales de la loi sur les droits des minorités, l'article 61 donne l'interprétation suivante :

"1) Au sens de la présente loi, sont qualifiés comme groupes de peuples habitant sur le territoire de la Hongrie, ceux des Bulgares, des Tziganes, des Grecs, des Croates, des Polonais, des Allemands, des Arméniens, des Roumains, des Routhènes, des Serbes, des Slovaques, des Slovènes et des Ukrainiens.

2) Au cas où une minorité ultérieure, en plus de celles qui ont été énumérées au paragraphe 1 ci-dessus, voudrait témoigner qu'elle remplirait les critères prévus par la loi, un nombre de 1.000 citoyens au moins, se déclarant comme appartenant à la minorité respective, pourra soumettre son initiative populaire y relative au Président du Parlement. Lors de la procédure, les dispositions respectives de la loi N° XVII de 1989 sur le référendum et l'initiative populaire seront appliquées".

Concernant les spécificités de l'utilisation de la langue maternelle comme facteur composant des droits spécifiques communs des minorités, le Chapitre VII de la loi N° LXXVII de 1993 prévoit :

"Article 51

1) Dans la République de Hongrie, toute personne a le droit d'utiliser librement sa langue maternelle à tout moment et en tout lieu. Les préconditions pour l'utilisation de la langue maternelle des minorités - dans les cas prévus par une loi spéciale - seront assurées par l'Etat.

2) L'utilisation de la langue maternelle dans les procédures civiles et pénales, ainsi que dans les procédures devant les organes des autorités publiques, sera assurée par les lois sur les procédures respectives.

Article 52

1) Un député parlementaire, appartenant à une minorité, a le droit d'utiliser sa langue maternelle dans le Parlement.

2) Un député appartenant à une minorité a le droit d'utiliser sa langue maternelle dans l'organe représentatif de l'autogouvernement local. Au cas où sa contribution a lieu dans la langue de l'une des minorités, son texte en Hongrois ou l'extrait de son contenu sera annexé au procès-verbal de la réunion..."

La loi N° III de 1952 sur la procédure civile prévoit dans son article 8 - parmi les principes fondamentaux de la procédure - que :

1) La langue utilisée dans la procédure judiciaire est le Hongrois. La non-connaissance de la langue hongroise ne pourra porter préjudice au détriment de personne.

2) Dans la procédure judiciaire, tout le monde a le droit d'utiliser sa propre langue maternelle."

La loi N° I de 1973 sur la procédure pénale contient presque la même disposition :

"Article 8

1) La langue utilisée dans la procédure pénale est le Hongrois. La non-connaissance de la langue hongroise ne pourra porter préjudice au détriment de personne.

2) Dans la procédure pénale, tout le monde peut utiliser sa langue maternelle soit en écrit, soit oralement."

Dans la loi N° IV de 1957 sur les règles générales de la procédure des organes de l'administration publique, le paragraphe 5 de l'article 2 dispose que dans la procédure devant l'organe de l'administration publique, soit en écrit, soit oralement, tout le monde peut utiliser sa propre langue maternelle. La non-connaissance de la langue hongroise ne peut pas porter préjudice au détriment de personne."

D) La Constitution et la loi sur les droits des minorités nationales et ethniques ne comportent pas d'énumération limitative des différentes minorités reconnues. Ce n'est que le paragraphe 2 de l'article premier de la loi qui contient la notion générale de minorité. Ceux qui remplissent les critères y spécifiés, bénéficient des droits spécifiques assurés aux minorités, en plus des droits prévus pour les citoyens composant la majorité numérique de la population. Il y a une énumération des groupes de peuples qui sont considérés comme habitant sur le territoire de la Hongrie [par. 1er de l'article 61] et certaines dispositions accordent des privilèges à ces grands groupes de minorités : par exemple, le paragraphe 4 de l'article 63 (l'allocation unique de fonds pour assurer les frais de fonctionnement des organes nationaux de l'autogouvernement des minorités - avec l'énumération des 13 minorités nationales et ethniques différentes) et l'annexe N° 3 de la loi, relative à l'article 65 (la détermination du nombre de personnes appartenant à une certaine minorité lors des élections des députés aux organes représentatifs des autogouvernements locaux - avec la même énumération de 13 nationalités).

La déclaration/confession et la manifestation de l'appartenance de l'individu à un certain groupe ou une minorité nationale ou ethnique sont le droit exclusif et inaliénable de l'individu. Personne ne sera obligé de déclarer son appartenance à un groupe de minorité, mais au sens d'un récent arrêt de la Cour constitutionnelle, tout le monde a le droit de le déclarer ou de le confesser.

Le droit de l'individu appartenant à une minorité de confesser son appartenance à une minorité s'exerce en secret et anonymement lors

des recensements nationaux de la population (Articles 7-8 de la loi N° XLXXVII de l'an 1993).

E) Elle est envisagée, en général, en termes collectifs.

F) L'exercice de certains droits spécifiques des minorités est préconditionné par l'existence de la citoyenneté/nationalité hongroise (Voir la disposition légale sur la vigueur de la loi LXXVII de 1993), et l'exercice des droits politiques est en général lié à la possession de la citoyenneté/nationalité hongroise. La loi N° LV de 1993 sur la nationalité hongroise ne contient aucune disposition concernant les minorités vivant sur le territoire de la Hongrie.

3. A) Lors de l'élaboration du projet de modification en date du 23 octobre 1990 de la Constitution, les législateurs se sont fondés largement sur les instruments du droit international (p.e. la Charte de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civil et politique, la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention de l'ONU sur la prohibition de toute forme de la discrimination, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, etc...) et lors de la rédaction des lois respectives concrétisant le contenu des différents droits fondamentaux, on a abondamment puisé dans les textes du droit international. La Hongrie n'a que peu de traités bilatéraux sur la protection des minorités et ils sont récents (p.e. avec la Slovaquie). L'article 7 de la Constitution prévoit que : "L'ordre légal de la République de Hongrie accepte les règles généralement reconnues du droit international et garantit l'harmonie entre ses engagements contractés dans le domaine du droit international et le droit interne." Au sens du décret-loi N° 27 de 1982 - encore en vigueur actuellement mais déjà bien dépassé - les instruments du droit international contractés partagent le sort de la norme juridique par laquelle ils ont été promulgués. Au sens de ce décret-loi, les traités internationaux qui établissent directement et avec effet général des droits et des obligations pour les personnes physiques et morales seront promulgués sous forme d'une loi, d'un décret du Gouvernement ou d'un ministre.

B) Les instruments du droit international sont intégrés à la législation interne par le biais des normes juridiques les promulguant, mais ils sont aussi confirmés par exemple par les dispositions de la Constitution ou des lois.

A notre connaissance, il n'y a pas encore de jurisprudence d'instance nationale ou internationale en la matière.

4. A) L'article 70/A de la Constitution prévoit que :

"1) La République de Hongrie assure à toute personne séjournant sur son territoire les droits de l'homme et les droits civiques, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou fortune, la naissance ou toute autre situation.

2) La loi punit gravement toute discrimination préjudiciable selon l'alinéa 1 ci-dessus.

3) La République de Hongrie favorise la réalisation de l'égalité en droit par des mesures visant la suppression d'inégalité de chances."

A notre connaissance, il n'y a pas encore d'instance judiciaire en la matière.

B) En plus du paragraphe 3 de l'article 70/A de la Constitution, c'est le Chapitre V de la Constitution qui dispose - entre autres - de l'institution du commissaire parlementaire des droits des minorités nationales et ethniques :

"Article 32/B ...

2) La tâche du commissaire parlementaire des droits des minorités nationales et ethniques est d'examiner ou de faire examiner les abus relatifs aux droits des minorités nationales et ethniques et parvenus à sa connaissance ainsi que de prendre l'initiative des mesures générales ou individuelles pour y remédier.

(...)

4) Le commissaire parlementaire des droits civiques et le commissaire parlementaire des droits des minorités nationales et ethniques sont élus sur la proposition du Président de la République par le Parlement, à la majorité de deux tiers des voix des députés. ..."

Le Chapitre V de la loi N° LXXVII de 1993 sur les droits des minorités nationales et ethniques prévoit l'institution du commissaire parlementaire des droits de minorités nationales et ethniques qui procédera dans les affaires incombant sous l'empire de la loi suscitée, et dispose aussi sur l'institution du porte-paroles local des minorités. Les intérêts de minorités nationales et ethniques sont médiatisés par la Haute Autorité des minorités nationales et ethniques (Nemzeti Etnikai Kisebbség Hivatala), subordonné directement à l'Office du Gouvernement ayant le statut d'organe gouvernemental, étant formée d'experts d'origine minoritaire.

C) La modification faite par la loi N° XXV de 1989 sur la modification de la loi N°IV de 1978 portant Code pénal, avait prévu la disposition suivante :

"Outrage à la communauté - Article 269 -

1) Celui qui, en présence d'un grand nombre de personnes, aura commis un acte de nature à inciter la haine contre :

a) la nation hongroise ou une nationalité,

b) une nation, religion ou race, ainsi que certains groupes de la population, sera puni d'une peine privative de liberté allant jusqu'à trois ans.

2) L'auteur de l'infraction encourra à cause d'un délit une peine privative de liberté allant jusqu'à un an, un travail rééducatif, ou une amende lorsqu'il aura utilisé devant d'autres personnes une expression injurieuse ou humiliante à l'encontre de la nation hongroise, à une autre nation ou nationalité, peuple, religion ou race ou aura commis un acte de ce genre. Néanmoins, tout en mettant l'accent sur le fait que les expériences graves tirées de l'histoire montrent combien les vues propageant une infériorité ou une supériorité du point de vue de la race, de l'ethnie, de la nationalité, de la religion, la prolifération des idées, de la haine, du mépris, de l'élimination menacent les valeurs de la civilisation de l'humanité, a jugé que le texte du paragraphe 2 de l'article cité était en contradiction avec le droit fondamental à la libre expression, c'est pourquoi l'a annulé [arrêt N° 30 de l'an 1992 de la Cour constitutionnelle].

5. A) L'article 8 de la Constitution prévoit que :

"1) La République de Hongrie reconnaît les droits fondamentaux, inviolables et inaliénables de l'homme ; leur respect et leur protection sont une obligation primordiale de l'Etat.

2) Dans la République de Hongrie, les règles relatives aux droits et obligations fondamentaux sont fixées par la loi qui, cependant, ne peut pas restreindre le contenu substantiel d'un droit fondamental."

L'article 60 prévoit que :

1) Dans la République de Hongrie, toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

2) Ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester ou de ne pas manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé. En République de Hongrie, l'Eglise et l'Etat sont séparés.

4) L'adoption de la loi sur la liberté de conscience et de religion requiert la majorité de deux tiers des voix des députés présents ..."

Le contenu de cette disposition est développé par la loi N° IV de 1990 sur la liberté de la conscience et de la religion, ainsi que des Eglises. Cette loi déclare dans son article premier : "La liberté de conscience et de religion est une liberté fondamentale incombant à toute personne, l'exercice paisible de laquelle est assuré par la République de Hongrie." Son article 2 répète littéralement le texte de l'article 60 de la Constitution.

La Constitution et cette loi ne parlent pas d'incroyance ou de minorités religieuses, mais du libre choix de la conviction (religieuse ou autre). La loi spécifie les préconditions pour la constitution d'une Eglise, notamment :

"article 8

1) les personnes, suivant les mêmes principes de foi, aux fins de l'exercice de leur culte, peuvent constituer des communautés religieuses, des confessions, des Eglises (Eglise par la suite).

2) Une Eglise peut être constituée pour l'accomplissement de toute activité religieuse qui n'est pas contraire à la Constitution et ne heurte pas à la loi. Pour qu'une Eglise soit enregistrée à la Cour (départementale ou municipale), la loi exige qu'elle soit constituée par cent personnes physiques au moins; que ses Statuts soient adoptés; ses organes d'administration et de représentation soient élus; et une déclaration faite par les fondateurs affirmant que l'organisation constituée par eux remplit les critères prévus à l'article 8 ci-dessus.

Aucune donnée relative à la religion ou la conviction de l'individu ne peut être inscrite sur les registres de l'Etat (des autorités publiques).

B) A notre connaissance, il n'y a plus de restriction dans ce domaine. Auparavant, le service militaire armé était obligatoire pour tous les jeunes hommes remplissant les critères de santé prévus, nonobstant leurs convictions. Maintenant, par suite d'une modification faite par la loi N° XXII de 1989, la loi (N° I de 1976) sur la défense prévoit aussi un service militaire non armé. Dans ce sens, la personne astreinte au service militaire peut accomplir un service civil en raison de ses convictions, sur la base d'une autorisation y relative. Le service civil n'est pas autorisé pour les personnes qui ont une autorisation de port d'arme. Auparavant, il y avait des procès pénaux en cas de refus du service militaire armé.

6. A) L'article 16 de la Constitution énonce "l'attention particulière" que la République de Hongrie manifeste à la qualité de la vie de la jeunesse, à son enseignement et à son éducation, ainsi qu'elle protège les intérêts de la jeunesse, et [par. 2 de l'article 67] que les parents ont le droit de choisir l'éducation à donner à leurs enfants. Les articles relatifs aux droits des minorités nationales et ethniques déjà cités ci-dessus, prévoient l'enseignement dans leur langue maternelle [art. 68 (2)]. Au sens de l'alinéa a) et b) de l'article 13 de la loi N° LXXVII, l'individu appartenant à une minorité a le droit de connaître, cultiver, enrichir et transmettre sa langue maternelle, son histoire, sa culture et ses traditions ainsi que de participer à l'enseignement et à la formation culturelle dans sa langue maternelle.

B) Le Chapitre VI de la loi N° LXXVII de 1993 traite en détails des droits des minorités nationales et ethniques à l'autogestion dans le domaine de la culture et de l'enseignement. Dans ce sens, l'Etat reconnaît les langues maternelles des minorités habitant en Hongrie comme facteur de cohésion de la communauté; il favorise leur enseignement - si elles le demandent - dans les institutions de l'enseignement public qui n'appartiennent pas aux organes locaux d'autogestion des minorités. Par conséquent, la loi parle du type d'enseignement officiel.

C) L'enfant appartenant à une minorité, conformément à la décision des ses parents ou de son tuteur, participe ou peut participer à l'enseignement dans ou de sa langue maternelle (dans sa langue maternelle et dans la langue hongroise) ou à l'enseignement dans la langue hongroise. L'enseignement des minorités dans ou de leur langue maternelle, conformément aux possibilités et aux demandes se manifestant au niveau local, peut s'effectuer dans une école maternelle, une école primaire, une classe ou un groupe. En cas de demande des parents ou des tuteurs de huit élèves appartenant à la même minorité nationale ou ethnique, la mise en place ou le fonctionnement d'une classe ou d'un groupe d'élèves est obligatoire. Les frais supplémentaires résultant de l'enseignement dans la langue maternelle ou de la langue maternelle des minorités sont à la charge de l'Etat ou de la municipalité locale. L'Etat a le devoir d'assurer la formation des pédagogues enseignant dans les ou des langues des minorités. L'Etat s'acquitte de cette tâche notamment par l'intermédiaire de la signature d'accords internationaux pour promouvoir la formation professionnelle et scientifique. Les diplômes acquis à l'étranger seront, compte tenu des lois et des conventions internationales, considérés comme équivalents à ceux obtenus en Hongrie. Les lois sur l'enseignement public (N° LXXIX de 1993) et sur l'éducation supérieure (N° LXXX de 1993) ne contiennent pas de disposition spécifique à ce sujet.

D) A notre connaissance, non.

7. A) Il n'y a pas de disposition dans la Constitution relative à sur l'emploi officiel des langues, sauf peut-être celle du paragraphe 2 de l'article 68 de la Constitution, qui reconnaît le droit de l'utilisation de la langue maternelle par des minorités nationales et ethniques. On a déjà mentionné les règles respectives des codes de la procédure civile, pénale et celles devant les organes de l'administration publique, ainsi que de la loi sur les droits des minorités (Voir 2/C).

B) En plus des dispositions constitutionnelles et légales mentionnées ci-dessus ce sont les règles de la loi N° LXXVII sur les droits des minorités nationales et ethniques qui prévoient une réglementation détaillée en la matière. La municipalité est tenue d'assurer conformément à la demande de l'organe d'autogestion local du territoire sur lequel elle est compétente :

- a) la promulgation des décrets, la publication des annonces - en plus du Hongrois - dans la langue de la minorité concernée;
- b) que les formulaires utilisés dans la procédure des organes de l'administration publique soient disponibles aussi dans la langue de la minorité concernée;
- c) que les inscriptions des plaques, indiquant les noms de la localité et des rues, ainsi que la dénomination des autorités publiques et des organismes, fournissant des services d'intérêt public ou les annonces relatives au fonctionnement de ceux-ci soient indiqués - en plus du texte et de la façon d'écrire en hongrois, avec le même contenu et sous la même forme - aussi dans la langue de la minorité concernée.

Dans les localités habitées par une population appartenant à une minorité, lors du recrutement des fonctionnaires de l'Etat et des employés dans l'administration publique - tout en observant les exigences professionnelles générales - il faudra s'assurer que des personnes employées à ces postes, connaissent la langue maternelle de la minorité concernée (Article 53 et 54).

C) Les cas de jurisprudence sont rarissimes dans ce domaine.

Nous pourrions peut-être citer dans ce contexte la prise de position No 412 de la Cour Suprême, dans laquelle la haute juridiction a constaté que, dans le procès pénal, ne prêtera son concours en tant qu'interprète que la personne, commise par l'autorité publique (le tribunal), pour laquelle les règles relatives aux experts judiciaires seraient applicables; l'utilisation par le tribunal de la personne invitée à

l'accomplissement de ce devoir par le prévenu/justiciable porte atteinte aux règles de procédure (paragraphe premier de l'article 69 et le paragraphe (3) de l'article 80 du Code de la procédure pénale).

Compte tenu du fait que la Hongrie n'a adhéré au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques que le 7 septembre 1988 et n'a ratifié la Convention européenne des droits de l'homme que le 5 novembre 1992, en s'engageant à se soumettre à la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme, le temps est relativement court pour "être jugée" par des instances internationales.

8. A) La Constitution ne contient pas de dispositions sur les mass-média. Le projet de nouvelle loi sur la presse est débattu au Parlement depuis plus de trois ans, mais étant donné l'importance et le caractère délicat du sujet qu'il couvre, et aussi que, conformément à la Constitution, une majorité de deux-tiers des voix des députés présents à la session est requise pour son adoption, la loi n'a pas été encore votée. L'article 18 de la loi No LXXVII sur les droits des minorités prévoit cependant comme droit commun que la radio et la télévision de service public - conformément aux dispositions de la loi particulière - assure la rédaction et la diffusion régulière pour les minorités nationales ou ethniques. Dans les territoires du pays habités par les minorités - l'Etat - également par le biais des traités internationaux - favorisera la réception des programmes diffusés par les radios et les télévisions des pays-mères. Enfin l'alinéa b) du paragraphe (2) de l'article 50 de cette loi, dispose que l'Etat soutient, entre autres, l'édition des livres et des périodiques des minorités. Les organes d'autogestion locaux ont le droit de fonder et de faire fonctionner -dans le cadre des sources financières étant à leur disposition - entre autres, la presse écrite et électronique locale [art. 27, par. (3) al. b)]. L'organe national d'autogestion des minorités -dans le cadre des lois - décide de façon autonome, notamment sur les principes d'utilisation et des moyens des chaînes de radio et de télévision dont il dispose, les principes et les moyens d'utilisation du temps de diffusion étant à sa disposition de la Radio et de la Télévision de service public, sur la publication des communiqués de presse [alinéas g), h) et i) de l'article 37 de la loi suscitée]. Concernant les élections, la loi prévoit aussi que le dernier jour de la campagne électorale, la Radio et la Télévision hongroise et aussi les studios locaux assureront, en plus des résumés électoraux, un temps de programme spécial pour les candidats des minorités nationales et ethniques (paragraphe (3) de l'article 48 de la loi modifiée No LXIV de 1990 sur les élections des députés locaux des collectivités locales et des Maires).
9. Non, les dispositions légales sont les mêmes pour tous les citoyens, sans égard à leur appartenance minoritaire.
10. A) L'article 3 de la loi modifiée No II de 1989 sur le droit de l'association donne la définition générale de l'association comme telle selon ce qui suit:
- "1) L'association sociale est une organisation, ayant une autogestion et qui est constituée volontairement et formée pour accomplir le but déterminé dans ses statuts, qui a des membres enregistrés et qui organise l'activité de ses membres pour atteindre son objectif.
- 2) Dans ses activités revêtant un caractère de mouvement de masse pourront participer aussi des membres non-enregistrés.
- 3) Les membres d'un parti ou d'un syndicat ne pourront être que des personnes physiques.
- 4) Il est requis pour la fondation d'une organisation sociale qu'au moins dix fondateurs déclarent la création de l'organisation, établissent ses statuts et élisent les organes de l'administration et de la représentation". Dans ce sens, l'existence d'un siège en Hongrie n'est pas requise, mais toutes les associations doivent être enregistrées à la Cour départementale ou municipale respective.
- B) Le préambule de loi No XXXIII de 1989 sur le fonctionnement et l'économie des partis politiques détermine la destination générale suivante des partis politiques:
- "La destination sociale des partis politiques est qu'il assurent les cadres organisationnels de la formation et de la manifestation des vœux du peuple, ainsi que de la mise en valeur du droit à la libre association, des droits politiques des citoyens, et promouvoir la manifestation démocratique et la mise en jeu des différents intérêts et valeurs, qui sont présents dans la société adopte la loi..." (sur les partis politiques). Le texte législatif ne contient pas de règle pour l'action positive en faveur des minorités. La loi No LXXVII de 1993 prévoit une seule déclaration à ce sujet dans son article 10: "La participation à la vie publique des personnes appartenant à une minorité ne sera pas restreinte. Pour la manifestation et la protection de leurs intérêts, elles peuvent - conformément à la réglementation constitutionnelle - constituer des associations, partis politiques ou d'autres associations sociales".
11. A) Par l'adoption de la loi sur les minorités nationales et ethniques, tout le Chapitre XI de la loi No LXIV sur les élections des députés locaux des collectivités locales/municipalités et des Maires a été renouvelé par l'insertion d'une réglementation détaillée en la matière, dont les dispositions seront applicables à partir des élections municipales générales des municipalités de 1994. On envisage aussi la modification de la loi No XXXIV de 1989 sur l'élection des députés parlementaires eu égard à l'existence des minorités, vu que l'article de la nouvelle loi déclare que les minorités ont droit - d'une manière prévue par une loi spéciale - à une représentation au Parlement [article 20, par. (1er)].
- B) En raison d'événements historiques - notamment de l'énorme sacrifice de vies humaines durant l'occupation turque et de la guerre d'indépendance et de libération -les anciens rois et reines ont donné leur assentiment à l'idée de l'invitation massive de main d'oeuvre d'autres nations, qui sont restées ensemble. C'est pourquoi les minorités vivent, en grande partie, concentrées aussi de nos jours.
- C) L'article 36 de la loi No XXXIV de 1989 sur l'élection des députés parlementaires prévoit que les circonscriptions électorales doivent être formées au moins 10 jours avant le jour prévu des élections, et que le nombre et les limites géographiques d'une circonscription sont fixés par le corps des députés locaux de telle manière qu'une circonscription soit créée pour un nombre de 600-1000 citoyens-électeurs, mais que chacune des communes ait au moins une circonscription. Au niveau des élections locales, la loi No LXIV de 1990 sur les élections des députés locaux des collectivités locales et des Maires dispose que lors du découpage des circonscriptions électorales, il faudra aussi tenir compte des particularités locales ethniques. Le découpage des départements (administratifs) suit les traditions historiques (le système des comitats royaux) et les limites territoriales administratives et judiciaires sont identiques.
12. A)B) La création de l'organe national d'autogestion minoritaire, la constitution des organes d'autogestion locaux ainsi que le financement et la subvention par le biais de la Fondation pour les minorités nationales et ethniques pourraient être mentionnés comme mesures spéciales pour la stimulation des minorités à la participation à la vie politique. Ces organes font partie du pouvoir exécutif, soit au niveau national (organe national d'autogestion des minorités) soit au niveau local (les organes locaux).
- C) A titre d'exemple, on pourrait citer peut-être la disposition prévoyant qu'au cas où l'une des minorités couverte par la loi sur les droits des minorités ne formerait pas d'organe d'autogestion au niveau national, le représentant de cette minorité au Conseil d'administration de la Fondation pour les minorités nationales et ethniques sera désigné en commun par les associations et organes de cette minorité, existant le jour de la promulgation de la loi disposant de cette fondation.
13. A)B) Non.
14. A)B) Non.
15. On pourrait y mentionner l'institution du commissaire parlementaire des droits des minorités nationales et ethniques [articles 32/B./2/ de la

ITALY

1. A) According to art. 5 Cost. the Italian Republic, which is the legal shape of Italy, is an unitary and indivisible State, but art. 6 provide for the protection of the linguistic minorities requiring the adoption of proper rules.
- B) The State is organised on a regional basis, but this choice was adopted independently of the ethnic, linguistic or religious characters of the people. Only two Regions (Trentino-Alto Adige and Valle d'Aosta) were given a special autonomy because of the presence of the German-speaking minority and the French-speaking minority respectively, and in the frame of the Trentino-Alto Adige a special autonomy is granted to the Province of Bolzano where the German-speaking minority lives. The creation of the Trentino-Alto Adige is connected with the implementation of the De Gasperi - Gruber Agreement between Italy and Austria (September 5th, 1946).
- C)
2. A) The term linguistic minority is used in the Constitution, in the laws aimed at the implementation of the Constitution and in the case-law of the Constitutional Court (a/c).
- B) There is no precise definition of the linguistic minority, but the protection of the minorities is normally restricted to the territorial areas where the minorities are present and to people who are italian citizens.
- C) The minorities which are protected, are the German-speaking minority in Trentino-Alto Adige, the French-speaking minority in Valle d'Aosta, and the Slovenian-speaking minority in the provinces of Trieste and Gorizia.
- D) The constitutional protection of the minorities requires their recognition, but the effects of the recognition depends on the choices of the laws aimed at the implementation of the Constitution. At present the protection is restricted to the recognized minorities. The individual's membership of a minority always depends on the free decision of the people concerned.
- E) The connection between the special regional autonomy of Trentino-Alto Adige and of Valle d'Aosta and the protection of the German-speaking and the French-speaking minorities implies that the problems concerning the minorities are viewed in collective terms. For instance the s.c. Statuto (the constitutional law concerning the autonomy) of Trentino-Alto Adige allows the majority of the members of a linguistic group in the regional council or in the provincial council of Bolzano to make a complaint before the Constitutional Court against a law encroaching upon the rights of the relative minority (or against the decision rejecting their request for a vote on the basis of the linguistic groups). Also the regional council and the provincial councils of Trento and Bolzano can make complaints before the Constitutional Court when a national or regional (or provincial) law is supposed to encroach on the protection of a minority. Obviously these rules can also be applied when the rights of the Italian-speaking group in Trentino-Alto Adige or in the province of Bolzano are encroached.
- F) The membership of a minority does not have any effect on the acquisition or loss of nationality (citizenship) and the exercise of political rights.
3. A) Two international bilateral instruments concern the protection of minorities in Italy: the mentioned De Gasperi-Gruber Agreement on the protection of the German-speaking minority and the s.c. Osimo Treaty between Italy and the former Yugoslavia (November 10th, 1975) on the protection of the Yugoslavian minority. The implementation of both the instruments depends on internal national acts, notwithstanding that the Osimo Treaty was approved by the Parliament with the law March 14th, 1977, n° 73.
- B) The De Gasperi-Gruber Agreement was implemented by the Statuto of Trentino-Alto Adige (the national constitutional law January 26th, 1948, n° 5), which was largely amended by the Constitutional law November 10th, 1971, n° 1, according the s.c. Pacchetto, a document agreed by the Italian Government and the representatives of the German-speaking minority and aimed at improving the protection of this minority. The implementation of the s.c. Osimo Treaty is supposed to largely depend on the previous laws already adopted in observance of the Memorandum agreed between Italy, United States of America, United Kingdom and the former Yugoslavia in London (October 5th, 1954): therefore its art. 8 is read as a confirmation of the protection in force.
4. A) On the basis of art. 3 Cost. all the citizens have the same social dignity and are equal before the law without any distinction of sex, race, language, religion, political ideas, personal and social conditions. This principle is confirmed in art. 2 of the Statuto of Trentino-Alto Adige, which provides for the equality of rights for all the citizens in the Region, whatever their linguistic group. Also in art. 3 of the Statuto of Friuli-Venezia Giulia (the national constitutional law which gives the Region special autonomy, January 31st, 1963, n° 1) equality of rights and treatment is recognized to all the citizens in the Region, whatever their linguistic group. This last provision, in its connection with art. 3 and 6 Cost., is at the basis of two decisions of the Constitutional Court (n° 28/1982 and 62/1982) which recognized the right of the Slovenian-speaking minority in the province of Trieste to use their language and to be answered in the same language - if necessary with the help of interpreters - in criminal trials and other special judicial proceedings. The jurisprudence of the Constitutional Court was taken into account by the legislator in adopting the new criminal procedure code, whose art. 109 introduces the right to be examined in their language and for members of the minorities to use it in the territories where they live. Also the written acts directed to them have to be translated. But this provision does not regard the German-speaking minority which is protected by special rules.
- B) There is no special constitutional provision on positive discrimination in favour of minorities. But the implementation of the rules on proportional distribution of the holding of public offices between the linguistic groups in the Province of Bolzano has required that positive discrimination be adopted to balance the presence of German-speaking officials with that of the Italian-speaking officials. Also the equalization purposes of the financial autonomy of Trentino-Alto Adige and of Valle d'Aosta and those of the additional national grants given to these Regions can imply a positive discrimination with regard to the other Regions.
- C) The prohibition of the extradition of citizens and foreigners for political reasons (art. 10 and 26 Cost.) does not concern the crimes of genocide (national constitutional law June 21st, 1967, n° 1). The national law October 9th, 1967, n° 962, introduced the prohibition of genocide and of incitement to it.
5. A) Art. 19 and 20 Cost. provide for the freedom of religion and worship; it is a generally accepted that this provision regards not only religious minorities but also unbelievers (Constitutional Court 117/1979). The religious characters of an association or of an institution cannot justify special legal limitations or special tax burdens. The Constitutional Court (239/1984) decided that the legislator is not allowed to introduce the obligatory membership of the institutions of a religious minority for the members of the minority itself. Conscientious objectors are exempt from military obligations but are subject to alternative duties. The members of the religious minority or the unbelievers are allowed to swear adding to the wording of the oath the mention of the different values which are articles of their faith. The relations between the State and the religious minorities are governed by the law according to the terms agreed to by the State's bodies and the representatives of the minorities concerned.

6. A) Art. 19 of the Statuto of Trentino-Alto Adige provides for the teaching of the German language and in the German language in State schools of the Province of Bolzano where students of the minority group are concerned. A similar provision is in art. 39 of the Statuto of Valle d'Aosta. For the Slovenian-speaking minority the same protection is provided for by the national law July 19th, 1961, n° 1012.
- B) The mentioned provisions interest every level of education, with the exception of the University.
- C) All the schooling is provided for in the minority language by mother tongue teachers. But in all the schools of Valle d'Aosta the pupils of the Italian-speaking-group and of the French-speaking group are taught together and the schooling time is equally divided among teaching in Italian language and teaching in French.
- D) The jurisprudence of the Constitutional Court has specially interested the problems of the organization of the schools for the German-speaking minority with regard to the distribution of the administrative functions between the State and the province of Bolzano.
7. A) In the Regione Trentino-Alto Adige the German language has an equal legal status to the Italian language which is the official language of the State. In the province of Bolzano the German-speaking citizens have the right to use their language in relations with the judicial and administrative offices, in the meetings of the assemblies of the Region, of the Province and of the local government, and when they are dealing with the public services. Also the place-names have to be presented in the minority language (art. 99-101 Statuto of Trentino-Alto Adige).
Also the French language in Valle d'Aosta has equal status with the official language. All the public acts have to be written in Italian or French, with the exception of the judicial acts which require the official language (art. 38 Statuto of Valle d'Aosta).
In the Provinces of Trieste and Gorizia there are provisions for a service of interpreters in favour of the members of the Slovenian minority when they are dealing with public administrations, but they are allowed to use their language in the assemblies of the local government in the villages of the countryside only. With regard to the relations with the judicial authorities look at 4 A).
- B) In the Province of Bolzano and in Valle d'Aosta the texts of the laws and the regulations are officially provided for in the language of the minorities. For the Slovenian minority there is an unofficial service only.
8. On the basis of an agreement with the State and according to specific legal provisions the State owned corporation, which runs the public radio and television service, supplies in Trentino-Alto Adige and in Valle d'Aosta special, regular and continuous radio and television broadcastings for the German speaking and French speaking minorities using their relative language. Also in Friuli-Venezia-Giulia that corporation provides for Slovenian, regular radio broadcastings.
Public financial aid grants are given to the minorities institutions for the press and the theatres.
9. In Trentino-Alto Adige the Statuto entrusts the Region and the Provincia of Bolzano with legislative competence in some fields where traditional local legal rules are present: e.g. the land registers, which are arranged according to the Austrian model; the s.c. "maso chiuso" (closed farm), whose purpose is ensuring the unity of a family agricultural enterprise in its management and through successive hereditary successions; and the s.c. "regole dell'arco alpino" (alpine rules), collective properties of pieces of land, which can be exploited for timber, pasture or plantation.
10. A) There are no specific or restrictive rules concerning the associations of the persons belonging to the linguistic minorities.
- B) The freedom to organise political parties representing the interests of linguistic minorities is not limited, and there are no specific rules concerning the exercise of this freedom.
11. A) and B)
Only the law concerning the elections of the Italian representatives in the European Parliament has special provisions concerning the linguistic minorities. They concern the Regions where linguistic minorities are present. Every list of candidates which is an expression of political parties of the minorities is allowed to join another list of candidates of the same constituency with the purpose of sharing the distribution of the seats assigned to this second list. When one of the candidates of the minority's list gains 50,000 individual votes he has the right to obtain one of the seats assigned to the second list.
- C) The territories of Trentino-Alto Adige, of the Province of Bolzano and of Valle d'Aosta are explicitly guaranteed by the respective Statuto. According to the London Memorandum (art. 7) Italy engaged not to change the administrative districts of the Province of Trieste where the Slovenian speaking minority is present.
General, constitutional rules provide for the consultation of the population concerned when the regional and local government districts are changed (art. 132-133).
12. A)B) According to art. 61 of the Trentino-Alto Adige Statuto the linguistic groups are given a proportional representation in the local government organs in the Province of Bolzano. This provision has to extend to the executive bodies of the Region, of the Province of Bolzano and also of the local government (when a linguistic group has at least two councillors in the local assembly).
In the Province of Bolzano the public offices are proportionally assigned to citizens who are members of the linguistic groups on the basis of the censuses (art. 89 Statuto of Trentino-Alto Adige). In Valle d'Aosta, the public administration's officials have to know the French language or to be born in the valley (art. 38 Statuto of Valle d'Aosta).
- C) The law does not provide for the entrusting of recognized minorities' associations with special public prerogatives.
13. A)B) The duty of fidelity regards all Italian citizens without any distinction of language, religion or personal and social conditions (art. 54 Cost.).
14. A)B) The provisions concerning sub-minorities regard the Italian-speaking group (which is a minority) in the Province of Bolzano, and in the same area the Ladin-speaking group.
In the Province of Bolzano the Italian-speaking group is treated in the same way as the German-speaking group.
The Ladin-speaking group is given the same treatment as the other linguistic groups in the Province of Bolzano with regard to the assignment of the public offices and the representation in the governing bodies of the local government according to proportional criteria. The electoral laws of the regional council of Trentino-Alto Adige, of the provincial council of Bolzano and of the minor council of the local government have to guarantee the presence of representatives of the Ladin-speaking group in those bodies. In the areas where the Ladin-speaking group live, the Ladin language is taught in the primary schools, and is used in the nursery schools. It can be used as a teaching language in all the other schools of the same areas. The Ladin place names have to be respected.
15. See 2 E).

The status of minorities is not regulated by the legislation and the law system is not based on case law, therefore we found it impossible to answer a number of these questions.

In this connection, we did not answer the questions for points 2. A), C), 6. D), 9. A) and other questions relating to case law.

1. A) The Constitution of the Kyrgyz Republic speaks about multinational, multilingual and polyreligious character of the population of the republic.
The draft Constitution of the Kyrgyz Republic submitted to the consideration of the Supreme Soviet also mentions the multinational, multilingual and polyreligious character of the population.
- B) The Republic of Kyrgyzstan is a unitary state. Administrative territorial division of the republic in accordance with the Constitution (and the draft Constitution) is not based on ethnic, linguistic or religious differences of the population.
- C) The Constitution of Kyrgyzstan (and the draft Constitution) does not determine the legal status of any minority and it does not guarantee the protection of minorities outside the territory of the republic.
2. A)B)C) The term "minority" is not used in the Constitution (and draft Constitution) of the Kyrgyz Republic. However, this term is used in by-laws and international treaties of Kyrgyzstan concerning national minorities. Among the first was the Presidential decree of 29 January 1992 "On the organisation of German cultural districts and national commercial structures in the Republic of Kyrgyzstan" concerning citizens of the Republic of Kyrgyzstan of German origin. The second was the Agreement between CIS-countries of 9 October 1992 "On the matters regarding the rehabilitation of the rights of deported persons, national minorities and peoples" concerning citizens of CIS.
- D) Both the Constitution of the Republic of Kyrgyzstan and the Draft of the new Constitution neither put the State under obligation to recognize national minorities nor prohibit the State to do so. This provision is applicable to all other laws of the Republic of Kyrgyzstan.
The belonging to this or that nationality depends on the free choice of an individual but within his or her mother's or father's nationality. The choice of nationality takes place when issuing a passport of a citizen; further change is prohibited.
- E) -
- F) The choice of one's nationality is limited by his/her mother's or father's nationality and can be made only once. The acquisition of one's mother's or father's nationality cannot limit political and other rights of a citizen of the republic.
3. A)B) At the present time the Republic of Kyrgyzstan is a participant of CIS countries' Agreement of 9 October 1992 "On the matters regarding the rehabilitation of the rights of deported persons, national minorities and peoples". The Republic of Kyrgyzstan did not take any special decision in the process of drafting this Agreement.
In accordance with point 3 of Article 12 of the draft Constitution of the Kyrgyz Republic, international treaties and other norms of International Law" shall be a component and directly applicable part of legislation and have the force of a law.
4. A)B)C) The Constitutional principle of equality is applied to all citizens of the Republic of Kyrgyzstan irrespective of their origin, social or property position, sex, language, education, religion and other circumstances (Article 32 of the Constitution and Article 15 of the draft Constitution).
Para. 3 of Article 34 of the Constitution and Article 15 of the draft Constitution prohibit the restriction of the rights, establishment of direct or indirect privileges on the grounds of race or nationality as well as any kind of propaganda of race superiority, violence and xenophobia. Criminal punishment is envisaged for the violation of racial and national equality (Article 68 of the Criminal Code of the Republic of Kyrgyzstan).
5. A) Article 50 of the Constitution guarantees to citizens of the Republic of Kyrgyzstan the freedom of belief and worship or the propaganda of atheism. The encouragement of hostility and hatred on religious grounds is prohibited.
This provision was embodied in the Law of the Republic of Kyrgyzstan "On the freedom of belief and religious organisations". Article 4 of this law establishes equality of citizens irrespective of their attitude to religion as well as envisaging punishment for any kind of restrictions of the rights or establishment of any kind of privileges for citizens on religious grounds and encouragement of hostility and hatred or insult of citizens' feelings, destruction of objects of worship.
Article 17 of the draft Constitution of the Kyrgyz Republic guarantees freedom of belief and worship, spirit and cults.
- B) To avoid the problems connected with religious beliefs of citizens called to service in the Armed Forces of the Republic, the Law of the Republic of Kyrgyzstan of 16 December 1992 "On alternative (out of Army) service" states that a citizen who is a member of a registered religious organisation has the rights to alternative (out of Army) service if his religion prohibits him from joining the Army.
6. A)B) Everyone enjoys equal rights in the educational field. The rights of minorities are protected in the linguistic field.
- C) In accordance with Article 25 of the Law of the Republic of Kyrgyzstan "On the official language of the Republic of Kyrgyzstan" the schooling, broadcasting is held in the minority languages in the regions of the compact dwelling of national and ethnic groups (the Uzbek, Tadgic, German, Ulgur and others).
In accordance with Article 21 of this law, the teaching in vocational and higher educational institutions is held in the Russian language or other languages along with the studying of the official language (the Kyrgyz language).
- D) -
7. A) In accordance with Article 71 of the Constitution of the Republic of Kyrgyzstan the official language is the Kyrgyz language.
The draft Constitution of the Kyrgyz Republic establishes in Article 5 the Kyrgyz language as the official one. Point 2 of that Article contains the following provision: "The Kyrgyz Republic shall guarantee the preservation, equal and free functioning of the Russian language and other languages which are used by the population of the republic".
The law of the Republic of Kyrgyzstan "On the official language of the Kyrgyz Republic", in addition to this Constitutional provisions, guarantees the freedom to choose the language for education (Article 21), the freedom to choose the language for scientific research (Article 23) and freedom to choose the language of communication (Article 6)

B) The official language is the working language of bodies of state power and administration. The acts of bodies of state power and administration are submitted in the official language and published in the official and the Russian language (Article 11 and 12).

Local bodies of state power and administration in the territory of compact dwelling of national groups have the right either to use the minority languages or to provide the translation (Article 16). Court actions are held in the official language or in the language of the majority of the population residing in that locality with interpretation provided (Article 26).

8. According to the Constitution all citizens of the Republic are equal before Law and Court and have the right to enjoy cultural benefits (Article 44 of the Constitution and point 3 of Article 37 of the draft Constitution of the Kyrgyz Republic).

9. A) -

10. A) Citizens of the Republic of Kyrgyzstan have the right of association according to their interests (Article 49 of the Constitution of the year 1978 and part 2 Article 17 of the draft Constitution of the Kyrgyz Republic).

The Law of the Republic of Kyrgyzstan "On public associations" allows the organisation of international associations in the Republic of Kyrgyzstan (part 2 of Article 6).

B) The law "On public associations" does not establish any specific rules or limitations to political parties representing the interests of minorities.

11. A)B)C) The presence of minorities has no repercussions on the provisions of the election law of the Republic of Kyrgyzstan and the territorial division of the country to electoral, administrative territorial and judicial districts.

The places of compact dwelling of minorities are often located within one or several administrative territorial units therefore there is a tendency to promote the autonomy;

12. A)B) No special measures have been taken as regards the participation of minorities in political life because the political activity of all groups of the population is rather high.

C) The Law provides for the recognition of minorities' associations giving them opportunities on equal grounds with other civic associations.

13. A)B) Citizens of the Republic of Kyrgyzstan have equal rights and perform equal duties. The Constitution and other normative acts do not establish any special duties to any group of the population of the Republic.

14. A)B) The Constitution of the Republic of Kyrgyzstan other laws, the draft Constitution of the Kyrgyz Republic do not mention minorities or "sub-minorities".

15. The legislation of the Republic of Kyrgyzstan does not provide for certain particular remedies to persons belonging to a minority.

LIECHTENSTEIN

1. A) La Principauté de Liechtenstein forme, par l'union de ses deux pays Vaduz et Schellenberg, un tout indivisible et inaliénable (Art. 1 de la Constitution). Les communes jouissent de l'autonomie locale (reconnue, en jurisprudence, dans son noyau comme un droit fondamental corporatif).

B) -

C) Non.

2. A) Non (à l'exception du § 283 du Code pénal, voir infra 4. C).

B) -

C) -

D) -

E) -

F) -

3. A) Convention européenne DH (Art. 14), qui s'applique directement dans l'ordre interne. Rang dans la hiérarchie interne des normes: rang de norme constitutionnelle ou supralégale (question non-décise).

B) Amendement de l'art. 23 de la loi concernant la Court d'état (Staatsgerichtshofgesetz) assurant la protection des droits et libertés de la CEDH devant cette Court (constitutionnelle).

4. A) La garantie de l'égalité devant la loi (Art. 31 de la Constitution) s'applique (en principe) à tout individu (jurisprudence StGH 1980/4 LES 1981, 185).

B) -

C) Le § 283 du Code pénal (StGB) réprime l'incitation à la violence ou à la haine ou l'insulte contre une église ou une association religieuse et réprime également expressément l'incitation à la violence ou à la haine contre des groupes ethniques et l'insulte envers ceux-ci.

5. A) Selon l'art. 37 de la Constitution, la liberté religieuse et de conscience est garantie à chacun. L'exercice de la religion et la célébration du culte sont garanties à toute confession, dans les limites des bonnes moeurs et de l'ordre public (L'église catholique romaine et l'Eglise nationale et jouit à ce titre de l'entière protection de l'Etat).

Selon l'art. 38 de la Constitution sont garantis la propriété et tous les autres droits patrimoniaux des sociétés culturelles et des associations religieuses.

L'art. 9 de la CEDH (en combinaison avec l'art. 14 de la CEDH) complète la protection de la liberté de religion et de conscience.

- B) Non.
6. A) Non.
B) -
C) Non.
D) -
7. A) La langue allemande est la langue nationale et officielle (Art. 6 de la Constitution).
B) -
C) -
8. Non.
9. Non.
10. A) Le droit de réunion et d'association est autorisé (dans les limites de la loi) sans discrimination (Art. 41 de la Constitution).
B) Non.
11. A) Non, en l'absence de minorités ethniques, religieuses etc. dans l'électorat.
B) -
C) Non.
12. A) Non.
B) -
C) Non.
13. A) Non.
B) -
14. A) Non.
B) -
15. Non.

LUXEMBOURG

1. A) La Constitution luxembourgeoise ne comprend pas de mention relative au caractère de sa population.
Il se dégage seulement de l'article 32 de la Constitution que la puissance souveraine réside dans la Nation. Ce n'est ainsi qu'indirectement que le législateur constitutionnel consacre le caractère unitaire de la population luxembourgeoise.
B) Le Grand-Duché de Luxembourg est un Etat unitaire. Cette forme de l'Etat est consacrée par l'article 1er de la Constitution qui dispose que le "Grand-Duché de Luxembourg forme un Etat libre, indépendant et indivisible".
C) La Constitution luxembourgeoise ne prévoit pas cette obligation.
2. A) Ni la constitution, ni la loi, ni la jurisprudence n'emploient le terme de "minorité" ou un terme équivalent.
B) Aucune définition précise du terme de minorité ou d'un terme équivalent n'est donnée. La philosophie du législateur luxembourgeois est de garantir les droits des minorités moyennant la protection accordée aux droits et aux libertés individuelles.
C) Par l'intermédiaire de la protection accordée aux droits et libertés individuelles, ce sont tant les droits des minorités religieuses, qu'ethniques et linguistiques qui sont garanties.
D) Les termes de la Constitution obligent également l'Etat qui doit veiller à la garantie des droits et libertés individuelles accordées aux citoyens. Implicitement la constitution impose donc à l'Etat la reconnaissance des droits de certaines minorités. L'appartenance d'un individu à une minorité ne dépend que de son libre choix.
E) La problématique des minorités est envisagée en termes strictement individuels.
F) L'appartenance à une minorité ethnique peut avoir une incidence sur l'exercice des droits politiques alors que ceux-ci sont pour l'instant uniquement réservés aux Luxembourgeois.
3. A) En l'absence de dispositions constitutionnelles, le droit de la protection des minorités provient surtout des instruments internationaux.(art 27 du pacte ONU sur les droits civils et politiques, convention sur la prévention et la répression du crime de génocide)
Ces instruments trouvent à s'appliquer en Droit interne luxembourgeois. La tendance majoritaire de la doctrine luxembourgeoise va dans le sens de reconnaître aux instruments internationaux la prééminence par rapport à la Constitution.
B) Ces instruments ont été transcrits en droit interne suivant la procédure normale prévue pour l'approbation des traités internationaux.

4. A) L'article 11 al. 2 de la Constitution dispose que les "Luxembourgeois sont égaux devant la loi".
- Le droit constitutionnel luxembourgeois ne fait donc pas référence à la non-discrimination en fonction de l'appartenance à une minorité. La Constitution luxembourgeoise ne garantit *stricto sensu* l'égalité devant la loi qu'aux seuls Luxembourgeois. Il n'en demeure pas moins que les termes de la disposition précitée sont interprétés largement de sorte qu'en pratique l'égalité devant la loi est reconnue tant aux Luxembourgeois qu'aux étrangers.
- B) Le législateur luxembourgeois n'a pas encore édicté de règles écrites relatives à ce sujet. Les dispositions de droit international ainsi que les principes généraux de droit en la matière sont cependant reconnus en droit luxembourgeois.
- C) Hormis les traités internationaux (notamment *conv.* contre le crime de génocide), il n'existe pas de législation à ce sujet au Grand-Duché.
5. A) Le principe de la liberté de conscience est garanti au Luxembourg.
- Ainsi l'article 19 de la Constitution dispose que la liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. Cet article de base garantissant la liberté des cultes, trouve un corollaire à l'article 20 de la Constitution lequel dispose: "Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos".
- B) La Constitution luxembourgeoise règle aussi les rapports entre l'Eglise et l'Etat. Il n'existe au Luxembourg pas de séparation rigide entre l'Eglise et l'Etat. Au Luxembourg, en vertu de l'article 106 de la Constitution, l'Etat rémunère les ministres des cultes. Cependant les cultes ne sont pas expressément énumérés. En fait, les trois grandes corporations religieuses ayant existé au Luxembourg au moment de l'entrée en vigueur du texte constitutionnel, à savoir les religions catholique, juive et protestante, jouissent de cette disposition. Cela ne signifie pas que les religions minoritaires ne se trouvent lésées alors même que des religions interdites dans d'autres régions du monde peuvent être librement pratiquées au Luxembourg et même obtenir des subventions de l'Etat pour leurs ministres des cultes.
6. A) La Constitution luxembourgeoise ne proclame pas la liberté de l'enseignement. La charte fondamentale luxembourgeoise confie à l'Etat le soin d'organiser, de réglementer et de surveiller l'enseignement.
- D'après l'article 23 de la Constitution, tout ce qui est relatif à l'enseignement peut être réglé par la loi.
- La Constitution luxembourgeoise n'accorde donc pas expressément à chacun le droit d'ouvrir une école et d'enseigner ou de recevoir l'enseignement qu'il préfère, à l'école de son choix. La Constitution met toutefois à charge de l'Etat de veiller à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire, qui sera obligatoire et gratuite.
- Alors même que la Constitution ne parle que des seuls Luxembourgeois, les droits et devoirs des citoyens du Grand-Duché en matière d'enseignement sont garanties indistinctement de tout critère de nationalité ou de religion.
- B) -
- C) Il existe au Luxembourg diverses dispositions légales qui organisent des cours dans la langue de l'une ou l'autre minorité étrangère sans qu'une obligation n'en soit toutefois faite à charge de l'Etat.
- D) -
7. A) L'article 29 de la Constitution dispose que "la loi réglera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire".
- Avant la révision constitutionnelle de 1948, l'emploi des langues française ou allemande était facultatif. La Constitution interdisait aux pouvoirs publics de restreindre cette liberté.
- Ce principe de la liberté d'utilisation de la langue française ou allemande a été vidé en 1940 par l'occupant nazi qui avait interdit l'emploi de la langue française sur tout le territoire du Grand-Duché.
- A noter que depuis 1984, le Luxembourgeois est reconnu comme langue officielle du pays, ce qui fait que depuis lors chacun a le droit de s'adresser en Luxembourgeois à une administration ou à un service public.
- B) En pratique les administrations publiques emploient de préférence le français dans leurs rapports entre elles, et, selon le cas, le français ou l'allemand dans leurs rapports avec les particuliers.
- La langue employée par les Cours et Tribunaux est le français.
- C) -
8. Selon l'article 24 de la Constitution, la liberté de la presse est garantie, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés.
- La Constitution luxembourgeoise garantit ainsi la liberté de la presse sans en accorder cependant une protection spécifique en faveur des minorités.
- En matière de radiodiffusion, une loi vient de déterminer des critères d'attribution des fréquences. L'application pratique de ces critères fait que certaines minorités ethniques se voient réservées des programmes spécifiques.
- Tout comme les autres libertés constitutionnelles, la liberté de la presse est limitée par l'intérêt supérieur de la société et par le respect des droits d'autrui. La loi détermine les cas où cette liberté devient abusive et partant punissable.
9. La Constitution ne parle pas de la «famille» en tant que telle. La protection en est assurée par la protection individuelle des membres qui la compose. Les lois sur la police des étrangers prévoient cependant des dispositions favorisant le regroupement sur le territoire luxembourgeois des familles étrangères.
10. A) La liberté d'association est consacrée par l'article 26 de la Constitution: Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune autorisation préalable.
- L'article 26 de la Constitution ne parle que des Luxembourgeois. En fait, tout comme le droit de réunion, le droit d'association existe également pour les étrangers, sans préjudice de la faculté que garde le législateur de restreindre éventuellement ce droit en ce qui les concerne.

La liberté d'association n'est pas absolue. Si les pouvoirs publics n'ont pas le droit de soumettre la création d'une association à une autorisation préalable, ils peuvent cependant prendre des mesures réglementaires et répressives pour éviter que l'exercice du droit d'association ne porte atteinte à l'ordre public.

Par ailleurs, l'article 26 al. 2 de la Constitution fait une exception à la liberté d'association en prescrivant que l'établissement de toute corporation religieuse doit être autorisé par la loi.

B) Ni la Constitution ni la loi ne mentionnent l'existence de partis politiques. Seul le règlement de la Chambre des Députés reconnaît l'existence de groupes politiques au sein du Parlement, et la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif permet aux partis politiques de se constituer en associations revêtues de la personnalité juridique, comme toute association de ce type.

11. A) Le système électoral en vigueur pour les élections législatives est celui de la représentation proportionnelle .

Le pays est divisé en quatre circonscriptions électorales.

Ce système permet une certaine représentativité des minorités politiques au sein du parlement alors qu'aucun pourcentage minimum de voix n'est requis pour pouvoir entrer au parlement.

Il n'existe cependant pas de mandats réservés à certaines minorités.

Le Luxembourg est en train d'élaborer une nouvelle législation mettant les dispositions du droit luxembourgeois en harmonisation avec la législation communautaire sur le droit de vote des étrangers.

B) -

C) -

12. A) De telles mesures spéciales existent à différents niveaux, tant pour des minorités ethniques que pour des minorités religieuses. Ces minorités participent indirectement à la vie politique par le biais de différents organes consultatifs (ex. Commission des étrangers dans les communes) où elles sont représentées.

B) En attendant la mise en oeuvre des nouvelles dispositions communautaires, il n'existe pour l'instant pas encore d'organe du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire où des minorités ethniques (en l'occurrence des étrangers) soient représentées.

C) -

13. A) La Constitution et la loi ne prévoient pas expressément un devoir spécial de loyauté ou de fidélité aux personnes appartenant à des minorités.

Toujours est-il que la protection des minorités est indirectement assurée par la consécration dans la Constitution des libertés individuelles généralement reconnues dans les démocraties modernes.

B) -

14. A) Le droit luxembourgeois ne connaît pas de dispositions assurant une protection à des "sous-minorités".

B) -

15. En droit luxembourgeois les voies de recours administratifs ou juridictionnels de droit commun sont ouvertes à toute personne intéressée, indistinctement de considérations de nationalité ou autres.

Il n'existe au contraire pas de voies de recours spécifiquement réservées à des personnes appartenant à des minorités.

MALTA

1. A) The Maltese Constitution does not contain any provision which specifically characterizes the nature of its population with regard to ethnicity, language or religion. Such is an essential consequence due to the homogeneous nature of the local population.

B) Malta is not organized on a federal basis.

C) The Maltese Constitution contains no provision which provides for the protection of own minorities outside the national territory.

2. A) The term minority in the sense of ethnic, religious or linguistic minority is not used in the local Constitution. Furthermore, there is no general legislation which has as its main objective the protection of minorities. Furthermore, one may ascertain that Maltese law does not regulate directly the treatment of minorities within the territory. Without hesitation Malta may be considered fortunate, especially in view of its geographical position and its size, in not having any significant minority problem.

However, it is interesting to note that Chapter IV of the Constitution contains an extensive and enforceable bill of rights and opens with a provision in the nature of a preamble which refers, in the first instance in general terms, to the entitlement of every person in Malta to the fundamental rights and freedoms of the individual, irrespective of his race, place of origin, political opinions, colour, creed or sex, but subject to respect for the rights and freedoms of others and for the public interest (Article 32).

B) -

C) -

D) The Constitution does not regulate the issue concerning the recognition of minorities.

E) -

- F) No.
3. A) Malta has signed, with an accompanying declaration, the International Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination. Furthermore, Malta has signed and ratified the European Convention on Human Rights. On the 19th August, 1987, the European Convention Act (Act No. XIV of 1987), passed by the House of Representatives on the 12th August, 1987, came into force, whereby the substantive provisions of the Convention and its first Protocol were incorporated into domestic law.
- B) Subsequent to the enactment of the European Convention Act, Article 14 of the Convention - which refers to national minorities - forms part of domestic law.
4. A) Protection from discrimination is specifically dealt with in Article 45 of the Constitution, which proclaims the principle that no law may make any provision that is discriminatory either of itself or in its effect and that no person may be treated in a discriminatory manner by any person acting by virtue of any written law or in the performance of the functions of any public office or any public authority. The expression 'discriminatory' is defined as affording different treatment to different persons attributable wholly or mainly to their respective descriptions by race, place of origin, political opinions, colour or creed whereby persons of one such description are subjected to disabilities or restrictions to which persons of another such description are not made subject or are accorded privileges or advantages which are not accorded to persons of another such description. This provision then introduces a number of permissible exceptions, including one concerning provisions made by law in respect of non Maltese citizens.
- B) -
- C) Within this context, reference is made to the Seditious Propaganda (Prohibition) Ordinance, enacted in 1932 and which, apart from empowering the Head of State to do various things in relation to seditious matter, provides (Section 6) that any person who prints, publishes, imports, sells or offers for sale, distributes, exhibits or exposes, or without lawful excuse has in his possession any seditious matter, commits an offence under the Ordinance punishable with a term of imprisonment. Such is deemed to include such matter as promotes feelings of ill-will and hostility between different classes or race.
5. A) Article 2 of the Constitution stipulates that the religion of Malta is the Roman Apostolic Religion and that the teaching of the Roman Apostolic Faith shall be provided in all State schools as part of compulsory education. However, no person under the age of sixteen is required to receive instruction in religion, if objection to such requirement is made by the person exercising according to law authority over such minor.
- On the other hand, Article 40 of the Constitution guarantees to all persons in Malta the full freedom of conscience and the enjoyment of the free exercise of their respective mode of religious worship. Exceptions are applicable to the extent that any law contrary to the above principle is 'reasonably required' in the interests of public safety, public order, public morality or decency. Accordingly, the rights and obligations of a Maltese citizen do not depend on which religious community he belongs to or whether he belongs to any such community.
- B) -
6. A) According to Article 10 of the Constitution primary education is compulsory. Education in State schools and the University shall be free to all and sundry without any distinction (Education Act - Act XXIV of 1988).
- B) -
- C) -
- D) -
7. A) Article 5 of the Constitution provides that the Maltese language is the national language. As to the official languages these are the Maltese and the English language, and such other language as may be prescribed by the House of Representatives (by a law passed by not less than 2/3 of all members).
- B) -
- C) -
8. No such particular rules exist, and broadcasting is by licence, and plurality is ensured by law.
9. No.
10. A) Article 42 of the Constitution provides that no person (therefore even a foreigner) is to be hindered in the enjoyment of his freedom of peaceful assembly and association, and in particular to form or belong to trade or other unions or associations for the protection of his interests. Therefore, once again no specific regard is had to minorities.
- Limitations in the exercise of this right may be imposed in the interests of defence, public safety, public order, and public morality.
- B) No.
11. A) No.
- B) -
- C) No.
12. A) No.
- B) -
- C) No.
13. A) No.
- B) -
14. A) No.

B) -

15. All persons have the same administrative and judicial remedies without any distinction.

NORWAY

1. A) The Norwegian Constitution has a specific provision, protecting the cultural identity of the Sami population (Article 110 a).

B) No relevance.

C) No.

2. A) The Sami minority is referred to - both in the Constitution and in the legislation - as the "Sami population".

B) No, the texts does not define the Sami population in an exact way. The right to vote in the elections to the Sami Parliament is, however, carefully described in the respective law. In principle, non-citizens, who meet the other requirements in the legislation, are entitled to vote in these elections.

C) The Sami population is both an ethnic, linguistic and partly religious minority.

D) A formal recognition is not necessary. Membership depends totally on a person's free choice.

E) I think it is fair to say both on an individual, as well as on a collective basis.

F) No.

3. A)B) For the time being, the principle of "dualism" is governing the legal thinking, although the courts to a high degree make efforts to interpret the domestic legislation in conformity with the international commitments. When the new provision in the Constitution was elaborated, the international human rights law played an important role.

In some years time, Norway will probably apply a more "monistic" system.

4. A) The Norwegian Constitution does not explicitly recognise a principle of equality (although this principle is most certainly implied in the main principles on which the Constitution is based).

B) Article 110 a is in itself a provision constituting a commitment to exercise positive discrimination vis-à-vis the Sami population.

C) Yes.

5. A) The Constitution (Article 2) recognises the principle of freedom of religion. This covers all kind of minorities, irrespective of their beliefs.

B) In principle yes, although they are of little practical importance.

6. A) No.

B) The Sami population has the right to study the minority language, as well as to be taught in their own language (at the primary and secondary level).

As for other minorities, the situation is different and more complicated to describe. Some of the minority groups are being taught in their mother tongue, the main part of the education is, however, carried out in Norwegian.

C) Not to my knowledge.

7. A) Not explicitly, although Article 110 a refers to the right to secure and develop i. a. the language.

B)C) Not of relevance.

8. No.

9. No.

10. No, not in the Constitution.

11. A)B)C) Not in the general elections. The elections to the Sami Parliament is organised according to specific legislation.

12. A)B) Special efforts have been taken to make sure that the Sami Parliament is an active instrument for the Sami population.

C) No.

13. A)B) No.

14. No.

15. No.

POLAND

1.
 - A) The Constitution ^[2] does not refer explicitly to the question of the unitary/multiethnic nature of the population.
 - B) The State is not organised on a federal or regional basis. The current discussions on the territorial structure of the State refer predominantly to economic and organisational aspects and not to "the heterogeneity of the population", as mentioned in the second question.
 - C) The Constitution does not explicitly put the State under an obligation to protect Polish minorities outside the territory of Poland. Art. 89 of Chapter Eight of the Constitution (a similar provision is contained in the draft Charter) reads: "Polish citizens staying abroad shall enjoy the protection of the Republic of Poland". Taking into account the definition of minorities (citizens of States they live in), one cannot apply this provision to their protection.
2.
 - A) The term "minority" is not used in the Constitution yet. However, the draft Constitutions contain, as a rule, special provisions relating to the protection of minorities. This notion appears sporadically in the underconstitutional sources of law laws (e.g. 1991 and 1993 Electoral Laws - the last one: Journal of Laws 1993, No 45, Pos. 205; 1992 Ordinance of the Ministry of Education concerning the organisation of education for maintaining the national, ethnic and linguistic identity of pupils who belong to national minorities - Journal of Laws 1992, No 34, Pos. 150).
 - B) Neither the Constitution nor the laws contain a definition of minorities.
 - C) The draft Constitutions relate to national, ethnic, linguistic and religious minorities. The previously above-mentioned Electoral Laws refer exclusively to national minorities. Similarly, the mentioned Ordinance which speaks about the national, ethnic and linguistic identity only of pupils who belong to national minorities.
 - D) Neither the Constitution nor the laws require or permit recognition of any minorities by the State. An individual's identification with a minority depends exclusively on his free choice.
 - E) The binding Constitution and the draft Charter refer to the question of minorities only by laying down the principle of equality formulated "in individual terms". Some of the draft Constitutions speak, however, about the protection of minorities understood in the collective sense as well. Also the Electoral Law indicates a collective meaning of the term "national minority".
 - F) The membership of a minority cannot have an effect on the acquisition or loss of nationality nor on the exercise of political rights.
3.
 - A) Poland is a party to most of the international human rights treaties as well as to the European Convention on Human Rights. According to prevailing opinion, treaties which were ratified without the consent of Parliament (under the 1952 Constitution prior to its amendment in 1989) are binding in the domestic legal order *ex proprio vigore*. To this extent, international treaties may be applied within the domestic legal order but it remains controversial which rank they should possess. This category embraces the majority of international human rights treaties, including both International Covenants. Treaties ratified with the consent of the Parliament, expressed by a statute, could be (according to prevailing opinion and the interpretation by the Supreme Court) applied directly in the Polish legal order with the rank of a statute. For example, the European Convention on Human Rights enjoys this status. The majority of the draft Constitutions lay down the principle of the superiority over statutes of international treaties ratified with parliamentary consent.

Poland has also concluded with its neighbours a number of bilateral treaties on a friendly neighbourhood ^[3], which contain *inter alia* exhaustive provisions relating to the protection of minorities. These provisions follow the concept of the minorities protection adopted in the CSCE Documents, particularly in the Copenhagen Document. The bilateral treaties were ratified with the consent of Parliament.
 - B) The need for the implementation of the treaties mentioned under "A" influenced both State's policy and law-making.
 - C) The bilateral treaties (see: point "A") lay down that one of the principles of the good neighbourhood is recognition of minorities as a natural bridge between societies and their valuable contribution to the life of the community. Parties to the treaties condemn totalitarianism, national and ethnic hatred, antisemitism, xenophobia, discrimination, as well as persecution for religious or political reasons. They commit themselves to respect the right of members of minorities, individually or collectively, to free expression, maintenance and development of their ethnic, cultural, linguistic and religious identity without any attempt at forced assimilation, and the right to a full and effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms without any discrimination and in full equality before law. The State-Parties also commit themselves, in their bilateral relations, to protect the ethnic, cultural, linguistic and religious identity of the national minorities of the other Party and to establish conditions supporting such an identity. The bilateral treaties also specify the fundamental rights of minorities.
4.
 - A) Art. 67 of the binding Constitution (and art. 4 § 2 of the Charter) prohibits discrimination based *inter alia* on nationality, race or religion. Art. 81 provides for:
 - "1. Citizens of the Republic of Poland, irrespective of nationality, race or religion, shall enjoy equal rights in all fields of public, political, economic, social and cultural life. Infringement of this principle by any direct or indirect privileges or restrictions of rights by reference to nationality, race or religion shall be punishable.
 2. The spreading of hatred or contempt, the provocation of discord, or humiliation of man on account of national, racial or religious differences, shall be prohibited."

Art. 272 of the Penal Code reads:
Whoever publicly incites to discord on the basis of national, ethnic, racial or religious differences or publicly extols such discords, shall be punished with a term of imprisonment of between 6 months and 5 years.

Art. 273 of the Penal Code reads:
§ 1. Whoever commits an act specified in article [...] 272 by using the press or other mass media shall be punished with a term of imprisonment of between 1 and 10 years.
§ 2. Whoever, for the purpose of their dissemination, produces, stores, transports, transfers, or dispatches written, printed or other subjects containing issues specified in art. [...] 272, shall be punished with a term of imprisonment of of between 6 months and 5 years.

Art. 274 of the Penal Code reads:
§ 1. Whoever publicly insults, scoffs at or degrades a group of people or an individual person by reason of their or his/her national, ethnic or racial origin, shall be punished with a term of imprisonment not exceeding 3 years.
§ 2. Whoever commits an act of assault against a human being for a reason specified in § 1, shall be punished with a term of imprisonment of between 6 months and 5 years".

By virtue of the quoted art. 274 eight persons have been convicted in the years: 1986-1990.

B) The binding Constitution does not refer explicitly to positive discrimination (affirmative action). However, some of the draft Constitutions do. Positive discrimination as a concept relating to the protection of minorities is supported by prevailing opinion. The Ordinance quoted under 2. A) is an example of a legal regulation establishing the obligation of the State to take affirmative action with regard to education in mother tongue.

C) See point "A". The victims can also base their claims in the horizontal dimension on the provisions of Civil Code.

5. A) Article 82 of the binding Constitution reads:

1. The Republic of Poland shall guarantee freedom of conscience and religion to its citizens. The Church and other religious organisations shall freely exercise their religious functions. Citizens shall not be prevented from taking part in religious activities and rites. No one may be compelled to participate in religious activities or rites.

2. The Church shall be separate from the State. The principles of the relationship between the State and Church, and the legal and property rights of religious organisations shall be defined by laws.

Article 8 of the draft Charter reads:

§ 1. Every one has the right to freedom of conscience and to a free choice of religion.

§ 2. Every one has the right to the freedom of exercising, both in public and in private, individually and collectively, his/her religious belief practices. The religious practices in public may be constrained by statute.

Freedom of religion is guaranteed by a number of statutes. The Statute on the guarantees of freedom of conscience and belief of 19.05.1989 (Journal of Laws 1989, No 29, Pos. 155) is the most important. According to its article 2 both Polish citizens (without any distinction) and foreigners may:

- establish churches and religious communities, be members of them and leave them,
- participate in religious activities and rites,
- manifest their religion and beliefs,
- bring up children according to their convictions,
- keep private matters related to their religion and belief,
 - maintain contacts with other members of the religious community, including participation in the activities of international religious organisations,
- take advantage of the sources of information regarding religion,
- produce and purchase objects needed for religious practices,
- choose the status of priest or member of an order,
- create and become members of lay-organisations in order to fulfil obligations stemming from their religion.
- refrain from any religious activities and other forms of manifestation of one's beliefs.

The mentioned provisions protect members of the Catholic Church, the strongest among religious communities in Poland (which according to accepted evaluations accounts for about 90 % of the population), members of other religious communities and non-believers as well. Despite this Statute, Parliament adopted statutes on the relationship of the State with all the major religious communities in Poland. They contained also relevant provisions from the point of view of the freedom of religion and belief as well as of the principle of non-discrimination whatever one's religion or belief. For instance, the Statute on the relationship of the State to the Polish Orthodox Church, adopted in 1991 (Journal of Laws 1991, No 66, Pos. 287), lays down that the Church in its internal activities uses the orthodox-slavic language and the languages of its members.

B) The Constitutional Court considered in the nineties a question raised by the Commissioner for Citizens Rights as to whether the establishment of the opportunity for religious education in schools remained in conformity with the freedom of religion. A matter of concern was the situation of children belonging to religious minorities and children of non-believers. The Constitutional Court ruled that in principle the teaching of religion in schools does not contradict freedom of religion.

A few cases concerning the alternative service of conscripts have been brought before the court in the last two years. Some of the conscripts based their claims for alternative service on their membership of religious communities. The courts refused to accept this motif in regard to the members of Catholic Church, stating that the Roman-Catholic religion does not prevent anyone from performing their military service.

6. A)B)C)D) The Constitution does not contain any provisions specifically relating to the education for minorities. The Ordinance referred to in point 2 A) establishes the framework for teaching in and of the language of minorities. Such teaching can take place in kindergartens and in schools of all levels and types. Provided there is a proper number of pupils who so wish wishing that (in primary schools - up to the eighth class - a minimum of 7 pupils in the class; in the secondary schools, a minimum of 14 pupils in the class), teaching takes place in the class, otherwise in interclass groups. If the number of interested pupils in the school is too small, interschool groups for the teaching of minorities' languages can be organised. The Ordinance has been applied in practice but there is no case-law related thereto.

It is to be pointed out that pursuant to the binding law members of minorities, equally with other citizens, may run private schools.

7. A)B)C) Neither the Constitution, nor the statutes contain provisions relating to the official use of minorities' languages. But, the bilateral treaties with neighbours do (see: point 3 A)). For instance, they establish the right of the respective minorities to the free use of their mother language in public and private life, the right to have access to information in their mother language, and to disseminate and exchange such information. They also grant the right of persons belonging to minorities to use their names in the mother tongue. There is no case-law in this respect.

8. There are no particular legal rules relating to minorities as far as the press, theatre, cinema, radio, television or other media are concerned. Respective legal regulations are, however, liberal, and minorities take advantage of this.

9. The binding law does not contain any specific rules regarding to certain minorities only.

10. A) The right of association of persons belonging to minorities is based on general constitutional and statutory provisions relating to the right of association which are interpreted as a part of personal freedom. On the basis of these rules, the right extends across national borders.

B) Political parties can be established exclusively by Polish citizens. They cannot receive any financial support from abroad. The Statute on political parties does not refer specifically to the situation of minorities or persons belonging to them.

11. A) The desire to provide minorities with equal chances in general elections was the motivation behind the following special provisions:

- to register a country list, the electoral committee of a minority has to register 5 district lists instead of registering half of the districts, which is required from other electoral committees,
- the electoral committee of a minority can declare before the elections that it wishes to be relieved of one of the generally binding limits imposed on the electoral committees: the committee of a minority can be relieved of the threshold of votes which is required if an electoral committee should get mandates from the district lists (5 percent of votes country-wide) or of the threshold of votes which is required if an

electoral committee should get mandates from the country list (7 percent of votes country-wide).^[4]

B) These privileged conditions have been created for the national minorities. The fact that a minority is confined to a particular area or scattered throughout the country is irrelevant.

C) -

12. A)B)C) In spite of the solutions adopted in the Electoral Law (see: point 11), Polish law does not establish any special rules relating to minorities' participation in political life. There is also no procedure concerning an official recognition of minorities' associations giving them public prerogatives.

The bilateral treaties (see point 3 A)) speak about the right of minorities to establish their own organisations and associations and to participate in international non-governmental organisations.

13. A)B) Neither the Constitution nor the statutes impose a special duty of loyalty or fidelity on persons belonging to minorities.

14. A)B) The situation of the so called sub-minorities is not dealt with by Polish law separately. It seems that general rules are to be applied in such a case.

15. In order to support the work of State administration with regard to minorities' protection, a Commission on National Minorities was established as a consultative body of the Council of Ministers. Its main tasks are:

- the elaboration of the governmental programme in favour of national and ethnic minorities,
- the formulation of assessments and proposals concerning the implementation of rights and claims of national and ethnic minorities,
- the formulation of assessments and motions concerning the efficiency of measures preventing violations of rights of national and ethnic minorities and initiation of measures aiming at combating such violations,
- the popularisation of minorities' related issues and minorities' culture.

Both chambers of the Parliament have established committees dealing with minorities' matters. They cooperate with minorities. Members of minorities and their organisations can also contact members of Parliament, in particular the mentioned committees, and submit complaints and proposals to them in the framework of legally established contacts between voters and members of Parliament.

Minorities and their members can also submit complaints to the Commissioner for Civic Rights who takes care of the implementation of civic rights and freedoms.

PORTUGAL

1. A) La Constitution portugaise dispose que "sont citoyens portugais tous ceux qui sont considérés comme tels par la loi ou par une convention internationale" (article 4). La loi de la nationalité (Loi 37/81, du 3 octobre), où se trouvent établis les critères pour la détermination de la citoyenneté portugaise, ne contient à son tour aucune mention d'éléments de nature ethnique, religieuse ou linguistique qui puissent être à la base de cette même détermination.

Il faudra en outre mentionner que l'article 26 de la Constitution reconnaît à tous, sans distinction aucune, le **droit à la citoyenneté**, autrement dit, le droit d'acquérir la qualité de citoyen portugais pourvu que soient remplies les conditions requises par la loi.

Par ailleurs, d'après l'article 13, qui établit le principe essentiel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, "*nul ne peut être privilégié, avantagé, défavorisé, privé d'un droit ou exempté d'un devoir en raison de son ascendance, de son sexe, de sa race, de sa langue, de son lieu d'origine, de sa religion, de ses convictions politiques ou idéologiques, de son instruction, de sa situation économique ou de sa condition sociale*".

B) Dans son article 6, la Constitution définit l'Etat portugais comme un Etat **unitaire** - cette caractéristique doit néanmoins se conjuguer avec les principes tant de l'autonomie locale et régionale que de la décentralisation démocratique de l'administration publique.

Le principe de l'autonomie régionale a entraîné la consécration, par la Constitution, des régions autonomes (les archipels des Açores et Madère), douées d'organes législatifs et exécutifs qui leur sont propres.

La raison d'être de l'autonomie reconnue à ces deux parties du territoire portugais se trouve essentiellement dans leur séparation géographique du reste du territoire national et non pas dans une quelconque rupture de l'homogénéité de la population portugaise en général, du point de vue linguistique, ethnique ou religieux.

C) L'article 14 de la Constitution énonce un principe général ayant trait à la protection des citoyens portugais séjournant ou résidant à l'étranger. Ce principe est développé par la législation interne ainsi que par d'autres principes constitutionnels, notamment celui qui assure aux enfants des émigrants portugais l'apprentissage de la langue portugaise et l'accès à la culture portugaise (article 74, paragraphe 3, alinéa h).

2. A)B)C) Le terme "**minorité**", au sens de minorité ethnique, religieuse ou linguistique, n'est employé dans aucun des 298 articles de la Constitution portugaise. De plus, outre l'absence de législation d'ordre général ayant pour objectif principal protection des minorités, il existe peu de dispositions législatives d'origine interne qui contiennent ce terme. Mais nous pouvons mentionner quelques exceptions :

- La Résolution 38/93 du Conseil des Ministres du 8 avril, par laquelle furent approuvées des mesures en faveur des émigrants et des **minorités ethniques** ;

- La Loi 87/88 du 30 juillet, relative à l'exercice de l'activité de radiodiffusion, selon laquelle le but spécifique du service public de radiodiffusion est de promouvoir la création de programmes pédagogiques d'information et de formation en faveur des **minorités culturelles**; la loi qui régit le régime de l'activité de télévision (Loi 58/90 du 7 septembre) contient une disposition à tous égards analogue.

- La Résolution du Conseil des Ministres qui créa le "Programme Enseignement pour Tous" (Résolution 29/91 du 16 mai) en vue d'assurer la scolarité obligatoire et de rendre l'enseignement secondaire accessible à tous, énonce comme l'un de ses objectifs celui de promouvoir l'adoption de mesures d'intervention orientées vers la réussite scolaire des élèves qui ont des besoins particuliers en matière d'enseignement, notamment ceux qui appartiennent à des **minorités ethniques et linguistiques** ;

- L'Arrêté ministériel 63/91 du 13 mars, portant création du Secrétariat coordinateur des programmes d'éducation multiculturelle, auquel sont assignées les tâches de coordonner, d'encourager et de promouvoir, dans le domaine du système éducatif, les programmes et les actions qui visent l'éducation pour les valeurs de l'amitié, de la tolérance, du dialogue et de la solidarité entre **différents peuples, ethnies et**

cultures.

Aucun des textes précités ne contient une définition des **minorités**.

En ce qui concerne la jurisprudence soit du Tribunal constitutionnel soit des tribunaux communs, parmi leurs décisions connues ayant trait à des aspects se rapportant à la discrimination en raison de la race, de la langue ou confession religieuse, aucune n'utilise ce concept ni n'en donne définition.

D) Non.

E) Dans tous les textes mentionnés au point 2. A., on trouve une approche des minorités comme des groupes qui méritent, en tant que tels, des actions positives tenant compte de leur dimension collective. Ceci, évidemment, sans préjudice de la protection dont bénéficie, sur le plan individuel, chacun des membres de ces minorités, eu égard à l'application concrète du principe fondamental de l'égalité devant la loi, tel qu'il est énoncé à l'article 13 de la Constitution.

F) Non. Les critères qui déterminent l'acquisition ou la perte de la nationalité, ainsi que l'exercice des droits politiques, sont objectifs et ne tiennent pas compte de la qualité de membre d'un groupe quel qu'il soit.

3. A) Oui. Le Portugal a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention relative aux droits de l'enfant.

En ce qui concerne le rang de ces conventions dans la hiérarchie des sources de droit applicables au niveau national, voir la réponse du Portugal au questionnaire sur les apports entre le droit interne et le droit international (CDL (92)35 Addendum II). Rappelons donc, quoique d'une façon succincte, ce qui fut dit au sujet des rapports entre le droit interne et les normes figurant dans des traités ou accords internationaux:

"à la lumière de la Constitution, les traités et accords internationaux auront une valeur supralégale, ne pouvant pas être mis en cause par une loi postérieure, mais ils auront toujours, en toute circonstance, une valeur infraconstitutionnelle".

B) La mise en oeuvre de ces conventions n'a jusqu'à présent débouché sur aucun cas de jurisprudence ayant directement trait aux questions touchant la protection des minorités.

4. A) Le principe constitutionnel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi (article 13 de la Constitution) détermine expressément que nul ne peut être privilégié, avantagé, défavorisé, privé d'un droit ou exempté d'un devoir en raison notamment de sa race, de sa langue ou de sa religion.

Un arrêt du Tribunal constitutionnel illustrant cette interdiction de toute forme de discrimination, a déclaré inconstitutionnelle une norme qui figurait au Règlement de la "Guarda Nacional Republicana" (un corps spécial de troupes ayant spécialement pour but la sûreté, le maintien de l'ordre public, la protection et la défense des populations) et se rapportait indirectement aux populations gitanes, du fait que cette norme permettait *"les perquisitions pendant la nuit et sans mandat délivré par l'autorité judiciaire compétente dans les chariots, roulottes ou tentes des nomades"*. Le Tribunal a estimé que ces lieux sont assimilés à la notion de domicile consacrée par la loi et, que dès lors, le Règlement mis en cause portait atteinte à l'article 34 de la Constitution qui consacre le principe de l'inviolabilité du domicile et interdit l'entrée au domicile des citoyens contre leur volonté, sans un mandat délivré par l'autorité judiciaire compétente, ou pendant la nuit. Le Tribunal a également reconnu qu'en établissant des normes portant sur un régime policier spécial orienté vers des individus appartenant à l'ethnie gitane, on enfreignait le principe constitutionnel d'égalité.

B) Bien que certains de ses articles prévoient des mesures compensatrices de la situation d'inégalité de certaines catégories de personnes (les orphelins et les enfants abandonnés, art. 69, par. 2 ; les jeunes travailleurs, art. 70, par. 1er ; les travailleurs féminins, art. 68, par. 3), la Constitution n'établit aucune forme de discrimination positive au profit de minorités ethniques, religieuses ou linguistiques.

Toutefois, les dispositions législatives citées au point 2 révèlent le souci des autorités publiques d'assurer une protection particulière qu'il faudra accorder à des personnes appartenant à l'une des minorités y mentionnées.

C) L'article 189 du Code Pénal punit *"la diffusion d'idées incitant à la discrimination raciale ou à l'encouragement à toute activité de nature raciste, soit par la défense de ces idées, soit par la participation à des organisations qui les défendent, soit par l'appui assuré à toute activité de nature raciste, y compris leur financement"*.

Etant donné l'importance de cette norme dans le contexte de la protection de groupes minoritaires, il convient de reproduire son libellé :

Article 189

(Génocide et discrimination raciale)

1. Celui qui, dans le but d'anéantir, en tout ou en partie, une communauté ou un groupe national, ethnique, racial, religieux ou social, commet un ou plusieurs des actes suivants :

- a) homicide des membres de la communauté ou du groupe ;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou psychique des membres de la communauté ou du groupe ;
- c) soumission de la communauté ou du groupe à des conditions de vie ou à des traitements inhumains, qui soient de nature à provoquer l'anéantissement de la communauté ou du groupe ;
- d) transfèrement violent d'enfants vers une autre communauté ou un autre groupe ;

sera puni d'une peine privative de liberté de dix à vingt-cinq ans.

2. Est puni d'une peine privative de liberté d'un à cinq ans celui qui, dans une réunion publique, par diffusion d'écrits ou par tout moyen de communication de masse :

- a) diffame ou injurie une personne ou un groupe de personnes ou les expose au mépris public en raison de leur race, de leur couleur ou origine ethnique ;
- b) provoque des actes de violence contre une personne ou groupe de personnes d'une autre race, d'une autre couleur ou origine ethnique.

3. Est puni d'une peine privative de liberté de deux à huit ans celui qui :

- a) fonde ou constitue des organisations ou même des activités de propagande organisée incitant à la discrimination, à

la haine ou à la violence raciales ou les encouragent ;

b) participe aux organisations ou activités visées par l'alinéa précédent ou donne assistance à des activités racistes, y compris leur financement.

5. A) La Constitution établit, dans son article 41, le principe de l'inviolabilité de la liberté de conscience, de religion et de culte.

De même, la Constitution garantit, en tant que corollaire de ce principe, non seulement l'interdiction, sous quelque forme que ce soit, de toute persécution ou discrimination fondée sur des considérations religieuses, mais aussi le droit de chacun à la protection de ses convictions religieuses.

Elle énonce en outre le principe fondamental de la séparation des églises et de l'Etat, assure la liberté d'enseignement de toute religion ainsi que l'accès aux mass média pour la divulgation de croyances.

Ce principe constitutionnel est développé dans de nombreuses législations particulières. En effet, il convient à cet égard de signaler l'existence d'une réglementation spécifique concrétisant le principe de la liberté de religion et de culte, notamment au sein des forces armées (Décret-loi 93/91 du 26 février), des établissements tutélaires de mineurs (Décret-loi 345/85 du 23 août), dans le domaine de l'éducation (Arrêté ministériel n° 104/89 du 16 novembre) et des moyens d'information appartenant au secteur public (Loi 58/90 portant sur le régime de l'activité de télévision).

B) Au Portugal, les médias ont rapporté des initiatives, organisées par des membres de confessions religieuses minoritaires, visant à attirer l'attention sur le maintien de privilèges octroyés par la loi ou pratique administrative à une (des) confession(s) religieuse(s) déterminée(s), ce qui violerait le principe constitutionnel de non-discrimination en fonction de la religion. On ne connaît toutefois aucune jurisprudence qui se soit prononcée au sujet des difficultés rencontrées par une minorité quelle qu'elle soit.

6. A)B)C) Aux termes de la Constitution, tous ont droit à l'enseignement, lequel doit contribuer à surmonter les inégalités économiques, sociales et culturelles, permettre aux citoyens de participer démocratiquement à une société libre, ainsi que promouvoir la compréhension mutuelle, la tolérance et l'esprit de solidarité (article 74). Ce principe constitutionnel d'égalité au trait de l'accès à l'enseignement est à son tour développé par la Loi de Bases du Système Educatif (Loi 46/86 du 14 octobre).

Les trois textes légaux mentionnés au point 2 - Résolution 38/93 du Conseil des Ministres sur les mesures d'appui aux émigrants et aux minorités ethniques, Résolution 29/91 du Conseil des Ministres créant le Programme Enseignement pour tous et Arrêté ministériel 63/91 portant création du Secrétariat Coordinateur des Programmes d'Education Multiculturelle - contiennent des références directes à des actions positives qui ont pour but l'éducation d'enfants ou d'élèves appartenant à des communautés ethniques ou linguistiques minoritaires.

D) Il n'existe aucune jurisprudence nationale en matière de protection des minorités dans le domaine de l'enseignement.

7. L'uniformité linguistique que l'on vérifie dans l'ensemble du territoire portugais ne connaît qu'une exception : l'utilisation du "mirandês", un dialecte du nord-est du pays - région de Miranda do Douro - qui n'est aujourd'hui parlé, parallèlement au Portugais, que par quelques centaines de personnes. C'est pourquoi, il n'a pas paru nécessaire d'inscrire dans la Constitution l'utilisation du Portugais comme langue officielle unique. Quoiqu'il en soit, l'alinéa f) de l'article 9 de la Constitution établit comme l'une des tâches primordiales de l'Etat celle d'"assurer l'enseignement et la valorisation permanente, défendre l'usage de la langue portugaise et promouvoir sa diffusion internationale".

A Macao, territoire encore sous administration portugaise, l'emploi de la langue chinoise est officiellement reconnu. En fait, par le biais du Décret-loi 455/91 du 31 décembre, le chinois jouit à Macao d'un statut officiel, lui étant accordée la même valeur juridique que celle qui est reconnue à la langue portugaise.

8. Oui. Voir réponse à la question 2 : il existe deux textes législatifs, en matière des médias appartenant au secteur public (télévision et radiodiffusion), qui contiennent des dispositions visant à promouvoir la création de programmes adressés à des groupes minoritaires en particulier.

9. Non.

10. La liberté d'association, telle qu'elle se trouve reconnue dans la Constitution et développée par la loi, concerne tous les citoyens sans aucune distinction, rien n'étant stipulé quant à l'association de personnes appartenant à des minorités. Il faudra, à cet égard, ajouter que la loi 4/71 du 21 août, qui promulgue les bases relatives à la liberté religieuse, dispose que les confessions religieuses peuvent obtenir une reconnaissance qui entraîne l'attribution de personnalité juridique à l'organisation rassemblant l'ensemble des croyants de cette confession.

Il n'existe, d'autre part, aucune règle spécifique ayant trait à la constitution de partis représentatifs de groupes minoritaires.

Il importe toutefois de noter qu'aux termes de la Constitution "*les partis politiques ne peuvent, sans préjudice de la philosophie ou de l'idéologie qui inspire leur programme, user d'une appellation contenant des expressions qui évoquent directement une religion ou une église, ni d'emblèmes pouvant être confondus avec des symboles nationaux ou religieux*" (article 51, par. 3).

11. Non.

12. Non.

13. Non.

14. Non.

15. Non.

ROUMANIE

Précision

Dans le titre du Questionnaire, ainsi que dans le texte de certaines questions, on utilise l'expression "droits des minorités" qui n'est pas consacrée dans le droit international.

Par la suite, la réponse roumaine au Questionnaire se réfère en exclusivité aux droits des personnes appartenant à des minorités, en tant que droits strictement individuels.

1. A) Constitution, art. 1, par. 1: "La Roumanie est un Etat national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible".

B) -

C) Non.

Constitution, art. 7: "L'Etat soutient le resserrement des liaisons avec les roumains vivant au-delà des frontières du pays et agit pour préserver, développer et exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, avec le respect de la législation de l'Etat dont ils sont les citoyens."

2. A) Le terme "minorité" (ou un terme équivalent) en tant que tel (minorité = entité) n'est pas utilisé dans la Constitution ou dans la loi.

a) La Constitution utilise l'expression "personnes appartenant aux minorités nationales" (art. 6, art. 32 par. 3) ou "citoyens appartenant aux minorités nationales" (art. 59 par. 2, art. 127 par. 2).

b) La Loi de l'administration publique locale - Loi n° 69 du 26 novembre 1991 (art. 30 alinéa 3, art. 54 alinéa 2) ainsi que la Loi pour l'élection de la Chambre des Députés et du Sénat - Loi n° 68 du 15 juillet 1992 (art. 4 alinéa 1-4) utilisent l'expression "citoyens appartenant aux minorités nationales").

B) -

C) Sont visées les personnes appartenant à des minorités nationales en liaison avec l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de ces personnes.

La Constitution ne permet pas la reconnaissance par l'Etat de minorités en tant que telles, c'est à dire en tant qu'entités.

D) Conformément à la Constitution, l'Etat reconnaît et garantit aux personnes appartenant aux minorités nationales le droit de conserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse" (art. 6 par. 1). De cette manière est prévue la reconnaissance par l'Etat de l'existence sur son territoire des personnes appartenant à des minorités (toutes les minorités).

L'appartenance ou la non-appartenance d'un individu à une minorité dépend toujours de son libre choix.

E) La problématique des minorités est envisagée en termes strictement individuels (personnes appartenant à des minorités).

F) Non.

3. A) Constitution, art. 11, par. 2): "Les traités ratifiés par le Parlement, conformément à la loi, font partie du droit interne".

Etant donné que la ratification est faite par une loi, les instruments internationaux ont le même rang dans la hiérarchie des normes que les lois.

Constitution, art. 20, par. 1 et 2: "Les dispositions constitutionnelles portant sur les droits et les libertés des citoyens seront interprétées et appliquées en concordance avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, avec les pactes et les autres traités auxquels la Roumanie est partie.

"S'il y a des non-concordances entre les pactes et les traités portant sur les droits fondamentaux de l'homme, auxquels la Roumanie est partie, et les lois internes, les réglementations internationales ont la primauté".

B) Non.

4. A) Constitution, art. 4, par. 2: "La Roumanie est la patrie commune et indivisible de tous ses citoyens, sans distinction de race, (...), d'origine ethnique, de langue, de religion," (...).

Constitution, art. 16, par.1^{er}: "Les citoyens sont égaux devant la loi et les autorités publiques, sans privilèges et sans discriminations."

B) Non.

C) Constitution, art. 30, par. 7: "Sont interdites par la loi la diffamation du pays et de la nation, l'exhortation (...) à la haine nationale, raciale (...) ou religieuse, l'incitation à la discrimination, au séparatisme territorial ou à la violence publique" (...).

5. A) Constitution, art. 29: "La liberté de pensée et d'opinion, ainsi que la liberté de religion ne peuvent être limitées aucunement. Nul ne peut être contraint à adopter une opinion ou à adhérer à une religion qui soient contraires à ses convictions.

"La liberté de conscience est garantie; elle doit se manifester dans un esprit de tolérance et de respect réciproque.

"Les cultes religieux sont libres et ils s'organisent conformément à leurs propres statuts, dans les conditions de la loi.

"Dans les relations entre les cultes sont interdites toutes formes, tous moyens, actes ou actions de discorde religieuse.

"Les cultes religieux sont autonomes par rapport à l'Etat et jouissent de son soutien, y inclus par les facilités créées pour donner assistance religieuse dans l'armée, dans les hôpitaux, dans les établissements pénitentiaires, dans les asiles et dans les orphelinats.

"Les parents ou les tuteurs ont le droit d'assurer, en accord avec leurs propres convictions, l'éducation des enfants mineurs dont la responsabilité leur incombe."

B) -

6. A) Constitution, art. 32, par. 3, 4 et 7: "Le droit des personnes appartenant aux minorités nationales d'apprendre leur langue maternelle et le droit de pouvoir être instruites dans cette langue sont garantis: les modalités de l'exercice de ces droits sont déterminées par la loi.

"L'enseignement public est gratuit, conformément à la loi.

"L'Etat assure la liberté de l'enseignement religieux, d'accord avec les nécessités spécifiques de chaque culte. Dans les écoles publiques, l'enseignement religieux est organisé et garanti par la loi."

B)C) Les personnes appartenant à des minorités nationales ont le droit d'étudier et de s'instruire dans leur langue maternelle pour toutes les formes d'enseignement.

Dans les localités où habitent également des personnes appartenant à des minorités nationales peuvent fonctionner des jardins d'enfants, des écoles primaires, des gymnases, des lycées, des écoles normales, des sections, des classes ou des groupes où l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle de ces personnes.

L'établissement de ces institutions scolaires, sections, classes ou groupes est effectué par les inspectats scolaires en fonction de sollicitations et du poids de la population scolaire minoritaire en zone.

L'histoire et la géographie de la Roumanie seront enseignées en roumain.

Dans l'enseignement supérieur seront organisées des groupes, des années ou des sections où l'enseignement sera dispensé dans la langue maternelle des personnes appartenant à des minorités pour former le personnel nécessaire dans l'activité didactique, culturelle et artistique.

Les jeunes appartenant à des minorités nationales, doivent connaître la langue roumaine, les conditions nécessaires étant assurées.

La langue et la littérature roumaines sont une épreuve obligatoire pour le concours d'admission dans l'enseignement lycée et à l'examen de baccalauréat.

Pour les jeunes provenant des minorités nationales qui ont opté de fréquenter des classes où l'enseignement est dispensé en roumain, sont assurées, sur leur demande, les conditions pour apprendre et étudier leur langue maternelle.

Aux concours d'admission dans l'enseignement dans tous les degrés d'enseignement, les candidats provenant des minorités nationales peuvent soutenir les épreuves dans leur langue maternelle aux disciplines qu'ils ont étudié en cette langue.

(Décision du Gouvernement n° 283 du 21 juin 1993 sur certaines mesures concernant le déroulement de l'enseignement dans l'année scolaire (universitaire) 1993/1994, art. 59 - 63).

D) -

7. A) Constitution, art. 13: "En Roumanie, la langue officielle est la langue roumaine."

B) La procédure judiciaire se déroule en langue roumaine.

Constitution, art. 127, par. 1 et 2: "Les citoyens appartenant aux minorités nationales ainsi que les personnes ne comprenant pas ou ne parlant pas la langue roumaine ont le droit de prendre connaissance de tous les actes et les documents du dossier, de parler en instance et de déposer des conclusions, par l'intermédiaire d'un interprète; dans les causes pénales ce droit est assuré gratuitement."

C) -

8. -

9. Non.

10. A) Le droit fondamental d'association, pleinement reconnu par la loi fondamentale, s'applique également aux personnes appartenant à des minorités.

Constitution, art. 37, par. 1 et 2: "Les citoyens peuvent s'associer librement en partis politiques, en syndicats et en d'autres formes d'association.

"Les partis ou les organisations qui, par leurs objectifs ou par leur activité, militent contre le pluralisme politique, les principes de l'Etat de droit ou la souveraineté, l'intégrité ou l'indépendance de la Roumanie sont inconstitutionnels."

B) Non.

11. A)B) Constitution, art. 59 par. 2: "Les organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales, lesquelles ne réunissent pas aux élections le nombre de votes nécessaires pour être représentées au Parlement, ont droit à un siège de député chacune, dans les conditions de la loi électorale. Les citoyens d'une minorité nationale peuvent être représentés uniquement par une seule organisation."

Loi n° 68 du 15 juillet 1992 pour l'élection de la Chambre des Députés et du Sénat, art. 4:

1) "Les organisations des citoyens appartenant à une minorité nationale, légalement constituées, lesquelles n'ont pas obtenu aux élections au moins un siège de député ou de sénateur, ont le droit toutes ensemble, conformément à l'article 59, alinéa (2) de la Constitution, à un siège de député, si elles ont obtenu, dans le pays entier, un nombre de suffrages égal au moins à 5 p. 100 du nombre moyen de suffrages valablement exprimés dans le pays entier pour l'élection d'un député.

2) "Les organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales participant aux élections sont assimilées, du point de vue juridique, aux partis politiques, pour ce qui est des opérations électorales.

3) "Bénéficient également des dispositions de l'alinéa (1^{er}) les organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales qui ont participé aux élections sur la liste commune de ces organisations; dans ce cas, si aucun des candidats inscrits sur la liste commune n'a été élu, on attribuera à toutes les organisations ayant proposé la liste un siège de député, en observant dispositions de l'alinéa (1^{er}).

4) "Les dispositions de l'alinéa (3) ne seront pas appliquées à l'organisation des citoyens appartenant aux minorités nationales ayant participé aux élections sur liste commune avec un parti politique ou une autre formation politique ou sur des listes communes, conformément à l'alinéa (3), aussi bien que sur leurs propres listes.

5) "Le siège de député réparti conformément à l'alinéa (1^{er}) ou (3) sera attribué en outre du nombre total de députés résulté de la norme de représentation."

C) Non.

12. A)B) Voir supra 11. A) et B)

La création du Conseil pour les minorités nationales, organisme consultatif du Gouvernement de la Roumanie.

(Décision du Gouvernement n° 137 du 6 avril 1993 concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil pour les minorités nationales).

C) -

13. A)B) Non. Constitution, art. 50, par. 1: Tous les citoyens roumains, y compris ceux appartenant à des minorités nationales, ont le même devoir de fidélité sacrée envers la Roumanie.

14. A)B) Voir supra 4. A) ainsi que:

Constitution, art. 54: "Les citoyens roumains, les citoyens étrangers et les apatrides doivent exercer leurs droits et leurs libertés constitutionnels de bonne foi, sans violer les droits et les libertés d'autrui."

Constitution, art. 6, par. 2: "Les mesures de protection prises par l'Etat pour la conservation, le développement et l'expression de l'identité (ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse) des personnes appartenant aux minorités nationales, doivent être conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination par rapport aux autres citoyens roumains."

15. Non.

intégrer s:\cdl\min\russie.rep quand document a été vu par service informatique problème de marges

SLOVAKIA

1. A) The Constitution of the Slovak Republic (No. 460/1992, Coll. of Acts) in its preamble upholds the rights of nations to their self-determination, in compliance with the existence of national minorities living in the territory of the Slovak Republic, following the civic principle.
"We the Slovak nation... stemming from the natural right of every nation to self-determination, together with the members of national minorities and ethnic groups living in the territory of the Slovak Republic,... thus, we, the citizens of the Slovak Republic, decide upon this Constitution through our representatives".
The character of inhabitation in the state is thus identified by the Constitution as a national and at the same time a more ethnic one, cumulated in citizenship.

B) In the context of the Constitution, the Slovak Republic is a unified, unitary state with a united and indivisible territory (Article 3, paragraph 1).

C) The duty of the state to protect its own minorities living outside the territory of the Slovak Republic is not contained either in the Constitution or in the law.

2. A) Yes, the Constitution of the Slovak Republic, in compliance with minorities protection, uses the expression "national minority or ethnic group" (second chapter, fourth part - Articles 33 and 34, Constitution of the Slovak Republic).
The Document of Basic Rights and Freedoms, Constitutional Act No. 23/1991, Coll. of Acts, which in the context of Article 152, Constitution of the Slovak Republic, is also in force throughout the territory of the Slovak Republic, uses the expression "national and ethnic minority" (Articles 24 and 25 of the Document). The expression "national minority" is also used in the SNC Act No. 428/1990, Coll. of Acts, about official languages (§ 6, paragraph 2).

B) The Constitution of the Slovak Republic and the law in force in the Slovak Republic do not contain an exact definition of a minority, but the subjects of the minority rights are defined as citizens (state citizens of the Slovak Republic) belonging to national minorities or to ethnic groups (Articles 33 and 34, Constitution of the Slovak Republic).

Note: The Constitution does not define criteria for the determination of persons belonging to a minority.

C) The Constitution of the Slovak Republic, recognising the rights of minorities, covers groups different from the rest of population on an ethnic basis. For their determination, as mentioned above, it uses, however, two expressions - "national minority" and "ethnic group", but this fact does not contain a classifying or evaluating aspect, neither does it implicate the way of a legislative approach. In the Constitution, the provision of the various rights does not depend on whether a national or an ethnic group is concerned. The text stated under A) and B) does not cover explicitly religious minorities.

D) The Constitution and the law do not require and naturally do not determine any procedure of recognition of a minority by the state through some formal - legal - act. In the context of the Constitution of the Slovak Republic (Article 12, paragraph 3), individual membership of a minority always depends on the free decision of every physical person. At the same time, the Constitution prohibits any influence upon this decision and all forms of pressure directed towards a loss of nationality as well. This means that any compulsion (including by state bodies) to become a member of some minority is prohibited by the Constitution.

E) More on an individual level, but an unambiguous assessment of this question is complicated. Up till now, the question of individual and collective rights has not been clarified either in international documents or in the legislation of the states. The rights of minority members, recognised as individual ones, can be understood as collective ones and vice versa at the same time (see, e.g. the Document of the Committee of Experts for the Protection of National Minorities DH-MIN, Strasbourg, January-March 1993). Does any more exact border exist between them? Does any right exist (excluding the right of self-determination) which cannot be understood as an individual right in any case? If we accept that "collective rights" will be considered as rights which (were obtained by an individual through his membership of a certain group), and which create some positive demands upon a citizen towards the state, then, following the formulation of Article 34 of the Constitution, which talks about "citizens forming national minorities or ethnic groups", it may be concluded that these rights are conferred upon individuals or parts of bigger units (minorities), whose existence is assumed for the recognition of the rights as stated in the Constitution. Thus, the sense and condition of protecting these rights of an individual is conditioned by the existence of a unit, and the Constitutions by stating "especially the right together with other members of minority", supposes that these rights will be implemented together (collectively).

F) Membership of a minority, in compliance with the legal order in force in the Slovak Republic, does not have any effect upon state citizenship of the Slovak Republic nor upon the practical performance of political rights.

According to Article 12, paragraph 4, of the Constitution of the Slovak Republic "No person must suffer a loss of rights because they exercise their basic rights and freedoms". Article 33 of the Constitution emphasises that "Membership of a national minority or ethnic group must not harm anyone". The Constitution, when recognising political rights, makes no difference according to membership of an ethnic group.

It provides them for "everyone", to the "citizens".

Act No. 40/1993, Coll. of Acts about state citizenship, in provisions about the obtaining and loss of state citizenship, does not see any relation between membership of an ethnic group, or, as the case may be, a nationality, and citizenship generally. (Theoretically, it is possible to mention only one such case, if a citizen of the Slovak Republic, a member of a national minority, upon his own application, lost his state citizenship, then he would not be a subject of minority rights in the context of the Constitution).

3. A) The legal conditions of national minorities are standardised also by international conventions.
According to Article 11 of the Constitution of the Slovak Republic "International agreements on human rights and basic freedoms, ratified by the Slovak Republic and proclaimed in accordance with approved law, take precedence over constitutional Acts, if they guarantee greater constitutional rights and freedoms". § 2, Document on basic rights and freedoms also has a similar wording.
From the point of view of national minorities rights, a special place is occupied by the agreement between the leading powers, united and associated, and Czechoslovakia, concluded in Saint-Germain-en-Laye on September 10, 1919 (published in Coll. of Acts and regulation No. 508/1921). This agreement became a legal guarantee of the minimum existence of minorities who, without their own guilt, remained within the borders of the Czechoslovak state.
Signing this agreement, Czechoslovakia accepted an international obligation to undertake a certain protection of minorities within its internal state legal order. In the context of Article 1 of this agreement, "Czechoslovakia is obliged to recognise the provisions contained in Articles 2 - 8 of this chapter as basic laws and no law, provision or official act which is contrary to them will have any power". Articles 2 - 8 of the agreement mentioned concern especially the principles of equality regardless of language, race or religion, equality before the law, religious freedom and free use of language. The provisions mentioned are minimum, if not more extensively applied in the effective order of the Slovak Republic. Apart from that, from the wording of § 2, introductory act to the Document on basic rights and freedoms, and in compliance with Article 153, Constitution of the Slovak Republic, it follows that the relevant provisions of this agreement which concern minorities are also obligatory in the Slovak Republic, and take precedence over the acts.
- B) We have no knowledge about the existence of decisions made by international or national bodies.
4. A) The constitutional principle of equality, contained in Articles 12 and 33 of the Constitution, prohibits discrimination as well. In the territory of the Slovak Republic, basic rights and freedoms are guaranteed to all, regardless of... race, colour of skin, language, beliefs and religion,... nationality or ethnic group. No one may be harmed, advantaged or disadvantaged for these reasons. Membership of any minority must not be detrimental to anybody.
- B) Explicitly, the principle of "positive discrimination" is not formulated either in the Constitution or in the law. The Constitution, in Article 34, guarantees the specific rights of minorities in the areas of language, culture, associations and education.
- C) Minorities in the Slovak Republic are protected by the standards of criminal law in the context mentioned (Criminal law No. 140/1961, Coll. of Acts in the full wording No. 392/1992, Coll. of Acts).
Concretely, the Criminal Law states that both the slandering of a nation, its language, race or conviction (§ 198) and the initiating of national or racial hatred (§ 198a) are criminal acts. Genocide toward any national, ethnic, racial or religious group is also a criminal act (§ 259).
The Constitution of the Slovak Republic formulates this freedom broadly. In the context of Article 24, paragraph 1, the Constitution guarantees freedom of opinion, conscience and religion, and includes them into a group of basic human rights and freedoms. This right includes also the possibility of changing religion or beliefs. Everyone has the right not to have religious beliefs and equally everyone has the right to express publicly his opinions.
In the context of the Constitution, everybody has the right to express his religion or beliefs, either alone or together with others, privately or publicly, in the form of mass, religious services or by rites, and to take part in religious teaching (Article 24, paragraph 2 of the Constitution).
The Constitution of the Slovak Republic confers this right on an individual basis. At the same time, it is drawn up as a law which can be performed together with other people. Naturally, there is also a criminal-legal protection of this right as an individual one (§ 236 CL about limitation of the confession freedom) and also as a collective one (§ 198 CL about slandering of nation, race and beliefs). According to the provision quoted "Whoever publicly slanders...a group of inhabitants because of their political conviction, confession or because they are without confession, will be punished...".
- B) We have no knowledge about a similar national or international decisions.
6. A) The Constitution of the Slovak Republic guarantees minority members, under the conditions given by law, and excepting the right to acquire the state language, the right to education in their mother tongue (Article 34, paragraph 2 of the Constitution), as well the right to establish and maintain educational institutions (Article 34, paragraph 1 of the Constitution). It is a specification of the right to education, recognised otherwise to everybody, contained in Article 42 of the Constitution.
This right is also confirmed by § 3, paragraph 1, Act No. 29/1984, Coll. of Acts, in the wording of amendments and additions on basic and secondary schools, in the context of which the right to education in their own language is guaranteed to citizens who are minority members in the range, relevant to the interest of developing their national language.
- B) The right is guaranteed to all national minorities and ethnic groups equally. The legal starting points are equal and guaranteed by the state at the level of basic and secondary schools. Naturally, the Constitution also enables schools other than state (i.e. private or church) schools to be established in compliance with the legislation of the state, but the state does not determine the teaching language in such schools (see, e.g. regulation of Ministry of Education, No. 11/1991, Coll. of Acts on private schools).
In the Slovak Republic, the right to education of minorities members is fully guaranteed. As an illustration, let us mention statistical data about the number of schools established for Hungarian minority in the school year 1991/92:
Kindergartens: 229 schools with Hungarian as the teaching language.
105 schools in which parallel to Slovak classes, classes with Hungarian as the teaching language were established.
Altogether in these schools, 13.182 children of Hungarian minority are educated.
Basic schools: 264 schools with Hungarian as the teaching language.
28 schools in which classes with Hungarian as the teaching language were established.
Altogether in these schools, 47.882 pupils of Hungarian minority are educated.
Grammar schools: 8 schools of mixed type.
Altogether at grammar schools with Hungarian as the teaching language, 4.054 students of Hungarian minority are studying.
Other secondary schools: 5 schools with Hungarian as the teaching language.
18 schools in which Hungarian classes are established.
- C) No act contains unambiguous provision about study of a minority language, neither about study in a minority language, nor of a certain minority. In the context of the Act on universities (No. 172/1990, Coll of Acts), the establishment of pedagogic and scientific working places, as well the determination of the content of their activities, is a decision for the universities, or possibly the faculties. Up till now, an independent university for a certain minority has not been established, but the establishment of the Faculty of minority and ethnic cultures is being prepared in Nitra.

For studies of minority languages, there is the Department of Hungarian language and literature at the Faculty of Philosophy, Comenius University in Bratislava, the Hungarian section of the Pedagogic University in Nitra and the Department of Ukrainian language and literature at the Pedagogic Faculty, University of Pavel Josef afarik in Preov.

- D) We are not aware of the existence of internal state or international legal decisions in this area.
7. A) The Constitution of the Slovak Republic, in Article 34, paragraph 2b, guarantees citizens belonging to minorities, under conditions given by law, the right to use their own language in official communication. This constitutional issue is contained in Act No. 428/1990, Coll. of Acts on official languages in the Slovak Republic which in § 6, paragraph 2 admits the right to use the mother tongue in official communication in communities in which the minority members represent at least 20 percent.
- B) The Act on official languages, when admitting the right to use minority languages in official communication, does not distinguish between individual bodies and does not touch the language rights of minorities which follow special regulations. These are mainly provisions in § 12, paragraph 4, Criminal order and § 18 Civil court order, according to which everybody, including a participant of a proceeding, has the right to use his mother tongue before bodies in criminal proceedings as well as in civil legal proceedings. The right to use one's own language before the courts is not limited by the law only to mixed ethnic regions.
- The possibility of using a minority language in private life, i.e. outside the legal and state sphere, can be partially concluded from Article 34, paragraph 1 of the Constitution, in the context of which citizens forming national minorities and ethnic groups are guaranteed... namely the right, together with other members of minorities or ethnic groups, to develop their own culture, to distribute and obtain information in their mother tongue. Here we can appeal to Article 7 of the Saint-Germain Agreement, in compliance with which no limitation will be imposed upon state citizens as far as the free usage of any language is concerned in private or commercial contacts, in matters concerning religion, the press or in public expressions at public meetings.
- Protection of language against slandering is contained in a general form in § 198, Criminal law.
- C) We have no knowledge of the existence of a concrete legal decision, caused by the provisions quoted.
8. The Constitution of the Slovak Republic, in Article 34, paragraph 1, guarantees the right of minorities to distribute and to obtain information in their mother tongue. It follows from the Act No. 36/1978, Coll. of Acts, in the wording of Act No. 115/1989, Coll. of Acts, on theatre activity, that the Ministry of Culture must take care of the interests of national minorities and ethnic groups in the sphere of theatre culture and create conditions for the satisfaction of these interests.
- Practice: in the Slovak Republic, three permanent theatres have been established which perform in the minority language. In Koice and Komárno there are Hungarian theatres and in Preov, there is an Ukrainian-Ruthenian theatre.
- Act No. 255/1991, Coll. of Acts, in the wording of Act No. 483/1992, Coll. of Acts, on Slovak radio (§ 5, paragraph 2) states that Slovak radio must ensure by means of radio transmission in the mother tongue the implementation of interests of national minorities and ethnic groups living in the Slovak Republic. By its radio transmissions, Slovak radio must contribute to the development... of the culture of national minorities (§ 6d of the act quoted).
- Practice: regular radio transmissions in the Hungarian and Ukrainian languages.
- The same provisions are contained in Act No. 254/1991, Coll. of Acts, in the wording of Act No. 482/1992, Coll. of Acts, on TV transmissions in relation to minorities (§ 3, paragraph 3 and § 6c of the act quoted).
- Practice: a regular TV transmission in the Hungarian language.
9. Neither the Constitution, nor the law requires a practical application of specific legal rules exclusively in relation to minorities.
10. A) The right of association of persons belonging to minorities is fully respected. Generally, it is guaranteed in Article 29, paragraph 1 of the Constitution, according to which everyone (and thus also minority members) has the right, together with other persons, to form associations, societies or other groups. This right of minority members to associate in national associations is especially guaranteed by Article 34, paragraph 1 of the Constitution. In the context of Act No. 83/1990, Coll. of Acts, on the association of citizens, this right is defined generally in the sense that associations "whose objective is to deny or to limit personal, political or other rights of citizens because of their nationality..., race..., religious confession, to initiate hatred and intolerance based upon these reasons, to support violence or to break the Constitution and law in another way", are not permitted.
- The right of citizens (as well as minority members) to establish political parties and movements and to associate in them follows from Article 29, paragraph 2 of the Constitution and from Act No. 424/1991, Coll. of Acts on political parties. Concerning the respect of this right in the Slovak Republic, the best proof is given in practice - the existence of four (4) political parties of Hungarian minorities.
- B) A special legal regulation, relating especially to political parties representing minorities in the Slovak Republic, does not exist.
11. A) No. In the Slovak Republic, in compliance with the legal regulation in force, a proportional election system is used for elections to the parliament, and for communal elections, a majority system with a relative majority is used, without any exceptions for particular groups of the population.
- B) -
- C) The presence of minorities has no influence upon the creation of electoral or court districts and up to now, not upon the administration division of the state. In the context of the Constitution (Article 64, paragraphs 1 and 2) and Act No. 517/1990, Coll. of Acts, on territorial and administrative division of the Slovak Republic, this division has two levels - communities and regions. Legislative amendment of a new administrative-territorial division of the Slovak Republic is in the preparatory phase.
12. A) The participation of minority members in political life is amended by regulations, effective for all citizens, in the context of Article 30 of the Constitution, according to which citizens have the right to take part in the management of public matters directly or through free elections of their representatives, as well as to equal conditions of access to elected or other public functions. In relation to minority members, this right is specified in Article 34, paragraph 2c, guaranteeing them the right to take part in the resolution of matters relating to national minorities and ethnic groups. No special measures were accepted for the participation of minorities in political life.
- B) In the Slovak Republic, up to now, this right has been implemented through advisory bodies of minorities, at the level of central bodies of executive power. Their legal regulation is insufficient.
- C) There are no special provisions relating to the right of association of minorities in the Slovak Republic. Associations, as well as political parties, established by minorities have to be registered in the context of the law in force, the same as with other associations or political parties.
13. A) The Constitution of the Slovak Republic, Article 34, paragraph 3 states that "the assertion of rights of citizens belonging to minorities, guaranteed in this Constitution, must not threaten the sovereignty and territorial integrity of the Slovak Republic nor discriminate against the rest of its population".

- B) This provision has a more general character and in no case does it reflect in any legal or external legal limitation of the rights of minority members.
14. A) Neither the Constitution nor the law provide any protection for "sub-minorities".
- B) -
15. Minority members have at their disposal the same administrative or judicial means as the rest of the citizens. There are no special, extraordinary means in the legal order of the Slovak Republic which are provided exclusively for minorities.

SLOVENIA

1. A) The Constitution of the Republic of Slovenia does not contain provisions specifically characterising the nature of its population with regard to ethnicity, language or religion. Slovenia is defined as a state of all its citizens based on the permanent and inalienable right of the Slovenian people to self-determination (Article 3).
- B) In the Constitution Slovenia is defined as a territorially indivisible state (Article 4). Nevertheless, pursuant to the provisions on local self-government it is possible for municipalities to joint other municipalities in establishing wider self-governing local communities or regional communities (Article 143). This also enables the regional joining of ethnically mixed municipalities, for example in the coastal area (Italians) and in the northeastern area (Hungarians).
- C) Article 5 of the Constitution determines, among other tasks of the state, the obligation to attend to the welfare of (but not to protect) the autochthonous Slovenian ethnic minorities in neighbouring countries and of Slovenian emigrants and migrant workers abroad, as well as to promote their contacts with the homeland. It also determines that Slovenians not holding Slovenian citizenship shall enjoy special rights and privileges in Slovenia (for example, in the acquisition of citizenship, residence permit etc.).
2. A) Article 64 of the Constitution regulates the special rights of Italians and Hungarians who are autochthonous inhabitants of Slovenia and designates them as ethnic communities; Article 65 determines that the special status and rights of the Gypsy community will be determined by law. It recognises a special status for them since they have lived on the territory of this country for many centuries. Italian and Hungarian ethnic communities are treated as ethnic minorities, but the Constitution does not define the status of the Gypsies. However, we may conclude that they are an ethnic community with some elements of ethnic minority.
- B)C)D) The Constitution does not regulate the issue of recognising certain minorities, however, for certain autochthonous peoples or ethnic minorities and their members, it guarantees special rights in addition to the special rights guaranteed to all members of ethnic linguistic or cultural minorities (the right to freely express one's ethnic identity, to foster and express one's culture, to use one's language and script in dealings with state bodies). With these provisions the Constitution explicitly emphasises that being a member of a minority depends solely upon an individual's free will.
- E)F) The Constitution guarantees the rights of communities as well as of individual members of minorities. Being a member of a minority has no influence on the acquisition or loss of an individual's citizenship but it is important for the exercise of those special rights guaranteed by the Constitution and legislation.
3. A) The majority of international acts referring to the protection of minorities were concluded in the former Yugoslavia. They are binding upon the Republic of Slovenia in accordance with the Enabling Statute for the Implementation of the Basic Constitutional Charter on Independence and Sovereignty of the Republic of Slovenia of 25 June 1991 and in compliance with the new Constitution of the Republic of Slovenia. These are primarily bilateral agreements between the former Yugoslavia and particularly the Italian Republic and the Republic of Hungary, which partly also refer to the status of ethnic minorities in all three countries. Among the universal international acts one should mention the International Convention on the Abolition of All Forms of Racial Discrimination and also the conventions of specialised agencies particularly the International Labour Organisation convention on discrimination in the field of employment and the UNESCO convention on discrimination in the field of education. All these acts have influenced the content of domestic law (federal, republic and local) which was and is adopted predominantly on the basis of the former or new constitutional system which guaranteed and guarantees minorities and their members a high level of protection.
- Until the adoption of the new Constitution of the Republic of Slovenia, ratified international agreements had the status of laws or government regulations in the hierarchy of legal acts. Pursuant to the Constitution, they now have a higher status in the legal hierarchy than laws since the Constitution stipulates that laws and other regulations must comply with the generally accepted principles of international law and international agreements binding upon Slovenia (Article 8).
- B) -
4. A) The constitutional provision on the principle of equality explicitly applies to the members of minorities since it determines that in Slovenia each individual is guaranteed equal human rights irrespective of national origin, race, sex, language, religion, political or other beliefs (Article 14), and that all persons are equal before the law.
- B)C) The Constitution determines special rights ("positive discrimination") in order to protect minorities and their members and also forms the basis for laws and other regulations. The Constitution especially and explicitly determines that any kind of incitement to ethnic, racial, religious or other inequality or any call to ethnic, racial, religious or other hatred or intolerance is unconstitutional.
5. A) Article 41 of the Constitution determines the freedom of religion and belief in the following manner:
- The profession of religious and other beliefs of any person in private and in public life shall be free.
- No person shall be compelled to admit his religious or other beliefs.
- Parents shall be entitled to give their children a moral and religious upbringing which accords with the beliefs of the parents. The religious and moral upbringing given to a child shall be such as is appropriate to his age and to his level of maturity as well as being in accordance with the child's free conscience and religious and other beliefs or convictions.
- B) -
6. A)B)C) The Constitution guarantees to the Italian and Hungarian ethnic minorities and their members the constitutional right to education and schooling in their own language as well as the right to plan and develop this education and schooling. In the ethnically mixed territory of northeastern Slovenia, in accordance with the wishes of this community, compulsory bilingual primary schooling was introduced by law, wherein lessons are carried out in both languages, Slovenian and Hungarian. In addition to Slovenian public primary and secondary schools,

there are in Slovenia such schools providing lessons in Italian as well as bilingual schools providing lessons in Slovenian and Hungarian. The Constitution and the legislation permit private schools with lessons in a language other than Slovenian to be established.

- D) -
7. A)B) As has already been mentioned, the Constitution guarantees each person the right to use his own language and script privately or in dealings with the state bodies in which he gives effect to his rights. Although the official language is Slovenian, in the areas where Italians and Hungarians reside the official language is also Italian or Hungarian (Article 11).
- C) -
8. The Constitution guarantees each member of an ethnic minority the right to foster and express his culture. It especially guarantees the Italian and Hungarian ethnic minorities and their members the right to preserve their national identity and to establish organisations as well as to develop cultural and scientific research activities and activities in the field of mass media and publishing; the Constitution also binds the state to support financially and morally the exercising of these rights.
9. With the exception of bilingual primary schooling in areas where members of the Hungarian ethnic minority reside, the Constitution does not determine special arrangements for individual minorities; nevertheless it does not prohibit such arrangements if they are in the interest of preserving and developing the identity of an individual minority. The Constitution also explicitly determines that the self-governing organisations of Italians and Hungarians may be authorised by the state to perform as public authorities specific tasks which are within the jurisdiction of the state, i.e. at least partly in a different manner if so demanded by the conditions and interests of individual minorities.
10. A) The Constitution guarantees each person, including members of all kinds of minorities, the right to freely associate and it permits lawful restrictions due to general reasons, in circumstances involving national security, public safety and protection of the public against the spread of infectious diseases (Article 42). It even determines an obligation for the Italian and Hungarian ethnic communities to join into self-governing ethnic communities in order to exercise public authorisations and in order that they may be directly represented in the National Assembly (parliament) -to which they elect one deputy each- and in the representative bodies of the local communities.
- The Constitution does not prevent association between members of minorities across the state border; it even guarantees members of the Hungarian and Italian minorities the right to foster contacts with their native peoples and their countries. Therefore the right to associate can only be restricted by law for the general reasons listed above.
- B) There are no special provisions on political parties which represent the interests of minorities.
11. A)B) As mentioned, the Constitution guarantees direct representation of the Italian and Hungarian ethnic communities in the National Assembly and in the representative bodies of local communities in the areas inhabited autochthonously by members of both minorities (the Italians on the Adriatic coast, in the municipalities of Koper, Izola and Piran, the Hungarians in the extreme northeastern part of the country along the border with Hungary, in the municipalities of Murska Sobota and Lendava).
- C) The new Constitution envisages a new way of forming municipalities as local self-governing communities and the possibility of forming regions, but the legislation is still being prepared. We expect the existence and interests of both ethnic minorities to have an impact on this legislation.
12. The Constitution especially determines that laws, regulations and other legislative measures (on the national, regional, and local levels), concerning the exercising of constitutional rights and the status of the Italian and Hungarian ethnic minorities, may not be adopted without the consent of the representatives of the ethnic communities. The Constitution also explicitly enables the transfer of public authorizations to the organisation of ethnic communities. These two provisions enable the further development of political and other rights as well as facilitating the development of ethnic minorities.
13. A) The Constitution does not explicitly require members of ethnic minorities to be faithful or loyal to the state.
- B) -
14. A) Members of minorities in the Republic of Slovenia do not constitute the majority of its population, nor even in the municipalities where they are autochthonous inhabitants.
- B) -
15. There are no special legal means for members of minorities in the present system.

APPENDIX TO SLOVENIA'S REPLIES

AN OVERVIEW OF SOME DECREES OF THE Slovenian CONSTITUTIONAL AND SUPREME COURTS REFERRING TO THE RIGHTS OF MINORITIES WITH A COMPUTER DESIGNATION OF THEIR CONTENTS

A. CONSTITUTIONAL COURT

1) Name of Submitter

The people of Lendava

Act

The law on schools with lessons in the Italian or Hungarian language and on bilingual schools in the Socialist Republic of Slovenia (Official Gazette of SRS, N° 7-44/65), individual provisions

Problem

Defining special conditions for the introduction of bilingual lessons in schools.
Separate opinions by judges of the constitutional court.

Finding

The law on schools with lessons in the Italian or Hungarian language and on bilingual schools in the Socialist Republic of Slovenia (Official Gazette of SRS, N° 7-44/65) does not violate the Constitution of the Socialist Republic of Slovenia, therefore the proceeding to evaluate its conformity with the Constitution of the Socialist Republic of Slovenia is stopped.

Text

In order to guarantee the constitutional principles of equality and solidarity, the law may, in the areas inhabited by people of Slovenian nationality and members of ethnic minorities, introduce, under certain special conditions, compulsory bilingual schooling.

2) Name of Submitter

Rihard Sili_, Lendava

Act

The decree of the Municipal Assembly of Lendava on the flag of the people of Hungarian nationality as a national symbol of the Hungarian nationality in the municipality of Lendava (Official publications, N° 18/79).

Problem

Determination of the national symbol (flag).

Finding

The initiative to evaluate the constitutionality of the contested decree is not adopted.

Text

The decree of the Municipal Assembly of Lendava on the flag as a national symbol does not violate the Constitution since the rights of the Hungarian nationality to use national symbols are guaranteed by the Constitution.

3) Name of Submitter

Jo_e Campa, Loke pri Kisovcu

Act

The decree of the Municipal Assembly of Zagorje ob savi on funeral ceremonies in the area of the municipality of Zagorje ob Savi (Official Journal of Zasavje, Nos. 1/90 and 5/90) - the second and third paragraphs of Article 8.

Problem

The municipal decree oversteps the legal authorisation. The performing of funeral ceremonies and the prohibition on the funeral procession from going into and out of the church.

Obliging a religious community to perform a specific religious ceremony in a determined location.

Finding

The provisions of the contested decree are null and void.

Text

The provisions of the municipal decree prohibiting funeral processions with a coffin or an urn containing the remains of the deceased from going into or out of the church and which oblige a religious community to say funeral mass in a determined location do not conform with the Constitution or republic law and violate federal law.

4) Name of submitter

Jo_ef Gjuran, Lendava

Act

Law on identity cards (Official Gazette of SRS, N° 16/74 and 29/79) Article 4a.

Problem

Issuing of identity cards on bilingual forms (in Slovenian and Italian/Hungarian).

Finding

The initiative to evaluate the constitutionality of the contested article is not adopted.

Text

The legal provision according to which, in the areas inhabited by members of the Italian or Hungarian ethnic minorities in addition to people of Slovenian nationality, an identity card is issued on a bilingual form, does not violate the Constitution.

5) Name of submitter

Association for the Preservation of Equality Among Citizens, Ljubljana
Dragia Marojevi_, Ljubljana

Act

Law on elections and recall of the president and members of the presidency of the SR Slovenia (Official Gazette of SRS, N °42/89), the second paragraph of Article 2 and the third paragraph of Article 8.

Problem

Citizenship of the republic as a condition for being elected president or a member of the presidency of the republic.

Equality among citizens on the territory of the republic due to their citizenship or the fact that they are members of other Yugoslav peoples or nationalities.

Sociopolitical organisation (party) as a submitter before the constitutional court.

Finding

The legal provisions contested do not violate the Constitution.

Text

Legal provisions according to which only a citizen of the SR Slovenia has the right to be elected president or member of the presidency of the SR Slovenia or according to which a submitted nomination must be accompanied by a certificate proving that a candidate is a citizen of the SR Slovenia do not violate the Constitution.

6) Name of submitter

Coastal self-governing community of members of the Italian nationality, Koper

Act

The decree by the board of directors of Spar-Mercator, Ltd. Ljubljana, on the required profile for the operations director of 24/1/1991 and 7/3/1991.

Problem

It is not within the jurisdiction of the constitutional court to give an evaluation of a job advertisement as an implemental act of a decree of the board of directors of a joint-stock company (individual act - specific act).

Nationality of the candidate as a condition for the performance of duties and functions (director).

Finding

The initiative for the evaluation of the constitutionality and lawfulness of the contested decree is not adopted.

Text

The job advertisement is the implemental act of the general act on required conditions for a specific job and its evaluation is not within the jurisdiction of the constitutional court.

The constitutional court did not adopt the initiative and has not begun proceedings to evaluate the lawfulness of the general act on required conditions for a specific job since, with the initiative, the contested act was in the meantime changed to comply with the Constitution and therefore unconstitutional and unlawful consequences did not occur.

B. THE SUPREME COURT

Inst

Fundamental violation of provisions of the law on legal proceedings - language of the nationality

Text

Original

If, in ethnically mixed territory where members of the Italian (or Hungarian) nationality reside, a party in a legal proceeding is a member of this nationality, the proceeding is always conducted and the provisions issued in the language of the minority, unless the party explicitly declines this right. A violation of this principle is a fundamental violation of the provisions of the first paragraph of Article 343 of the law on Legal Proceedings.

SWEDEN

1.
 - A) No
 - B) The State is not organised on a federal basis.
 - C) No
2.
 - A) Yes. According to Chapter 2, Article 15 of the Instrument of Government (IG), which is the central part of the Swedish Constitution, "no Act of law or other statutory instrument may entail the discrimination of any citizen because he belongs to a minority on grounds of race, skin colour, or ethnic origin". Positive discrimination in favour of minorities is also recognised by the Constitution where it is laid down that "opportunities should be promoted for ethnic, linguistic and religious minorities to minorities to preserve and develop a cultural and social life of their own" (chapter 1, article 2 of the IG).
 - B) The ban on discrimination of "citizens" formally refers to Swedish citizens but according to Chapter 2, article 20 of the IG a foreigner within the Realm shall be equated with Swedish citizens in this respect.

- C) All kinds of minorities.
- D) No
- E) The minorities are also viewed in collective terms. It is, for example, a crime to agitate against ethnic groups (Chapter 16, Article 8 of the Penal Code).
- F) No
3. Sweden has, for example, acceded to the UN Convention on the Elimination of all forms of Racial Discrimination and to the European Convention on Human Rights. To be applied in domestic law treaty provisions must first be incorporated in Swedish law by means of legislation or other regulation. Concerning the first of the two conventions mentioned, this has been done by legislation referred to under 4C) below. The European Convention on Human Rights is supposed to be incorporated in its entirety from 1 January 1995.
4. A) -
- B) Yes. See 2 A) about Chapter 1, Article 2 of the IG. It could be mentioned that, according to the law, the Sami population has exclusive right to use soil and water to support themselves and their reindeer.
- C) Yes. In Chapter 16, Article 8 of the Penal Code it is laid down that if a person in a statement or other communication which is spread threatens or expresses contempt for an ethnic group or other such group of persons with allusion to race, skin-colour, national or ethnic origin or religious creed, he shall be sentenced for agitation against ethnic group. According to Chapter 16, Article 9 of the same Code a businessman shall be sentenced if he in the conduct of his business discriminates against someone on the ground of his race, skin colour, national or ethnic origin or religious creed by refusing to deal with him on the same conditions the businessman applies to other in the conduct of his business; likewise, an organiser of a public assembly or entertainment may be sentenced for unlawful discrimination if he discriminates against someone on the ground of his race etc. by refusing to allow him to enter the assembly or entertainment on the same conditions as apply to others. In 1986 a special act was passed prohibiting discrimination on ethnic grounds. Under the provisions of the Act the Government has appointed an Ombudsman against discrimination who is charged with ensuring that the act is complied with.
5. The freedom of worship, defined as the freedom to practise one's own religion either alone or in company with others, is guaranteed in Chapter 2, Article 1 of the IG, and according to Article 2 of the same chapter all citizens (including foreigners living in Sweden) shall be protected against all coercion to belong to any religious congregation.
6. A) Provided that the prescribed standard is met, it is possible to found subsidised private schools; this option is open also to minority groups. Children belonging to the Sami community are educated in a special school, funded by the State. The board of this school is elected by the representative assembly of the Sami population (see 12 C).
- B) -
- C) The regulation concerning the elementary school provides for the study of the minority language. If a minority group wants to establish an elementary school (see above) the education can, of course, be given in the minority language.
- D) No
7. A) See 2A) about Chapter 1, article 2 of the IG (on positive discrimination).
- B) The laws on procedure generally guarantee the right of persons belonging to minorities to use their own language in their contacts with the authorities. These regulations are aimed not only at verbal interpretation during negotiations, hearings etc., but also at written translation, when documents in a foreign language are submitted to the authorities or where these authorities are to communicate with someone who does not understand Swedish.
- C) No
8. There are no such rules laid down in the Constitution. Ordinary acts of law concerning radio and television provides for broadcasting in a lot of languages, and it is also possible for minority groups to produce programmes of their own in local radio. Economic support is provided through state funds for the publishing, also by minority groups, of newspapers and magazines.
9. No
10. A) There are no limits on the right of association of persons belonging to minorities.
- B) No
11. A) A person who is not a Swedish citizen can vote and be elected at local elections (the municipal councils and the county councils), provided that he or she has been a permanent resident in the country for at least three years.
- B) -
- C) No
12. A) See 11A).
- B) -
- C) The elected representative body of the Sami population is recognised as a Swedish authority with limited decision-making power concerning, among other things, the allocation of state funds.
13. No
14. No
15. No

SUISSE

1. A) Voir le préambule de la Constitution fédérale de 1874 :

"La Confédération suisse, voulant affermir l'alliance des confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la nation suisse, a adopté la constitution fédérale suivante."

Ce préambule exprime deux idées fondamentales :

1) l'idée fédérative - la Suisse est un Etat fédéral composé de cantons.

2) l'idée nationale - malgré leurs différences de langues, de cultures, de confessions et d'intérêts, les cantons suisses ont, à travers l'alliance confédérale, un destin commun.

- D'autres dispositions constitutionnelles expriment encore le caractère fédéral de la Suisse (voir, par exemple, les articles 1, 2, 5 et 6 Cst féd.).

- B) La "Confédération suisse" est bien, malgré le libellé de la Constitution, un **Etat fédéral** et non une confédération d'Etats. Cet Etat fédéral s'est constitué en 1848 à partir d'une confédération d'Etats indépendants - les cantons suisses - liés conventionnellement (avant 1798 et entre 1815 et 1848).

L'article 1 Cst féd. (*voir Annexe n° 1*) énumère les cantons suisses qui représentent l'élément de base de la structure fédérative de la Suisse.

La forme fédérale de la Suisse résulte donc directement de la préexistence de cantons "indépendants" et de la volonté d'intégrer les diversités culturelles, confessionnelles et linguistiques que représentaient ces derniers en vue d'un destin commun.

- C) Non.

2. A) a) Il n'y a pas d'utilisation spécifique de ce terme dans la Constitution. Pour une utilisation résiduelle, voir l'article 34 ter al. 2 Cst féd. (*voir Annexe n° 2*). L'article 27 al. 3 Cst féd. (*voir Annexe n° 9*) fait **implicitement** référence aux minorités religieuses.

b) Il n'y a pas d'utilisation spécifique de ce terme dans la législation. Certaines dispositions législatives font cependant **indirectement** référence aux minorités (voir, par exemple, *la loi fédérale sur les subventions aux cantons des Grisons et du Tessin pour la sauvegarde de leur culture et de leurs langues - Annexe n° 12*).

c) Il n'y a pas d'utilisation spécifique de ce terme dans la jurisprudence fédérale (selon le *Répertoire général du Recueil officiel des Arrêts du Tribunal fédéral suisse*). Certains arrêts du Tribunal fédéral suisse font cependant **indirectement** référence aux minorités (concernant les minorités religieuses voir, par exemple, l'*ATF 119 Ia 1978 A et M* ainsi que l'*ATF 113 Ia 304 Nehal Ahmed Syed*).

- B) Il n'y a pas dans la Constitution, la législation ou la jurisprudence fédérale de définition précise de ce terme.

- C) La Constitution, la législation et la jurisprudence fédérale visent parfois implicitement les minorités religieuses et linguistiques (voir supra question 2 A).

- D) La Constitution et la législation n'envisagent pas expressément la problématique de la reconnaissance des minorités. La reconnaissance n'est pas imposée, elle est implicitement admise. Dans les faits, les minorités sont indirectement reconnues (voir, par exemple, les articles 27 al. 3 et 116 Cst féd.).

L'appartenance d'un individu à une minorité ne peut résulter unilatéralement d'une décision de l'autorité publique.

- E) La Constitution, la législation et la jurisprudence n'envisagent pas la question des minorités de manière spécifique. Cette question est englobée et abordée dans le cadre du traitement d'autres problématiques : voir, par exemple, le principe général de l'égalité - art. 4 Cst féd. -, la liberté de croyance et de culte - art. 49 et 50 Cst féd. -, la liberté de la langue - droit constitutionnel non écrit - ... Dans ces autres contextes, la problématique des minorités est abordée en termes plutôt individuels (*voir infra les autres questions*). Voir cependant le **principe de la territorialité** - *infra question 7 B* - qui est appliqué dans le domaine de la liberté de la langue.

- F) Non.

3. A) Voir le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (ou Pacte - Nations Unies, 1966) et plus particulièrement son art. 27.

Voir la *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (ou CEDH - Conseil de l'Europe, 1950) et plus particulièrement son art. 14 - le principe de non discrimination - ainsi que l'interprétation jurisprudentielle strasbourgeoise de certaines dispositions de la CEDH - art. 9, 10 CEDH et art. 2 Protocole additionnel.

Le rang des traités dans la hiérarchie des actes normatifs en Suisse est une question complexe ayant donné lieu à des controverses doctrinales. On peut cependant poser de façon schématique que :

i) La **Constitution** l'emporte sur des **traités antérieurs** : une modification constitutionnelle, résultant d'un vote positif d'une majorité du peuple suisse et des cantons, peut soustraire la Suisse à une obligation découlant d'un traité international "**de peu d'importance**".

Mais, lorsqu'un traité contient des règles de **ius cogens** - par exemple un traité sur les droits de l'homme -, une bonne partie de la doctrine estime qu'une révision de la Constitution qui irait à l'encontre d'un tel traité devrait être considérée comme dépourvue d'effet.

Concernant les **traités postérieurs**, l'art. 113 al. 3 Cst féd. (*voir Annexe n° 3*) empêche les tribunaux d'en contrôler la constitutionnalité, de sorte qu'ils peuvent théoriquement déroger à la Constitution.

ii) La doctrine majoritaire et la jurisprudence récente confirment le principe de la supériorité des traités sur les **lois fédérales antérieures ou postérieures**.

Une évolution jurisprudentielle récente tendrait à admettre que le législateur fédéral peut exceptionnellement, en pleine connaissance de cause, édicter une règle contraire au droit international lorsqu'il s'agit de sauvegarder des intérêts très importants.

iii) Il ne fait aucun doute que les traités internationaux l'emportent sur l'ensemble des **actes normatifs infralégaux** et sur l'ensemble du **droit cantonal et intercantonal**.

B) La CEDH et le Pacte ont été ratifiés et sont entrés en vigueur respectivement le 28.11.1974 et le 18.9.1992.

La mise en oeuvre de ces instruments n'a pas, concernant les articles afférents aux minorités, débouché sur des *dispositions législatives*.

Concernant l'art. 27 du Pacte : il n'y a pas encore de cas de *jurisprudence* impliquant la Suisse à signaler.

Concernant l'art. 14 CEDH : Le Tribunal fédéral suisse ainsi que la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg ont eu à traiter plusieurs cas concernant la Suisse. Dans toutes ces affaires, les problèmes de discrimination ne concernaient pas la problématique des minorités au sens strict du terme, mais touchaient à des questions "périphériques" - femmes, mineurs, détenus ...

4. A) Voir l'article 4 al. 1 Cst féd. (*voir Annexe n° 4*). Il n'y a pas de référence explicite à la non discrimination en fonction de l'appartenance à une minorité. A noter que l'article 14 CEDH, applicable en Suisse, y fait expressément référence.

L'article 4 al. 1 Cst féd. pose le principe de l'égalité **dans** la loi - des discriminations légales fondées sur la race, la confession, le sexe, la langue ... d'une personne ne sont admissibles que lorsqu'elles se justifient par des raisons pertinentes et sérieuses découlant des faits à réglementer - et le principe de l'égalité **devant** la loi - interdictions, entre autres, de l'inégalité de traitement et de l'arbitraire.

Contrairement à la lettre de cette disposition, les titulaires de ce droit constitutionnel sont non seulement les Suisses, mais aussi les étrangers. Les exemples jurisprudentiels n'ont pas trait à la problématique des minorités au sens strict du terme, mais ils concernent des problèmes "périphériques" comme des distinctions fondées sur le sexe, la profession ...

B) Non, il n'y a pas de reconnaissance d'un tel principe en faveur des minorités.

C) *De lege lata* : il n'existe pas en Suisse de législation spécifique réprimant l'incitation à la haine et la violence raciale et la xénophobie. Certaines dispositions du Code pénal suisse (CPS) peuvent cependant s'appliquer - voir par exemple l'art. 177 CPS concernant le délit d'injure ...

De lege ferenda : l'Assemblée fédérale suisse a adopté récemment un nouvel article du CPS (art. 261 bis CPS) réprimant la discrimination raciale (*voir Annexe n° 5*). Cet ajout législatif a fait l'objet d'une demande de référendum de la part du peuple suisse.

5. A) Réponse incluse infra dans le point B.

B) En Suisse, la **liberté religieuse** comporte un double aspect, individuel (**i**) et institutionnel (**ii**).

i) La liberté religieuse confère à chacun un droit subjectif de croire et de pratiquer la religion selon le choix que lui dicte sa conscience - voir la **liberté de conscience et de croyance** (art. 49 Cst féd. et art. 9 CEDH) et la **liberté de culte** (art. 50 Cst féd.).

La **liberté de conscience et de croyance** est consacrée à l'**art. 49 al. 1 Cst féd.** (*voir Annexe n° 6*). Elle confère à tout individu le droit d'avoir (ou de ne pas avoir) et de pratiquer une croyance ou une conviction religieuse. Elle lie également l'Etat qui ne peut forcer quiconque à faire usage de sa liberté, c'est-à-dire contraindre une personne à adhérer à une confession déterminée ou à accomplir un acte religieux. Cette liberté appartient à toutes les personnes physiques sans distinction d'origine, d'âge ou de nationalité.

Aux termes de l'**art. 49 al. 2 Cst féd.**, l'Etat ne peut empêcher quiconque de se joindre à une communauté religieuse et ne peut forcer quiconque à suivre un enseignement religieux.

Selon l'**art. 49 al. 6 Cst féd.**, l'Etat ne peut contraindre personne à s'acquitter d'un impôt ecclésiastique qui profite à une communauté religieuse à laquelle elle n'appartient pas. C'est sur ce point que porte pour l'essentiel la jurisprudence du Tribunal fédéral relative à l'art. 49 Cst féd.

L'**art. 50 Cst féd.** (*voir Annexe n° 7*) garantit le **libre exercice des cultes**. Alors que la liberté de conscience et de croyance protège l'aspect individuel de la liberté religieuse, la liberté de culte en protège plutôt l'aspect collectif. Cette liberté, qui a été relativement peu invoquée jusqu'à présente, risque de l'être de plus en plus du fait du fort brassage actuel de la population résultant principalement de la migration Sud-Nord (*voir l'ATF 113 Ia 304 Nehal Ahmed Syed* où les détenus musulmans d'un pénitencier demandaient de pouvoir se réunir régulièrement pour une prière commune le vendredi).

ii) La liberté religieuse vise également à garantir la paix religieuse par l'intermédiaire notamment de la neutralité religieuse de l'Etat, la tolérance religieuse et l'égalité des religions. On vise ici les relations entre l'Etat et les différentes communautés religieuses. Dans notre Etat fédéral - répartition des compétences oblige - les rapports entre l'Etat et l'Eglise relèvent de la compétence des cantons, sous réserve de quelques règles fédérales impératives. Cette "décentralisation", qui a engendré des régimes aussi variés que compliqués, devait permettre "d'assurer la diversité des statuts publics de la religion et, à travers cette diversité, de garantir la protection des minorités religieuses".

L'**art. 49 al. 4 Cst féd.** consacre le principe de la neutralité religieuse de l'Etat. L'Etat ne doit donc pas s'identifier à une croyance, une confession ou à une conviction déterminée. Comme le relève notre Tribunal fédéral : "L'Etat doit dans les actes publics s'abstenir de toute considération confessionnelle susceptible de compromettre la liberté des citoyens **dans une société pluraliste**." (nous soulignons) (*ATF 116 Ia 252, 260 Comune di Cadro*).

Remarque : l'ancien art. 25 bis Cst féd. interdisant l'abattage israélite a trouvé confirmation au niveau législatif après son abrogation au niveau constitutionnel (*voir Annexe n° 8*). Cette interdiction constitue une importante restriction à la liberté de culte juif lequel défend à ses adeptes de manger de la viande provenant d'animaux non saignés.

6. A) Pas de manière directe, mais seulement implicitement.

Selon l'**art. 49 al. 2 Cst féd.**, l'Etat ne peut forcer quiconque à suivre un enseignement religieux. L'enseignement religieux dans les écoles publiques doit être **facultatif** (*voir JAAC 1983 N° 32*).

L'**art. 27 al. 2 et al. 3 Cst féd.** (*voir Annexe n° 9*) consacre le principe de la neutralité religieuse de l'Etat en matière scolaire - interdiction des écoles publiques professionnelles. Les écoles publiques doivent donc pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions.

Concernant l'**art. 49 al. 5 Cst féd.** et les lois cantonales imposant l'obligation de fréquenter l'école le *samedi* - avec refus d'accorder une dispense générale de l'enseignement scolaire ledit jour pour des motifs religieux -, le Tribunal fédéral exige que les conditions de l'intérêt public et de la proportionnalité de pareilles obligations soient scrupuleusement respectées (*voir ATF 117 Ia 311 E, ATF 114 Ia 129 MR*) . Concernant les dispenses de certains enseignements pour des motifs religieux, voir l'ATF 119 Ia 178 A et M où il s'agissait de la dispense, pour des enfants musulmans, des cours de natation.

L'ordre constitutionnel suisse ne proscrie pas les écoles privées confessionnelles pour autant qu'elles soient placées sous la surveillance de l'Etat. Le Tribunal fédéral semble même déduire de l'art. 49 Cst féd. un droit constitutionnel à un enseignement primaire privé pour les adeptes de communautés religieuses qui sont trop marginales pour que l'école publique puisse prendre en considération leurs exigences culturelles (*voir ATF 114 Ia 129, 133 MR*) .

B) - ...

C) L'enseignement primaire et secondaire est de la compétence des cantons. Ceux-ci déterminent également l'usage officiel des langues par et devant les autorités cantonales. Les cantons sont donc compétents pour déterminer la ou les langues d'enseignement ainsi que la ou les langues à enseigner (*voir encore infra question 7 B*) .

Dans la pratique, on peut constater que dans les cantons bi ou trilingues, là où se trouvent des minorités linguistiques, l'enseignement est aussi donné dans leur langue. D'une manière générale, une deuxième langue nationale est toujours enseignée dans les écoles de notre pays.

D) Réponse incluse supra point A et C.

7. A) Réponse incluse infra dans le point B.

B) Remarques initiales :

Malgré le fait que la Suisse soit un Etat *plurilingue*, il y a toujours régné, dans l'ensemble, la paix linguistique.

La population de nationalité suisse se composait en 1980 de **73,5 %** de germanophones, 20 % de francophones, 4,5 % d'italophones et 1 % de romanches. On dénombrait également environ **un million** d'étrangers parlant une multitude de langues autres que les quatre langues nationales suisses.

La Suisse compte 26 cantons et demi-cantons. 14 sont de langue allemande, quatre de langue française - Vaud, Neuchâtel, Genève, Jura - un de langue italienne - Tessin -, trois bilingues -Berne, Fribourg, Valais - et un trilingue -Grisons.

La **liberté de la langue** n'est pas garantie expressément par la Constitution fédérale (voir cependant le projet du nouvel art. 116 Cst - voir *Annexe n° 10*). C'est le Tribunal fédéral suisse qui l'a consacrée, en 1965, comme un droit constitutionnel non écrit (*ATF 91 Ia 480, 486 Association de l'école française*). Cette liberté garantit de manière générale le droit de chacun de s'exprimer oralement ou par écrit dans la langue de son choix, mais surtout dans sa langue maternelle. Concernant la portée de cette liberté - surtout dans son aspect privé - certains auteurs tendent à démontrer qu'elle n'a pas, dans son application pratique, de spécificité propre, indépendante d'autres libertés spéciales - voir la liberté personnelle, la liberté de la presse, le principe général d'égalité ...

De manière générale, la doctrine distingue, concernant la liberté de la langue, deux domaines distincts d'application.

- Le **domaine privé** où **tous** les individus doivent pouvoir choisir librement, sans intervention étatique, la langue dans laquelle ils communiquent entre eux à **titre privé**.

- Le **domaine public** où l'autorité définit la ou les langues dans lesquelles elle entre en communication avec les individus et réciproquement. C'est la réglementation des **langues officielles** de l'Etat.

En Suisse, structure fédérale et répartition des compétences obligent, la réglementation de l'usage officiel des langues est une compétence parallèle de la Confédération et des cantons. A la première, la réglementation de l'usage officiel des langues par et devant les autorités fédérales (**a**), aux seconds celle qui détermine cet usage par et devant les autorités cantonales et communales (**b**). Ceci doit permettre de garantir la diversité culturelle et le pluralisme linguistique en Suisse.

a) - L'article 116 Cst féd. (*voir Annexe n° 11*) énumère, en son alinéa premier, les **quatre langues nationales** que sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche. On admet généralement que cet article peut servir de base à des **mesures d'encouragement** prises en faveur des langues minoritaires que sont le romanche et l'italien (*voir Annexe n° 12*).

En son alinéa 2, l'art. 116 Cst féd. énonce les **trois langues officielles** de la Confédération : l'allemand, le français et l'italien. Celles-ci sont placées, concernant l'utilisation de la langue dans le secteur public, sur un pied de stricte égalité.

b) - Chaque canton est libre d'instituer une réglementation propre en matière de langue officielle. Tous les cantons multilingues ont adopté des dispositions constitutionnelles sur leurs langues officielles (*voir Annexe n° 13*). Dans les autres cantons, la détermination de la langue officielle est implicite.

L'autonomie cantonale en matière linguistique implique aussi la compétence, pour les cantons, de prendre des mesures pouvant prescrire l'emploi d'une langue déterminée dans les rapports entre les particuliers et l'Etat. Ces mesures, qui tendent en principe à favoriser l'homogénéité ou, au contraire, la diversité linguistique dans le canton concerné, se doivent de respecter le principe général d'égalité - art. 4 Cst féd. - ainsi que l'ensemble des autres libertés constitutionnelles (l'essentiel de la jurisprudence en ce domaine a trait à l'utilisation de la langue devant les tribunaux et dans l'enseignement : voir notamment, *ATF 109 V 224 Boggi, ATF 106 Ia 299 Brunner, ATF 100 IA 462 Derungs, ATF 91 Ia 480 Association de l'école française* ...). Pour le Tribunal fédéral suisse, cette faculté résulte plus précisément du **principe dit de la territorialité**. En effet, selon lui, l'art. 116 al. 1 Cst garantit "la répartition territoriale traditionnelle des langues en Suisse" et il résulte de ce fait qu'il "incombe aux cantons, dans les limites de leurs frontières, de veiller à la conservation de l'étendue et de l'homogénéité de leur territoire linguistique" (*voir ATF 91 Ia 480, 486 et ATF 100 Ia 462, 466 op.cit.*) . Ainsi les cantons seraient habilités à "prendre des mesures pour maintenir les limites traditionnelles des régions linguistiques et leur homogénéité, **même si la liberté du particulier à utiliser sa langue maternelle s'en trouve restreinte.**" (nous soulignons) (*voir ATF 106 Ia 299, 302 op.cit.*) .

C) Références incluses supra dans le point B.

8. Sous l'expression "libertés de communication" on peut regrouper un ensemble de libertés qui ont pour but "de garantir la libre formation, la libre expression et la libre réception des opinions par la parole, l'écrit, l'image, le geste et le symbole". Concernant ces libertés, le droit suisse ne prévoit pas de règles spécifiques pour les minorités. Voir :

- La **liberté de la presse** - art. 55 Cst féd.

- La **liberté d'expression et d'opinion** - droit constitutionnel non écrit depuis sa concrétisation en 1961 (*ATF 87 I 114, 117 Sphinx*

Films Sa).

- La **liberté d'information** implique le droit de recevoir librement, sans contrôle de l'autorité, des nouvelles et des opinions et de se renseigner aux sources accessibles de manière générale - corollaire de la liberté de la presse et d'expression (ATF 104 Ia88, 94 Schweizerische Journalisten-Union).

- La **liberté de la radio-télévision** - art. 55 bis Cst féd. (voir Annexe n° 14) - appartient principalement aux auditeurs et aux téléspectateurs. En effet, selon l'alinéa 2 de l'art. 55 bis Cst, le système de radiodiffusion et de télévision doit assurer leur **développement culturel**, la libre formation de leur opinion et leur divertissement. Mais surtout, cette même disposition stipule que les émissions de radio et de télévision doivent tenir compte "**des particularités du pays et des besoins des cantons**", ceci devant permettre d'assurer le pluralisme culturel et linguistique au sein du système de radio-télévision. La conformité des émissions avec ces exigences constitutionnelles peut être examinée par une autorité de plainte au sens de l'alinéa 5 de l'art. 55 Cst féd.

9. A) Non.
10. A) La **liberté d'association** est expressément consacrée par l'art. 56 Cst féd. (voir Annexe n° 15) et l'art. 11 CEDH. Malgré le libellé de cette disposition constitutionnelle -"citoyens"-, la nationalité n'est plus considérée comme un critère pertinent pour définir la titularité de cette liberté. En principe, la liberté d'association appartient tant aux Suisses qu'aux étrangers et aux apatrides. Elle peut être invoquée par les personnes appartenant à des minorités. Peuvent faire partie d'associations ayant leur siège en Suisse également des personnes qui sont domiciliées à l'étranger. La liberté d'association est donc pleinement reconnue, même au-delà des frontières. Seules peuvent être interdites les associations qui mettent en danger l'ordre public.
- B) Il n'existe pas en Suisse de partis politiques qui représentent les intérêts des minorités ou qui ont été créés dans ce but là.
11. A) Réponse incluse infra dans le point C.
- B) Réponse incluse infra dans le point C.
- C) On peut affirmer qu'au plan fédéral des critères linguistiques ont eu une certaine influence concernant le mode d'élection des principaux organes de la Confédération.
- L'élection selon le système proportionnel dans les circonscriptions formées par les cantons permet de garantir une représentation de toutes les langues nationales au **Conseil National** (Chambre basse de notre Parlement).
- Pour le **Conseil des Etats** (Chambre haute de notre Parlement), le règle de la représentation égalitaire de chaque canton - 2 sièges par canton - a pour effet que la voix des cantons à langue minoritaire y est représentée directement.
- La Loi fédérale sur les rapports entre les conseils exige, en son alinéa 2 de l'art. 8 quinquies, qu'il soit tenu compte des langues officielles dans la composition des commissions parlementaires.
- Selon une règle coutumière, doivent siéger au sein du **Conseil fédéral** (l'exécutif fédéral) au moins deux représentants des cantons latins.
- L'art. 107 Cst féd. (voir Annexe n° 16) stipule que les trois langues officielles doivent être représentées au Tribunal fédéral.
12. A) Non, pas au plan fédéral.
- B) -
- C) Non.
13. A) Non.
- B) -
14. A) Non.
- B) -
15. A) Il n'existe pas de recours spécifiques en faveur des personnes appartenant à une minorité.

ANNEXES

Annexe n° 1 : Préambule et art. 1 Cst féd.

Au nom de Dieu Tout-Puissant !

La Confédération suisse,
voulant affermir l'alliance des confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la nation suisse, a adopté la constitution fédérale suivante.

Chapitre premier : Dispositions générales

Article premier

Les peuples des vingt-trois cantons souverains de la Suisse, unis par la présente alliance, savoir : Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald (le Haut et le Bas), Glaris, Zoug, Fribourg, Soleure, Bâle (Ville et Campagne), Schaffhouse, Appenzell (les deux Rhodes), Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, forment dans leur ensemble la Confédération suisse.

Annexe n° 2 : art. 34 ter al. 2 Cst féd.

Art. 34^{ter}

¹La Confédération a le droit de légiférer :

- a. Sur la protection des employés ou ouvriers ;
- b. Sur les rapports entre employeurs et employés ou ouvriers, notamment sur la réglementation en commun des questions intéressant l'entreprise et la profession ;
- c. Sur la force obligatoire générale de contrats collectifs de travail ou d'autres accords entre associations d'employeurs et d'employés ou ouvriers en vue de favoriser la paix du travail ;
- d. Sur une compensation appropriée du salaire ou du gain perdu par suite de service militaire ;
- e. Sur le service de placement ;
- f. ...
- g. Sur la formation professionnelle dans l'industrie, les arts et métiers, le commerce, l'agriculture et le service de maison.

²La force obligatoire générale prévue sous lettre c ne pourra être statuée que dans des domaines touchant les rapports de travail entre employeurs et employés ou ouvriers, à condition toutefois que les dispositions considérées tiennent suffisamment compte des diversités régionales, des intérêts légitimes des minorités et respectent l'égalité devant la loi ainsi que la liberté d'association.

³ ...

⁴Les dispositions de l'article 32 sont applicables par analogie.

Annexe n° 3 : art. 113 al. 3 Cst féd.

Art. 113

¹Le Tribunal fédéral connaît, en outre :

1. Des conflits de compétence entre les autorités fédérales, d'une part, et les autorités cantonales, d'autre part ;
2. Des différends entre cantons, lorsque ces différends sont du domaine du droit public ;
3. Des réclamations pour violation de droits constitutionnels des citoyens, ainsi que des réclamations de particuliers pour violation de concordats ou de traités.

²Sont réservées les contestations administratives à déterminer par la législation fédérale.

³Dans tous les cas prémentionnés, le Tribunal fédéral appliquera les lois votées par l'Assemblée fédérale et les arrêtés de cette assemblée qui ont une portée générale. Il se conformera également aux traités que l'Assemblée fédérale aura ratifiés.

Annexe n° 4 : art. 4 al. 1 Cst féd.

Art. 4

¹Tous les Suisses sont égaux devant la loi. Il n'y a en Suisse ni sujets, ni privilèges de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

²L'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité, en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Annexe n° 5 : art. 261 bis CPS

Annexe n° 6 : art. 49 Cst féd.

Art. 49

¹La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

²Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association religieuse, de suivre un enseignement religieux, d'accomplir un acte religieux, ni encourir des peines, de quelque nature qu'elles soient, pour cause d'opinion religieuse.

³La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire a le droit de disposer, conformément aux principes ci-dessus, de l'éducation religieuse des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans révolus.

⁴L'exercice des droits civils ou politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse, quelles qu'elles soient.

⁵Nul ne peut, pour cause d'opinion religieuse, s'affranchir de l'accomplissement d'un devoir civique.

⁶Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit est spécialement affecté aux frais proprement dits du culte d'une communauté religieuse à laquelle il n'appartient pas. L'exécution ultérieure de ce principe reste réservée à la législation fédérale.

Annexe n° 7 : art. 50 Cst féd.

Art. 50

¹Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes moeurs.

²Les cantons et la Confédération peuvent prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre public et de la paix entre les membres des diverses communautés religieuses, ainsi que contre les empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat.

³Les contestations de droit public ou de droit privé auxquelles donne lieu la création de communautés religieuses ou une scission de communautés religieuses existantes, peuvent être portées par voie de recours devant les autorités fédérales compétentes.

⁴Il ne peut être érigé d'évêchés sur le territoire suisse sans l'approbation de la Confédération.

Annexe n° 8 : Loi fédérale sur la protection des animaux (RS 455)

Section 7 : Abattage d'animaux

Art. 20 Etourdissement obligatoire

¹L'abattage de mammifères sans étourdissement précédant la saignée est interdit.

²Le Conseil fédéral peut également prescrire, pour de grandes exploitations, l'étourdissement des volailles avant leur abattage.

Art. 21 Méthodes d'étourdissement

¹L'étourdissement doit autant que possible agir sur-le-champ ; si son action se produit tardivement, il ne doit occasionner aucune douleur.

²Le Conseil fédéral spécifie les méthodes d'étourdissement autorisées.

Annexe n° 9 : art. 27 al. 2 et al. 3 Cst féd.

Art. 27

¹La Confédération a le droit de créer, outre l'école polytechnique existante, une université fédérale et d'autres établissements d'instruction supérieure ou de subventionner des établissements de ce genre.

²Les cantons pourvoient à l'instruction primaire, qui doit être suffisante et placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile. Elle est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

³Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions, sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience ou de croyance.

^{3bis}Pendant la période de la scolarité obligatoire, l'année scolaire débute entre la mi-août et la mi-septembre.

⁴La Confédération prendra les mesures nécessaires contre les cantons qui ne satisferaient pas à ces obligations.

Annexe n° 10 : Projet du nouvel art. 116 Cst féd. (FF 1991 II p. 301)

Art. 116

¹La liberté de la langue est garantie.

²Les langues nationales de la Suisse sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche.

³La Confédération et les cantons veillent à sauvegarder et à promouvoir les quatre langues nationales dans leurs territoires de diffusion. Les cantons prennent des mesures particulières afin de protéger les langues nationales qui sont menacées dans un territoire donné ; la Confédération leur accorde un soutien à cet effet.

⁴La Confédération et les cantons encouragent la compréhension entre les communautés linguistiques et la présence des quatre langues nationales dans l'ensemble de la Suisse.

⁵Les langues officielles de la Suisse sont l'allemand, le français et l'italien. Le romanche est langue officielle pour les rapports que la Confédération entretient avec les citoyennes et citoyens romanches et avec les institutions romanches. Les modalités sont réglées par la loi.

Annexe n° 11 : art. 116 Cst féd.

Art. 116

¹L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont les langues nationales de la Suisse.

²Sont déclarés langues officielles de la Confédération : l'allemand, le français et l'italien.

Annexe n° 12 : Loi fédérale sur les subventions aux cantons des Grisons et du Tessin pour la sauvegarde de leur culture et de leurs langues (RS 441.3)

**sur les subventions aux cantons des Grisons et du Tessin
pour la sauvegarde de leur culture et de leurs langues**

du 24 juin 1983

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 116 de la constitution fédérale,
vu le message du Conseil fédéral du 28 septembre 1981,

arrête :

Article premier Subvention au canton des Grisons

¹La Confédération alloue au canton des Grisons une subvention annuelle de 3 750 000 francs pour sauvegarder la culture et la langue rhéto-romanes ainsi que la culture et la langue des vallées italophones.

²De ce montant, 1 875 000 francs au moins doivent être alloués à la Lia Rumantscha pour son activité en faveur de la culture et de la langue rhéto-romanes et 562 500 francs au moins à l'association Pro Grigioni Italiano pour son activité en faveur de la culture et de la langue des vallées italophones du canton des Grisons.

³La subvention fédérale est subordonnée à la condition que le canton des Grisons alloue de son côté une subvention annuelle de 400 000 francs à la Lia Rumantscha et une autre de 100 000 francs à l'association Pro Grigioni Italiano.

Art. 2 Subvention au canton du Tessin

La Confédération alloue au canton du Tessin une subvention annuelle de 2,5 millions de francs pour sauvegarder son identité culturelle et linguistique.

Art. 3 Rapports

Les cantons des Grisons et du Tessin présentent au Département fédéral de l'intérieur un rapport annuel sur l'emploi qu'ils ont fait de leurs subventions. La Lia Rumantscha et l'association Pro Grigioni Italiano lui soumettent en outre chaque année, par l'entremise des autorités cantonales, un programme et un budget.

Art. 4 Abrogation du droit en vigueur

Sont abrogés :

1. l'article 5 de la loi fédérale du 19 juin 1953 subventionnant l'école primaire publique ;
2. l'arrêté fédéral du 23 septembre 1974 allouant une aide financière à la Ligia Romantscha/Lia Rumantscha et à «Pro Grigioni Italiano» ;
3. la loi fédérale du 19 décembre 1980 allouant une aide financière au canton du Tessin pour la sauvegarde de sa culture et de sa langue.

Art. 5 Référendum et entrée en vigueur

¹La présente loi est sujette au référendum facultatif.

²Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1984

Annexe n° 13 : extraits de constitutions cantonales

Berne (RS 131.212)

Art. 6 ¹Le français et l'allemand sont les langues nationales et officielles du canton de Berne.

²Les langues officielles sont :

- a le français dans le Jura bernois,
- b le français et l'allemand dans le district de Bienne,
- c l'allemand dans les autres districts.

³Le canton et les communes peuvent tenir compte de situations particulières résultant du caractère bilingue du canton.

⁴Toute personne peut s'adresser dans la langue officielle de son choix aux autorités compétentes pour l'ensemble du canton.

Fribourg (RS 131.219)

Art. 21

¹Le français et l'allemand sont les langues officielles. Leur utilisation est réglée dans le respect du principe de la territorialité.

²L'Etat favorise la compréhension entre les deux communautés linguistiques.

Grisons (RS 131.226)

Art. 46

Die drei Sprachen des Kantons sind als Landessprachen gewährleistet.

Valais (RS 131.232)

Art. 12

¹La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

²L'égalité de traitement entre les deux langues doit être observée dans la législation et dans l'administration.

Jura (RS 131.235)

Art. 3 Langue

Le français est la langue nationale et officielle de la République et Canton du Jura.

Annexes n° 14 : art. 55 et art. 55 bis Cst féd.

Art. 55

¹La liberté de la presse est garantie.

²et ...

Art. 55^{bis}

¹La législation sur la radio et la télévision, ainsi que sur d'autres formes de diffusion publique de productions et d'informations au moyen des techniques de télécommunication est du domaine de la Confédération.

²La radio et la télévision contribuent au développement culturel des auditeurs et téléspectateurs, à la libre formation de leur opinion et à leur divertissement. Elles tiennent compte des particularités du pays et des besoins des cantons. Elles présentent les événements fidèlement et reflètent équitablement la diversité des opinions.

³L'indépendance de la radio et de la télévision ainsi que l'autonomie dans la conception des programmes sont garanties dans les limites fixées au 2^e alinéa.

⁴Il sera tenu compte de la tâche et de la situation des autres moyens de communication, en particulier de la presse.

⁵La Confédération crée une autorité indépendante chargée de l'examen des plaintes.

Annexe n° 15 : art. 56 Cst féd.

Art. 56

Les citoyens ont le droit de former des associations, pourvu qu'il n'y ait dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient rien d'illicite ou de dangereux pour l'Etat. Les lois cantonales statuent les mesures nécessaires à la répression des abus.

Annexe n° 16 : art. 107 Cst féd.

Art. 107

¹Les membres et les suppléants du Tribunal fédéral sont nommés par l'Assemblée fédérale, qui aura égard à ce que les trois langues officielles de la Confédération y soient représentées.

²La loi détermine l'organisation du Tribunal fédéral et de ses sections, le nombre de ses membres et des suppléants, la durée de leurs fonctions et leur traitement.

TURKEY

1. A) Although the Constitution (1982) does not use the term "unitary" state, in Article 2 it states that the Turkish state is committed to the "nationalism of Atatürk". Article 3 states that "The Turkish state is an indivisible entity with its nation and territory". These provisions indicate that the Turkish state is perceived as both "unitary" and "national". There are no references to a "multiethnic", "multilingual" or "multireligious" nature.

B) See A above.

- C) No.
2. A) a) No.
- b) It is used, in a negative sense, in the Law on Political Parties (dated 22 April 1983). According to the provisions of this Law, political parties cannot pursue the aim of changing the unitary nature of the state (Art. 80). They cannot put forward the claim that there are minorities in the territory of the Turkish Republic, based on differences of national or religious culture, or of sect, race or language. They cannot pursue the aim of creating minorities in the territory of the Turkish Republic by protecting, developing or diffusing languages and cultures other than the Turkish language and culture. They cannot use any language other than Turkish in their official documents, congresses, meetings, and propaganda activities (Art. 81). They cannot engage in activities with the aim of promoting regionalism or racism (Art. 82). They cannot engage in activities against the principle of equality before law without any discrimination, regardless of language, race, color, sex, political opinion, philosophical belief, religion and sect, or any such consideration (Art. 83).
- c) The Constitutional Court has banned several parties which were found to be in violation of the above restrictions.
- B) No.
- C) See 2 A, b above.
- D) No.
- E) In strictly individual terms.
- F) No.
3. A) The only relevant international instrument is the Peace Treaty of Lausanne. Part II, Section III (Art. 37-45) of the Treaty carries the title "Protection of Minorities" and has as its aim to protect the "non-Moslem" minorities living in Turkey. It does not include Moslem minorities. The following rights of the non-Moslem minorities are recognized by the Treaty:
- Non-discrimination;
 - Freedom of religion;
 - Freedom of travel and migration;
 - Freedom to enjoy the same civil and political rights as enjoyed by Moslem Turks;
 - Freedom to use the language of their choice in their commercial transactions, religious rites, mass media, and open meetings;
 - Non-Moslem minorities will enjoy the necessary facilities to use their own languages in the courts;
 - Freedom to establish all kinds of religious, charitable, and educational organisations, and to use their own language therein;
 - Churches, synagogues, cemeteries and other religious institutions of non-Moslem minorities are under full protection;
 - Freedom not be forced to any kind of action inconsistent with their religious beliefs and ceremonies;
 - Freedom to use their own customary law in the fields of family law and personal status. However, after the adoption of the Turkish Civil Code in 1926 (based on the Swiss Civil Code), the Greek Orthodox, Armenian and Jewish communities renounced this privilege.
- Under Article 37 of the Lausanne Treaty, no laws and regulations contrary to the Articles 38-44 of the Treaty (protection of minorities) can be adopted. In this sense, these Articles have constitutional status, and the rule of "lex posteriori" would not be applicable in this case.
- B) Article 42 of the 1982 Constitution makes a reference to the Lausanne Treaty. Under this Article, "No language other than Turkish shall be taught as mother tongue to Turkish citizens at any institution of training or education... The provisions of international treaties are reserved."
4. A) Yes. The constitutional principle of equality (Art. 10) forbids discrimination on the basis of language, race, color, religion and sect, or any such consideration.
- B) No.
- C) Article 312 of the Turkish Criminal Code punishes incitement to hatred or animosity on the basis of differences of class, religion, sect, or region.
5. A) The Constitution provides for freedom of belief and worship for everybody. This includes the recognition of unbelief, particularly by the third paragraph of the Article which states that "no one shall be compelled to worship, or to participate in religious ceremonies and rites, to reveal religious beliefs and convictions, or be blamed or accused because of his religious beliefs and convictions."
- B) No. However, Turkish laws do not recognise conscientious objection regarding military service.
6. A) See 3 A and B above.
- B) Private for the relevant cases at primary and intermediate levels. Although the Lausanne Treaty seems to cover all levels of education, there is no minority university in practice.
- C) Schooling in the minority language in relevant cases, although Turkish language and literature, Turkish history and geography are compulsory courses and have to be taught in Turkish.
7. A) Under Article 3 of the Constitution, the language of the Turkish state is Turkish. There is no provision for the official use of other languages, the recognition and protection of minority languages, and the freedom of languages. The provisions of the Lausanne Treaty are reserved.
- B) There are no restrictions on the private use of languages.
- C) No.
8. No.
9. No. See, however, 3 A above.
10. A) They have the same rights as others.
- B) See 2 A, b, above.

11. A) No.
B) -
C) No.
12. A) No.
B) -
C) No.
13. A) No.
14. A) No.
B) -
15. No.

[1] *Ces articles s'appliquent à la minorité grecque d'Istanbul et des îles Imbros et Tenedos - aujourd'hui malheureusement presque totalement disparue - ainsi qu'à la minorité musulmane de la Thrace occidentale.*

[2] *Poland is still in the process of elaborating a new Constitution. With regard to individual rights and freedoms, Chapter Eight of the 1952 with amendments remains in force. This part of the autumn constitutional law is felt by politicians and specialists to be outdated. In the fall of 1992, the President of the State submitted a draft Charter on Rights and Freedoms to the Parliament which, when adopted, should have constitutional rank and replace the above-mentioned chapter eight. Simultaneously, seven draft constitutions have been submitted to the Constitutional Committee of the National Assembly (both chambers of Parliament). These drafts also contain chapters devoted to individual rights and freedoms. Considering that the constitutional law in this respect might be expected to be changed soon, by adopting either the mentioned Charter or the new Constitution, answers to the questionnaire shall refer not only to the binding Constitution but also to the expected solutions. In particular, the draft of the Charter is to be taken into account, which after the discussion so far seems to have a good chance of being adopted.*

[3] *See inter alia: the Treaty with the Federal Republic of Germany - Journal of Laws 1992, No 14, Pos. 56; the Treaty with the Czech and Slovak Federal Republic - Journal of Laws 1992, No 59, Pos. 296; the Treaty with the Republic of Hungary - Journal of Laws 1992, No 59, Pos. 298.*

[4] *A lowering of electoral criteria (they differed to a certain extent from the current solution) helped the German minority to gain 7 mandates in the Parliament of the last term.*